



Un arrêté au « Journal officiel »

Les familles d'accueil des toxicomanes sont soumises à un règlement

Un arrêté relatif aux réseaux d'accueil des toxicomanes a été publié au Journal officiel le 2 septembre, précisant les obligations des familles d'accueil et des associations qui les gèrent. Les familles d'accueil doivent être agréées par le préfet de la région et soumises à un règlement strict. Elles doivent assurer le suivi médical et social des toxicomanes, ainsi que leur réinsertion sociale. Les associations qui gèrent ces familles doivent être reconnues d'utilité publique et soumises à un contrôle strict.

Le général Bernard L. est mort. Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Outre un arrangement sur la flotte de la mer Noire

L'Ukraine cède à la Russie ses ogives nucléaires

A Canossa

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le général Bernard L. est mort le 2 septembre à Cannes (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981. Il avait été promu général en 1977. Il avait été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1977 à 1981.

Le président Boris Eltsine a annoncé à l'issue des entretiens qu'il a eus, vendredi 3 septembre en Crimée, avec le président ukrainien, Leonid Kravtchouk, que l'Ukraine avait accepté de remettre toutes ses ogives nucléaires à la Russie, où elles seront démantelées. Kiev doit également céder sa part de la flotte de la mer Noire pour payer sa dette énergétique, mais M. Kravtchouk a déclaré qu'aucune décision définitive n'avait été prise sur cette dernière proposition russe.

MOSCOU

de notre correspondant

Les Ukrainiens cèdent, mais les Russes font grise mine. La brève conférence de presse donnée par Boris Eltsine et Leonid Kravtchouk à l'issue de leur rencontre au milieu de leur entente en Crimée a laissé une curieuse impression. Les dirigeants de Kiev, accablés, ont fait deux concessions de première importance, acceptant de remettre leurs ogives nucléaires stratégiques à la Russie et renonçant apparemment à leur « part » de la flotte de la mer Noire. Boris Eltsine avait donc toutes les raisons d'être satisfait, lui qui, à son départ de Mos-

cou, avait déclaré « ne pouvoir admettre que l'Ukraine soit une puissance nucléaire », et qui, dès l'année dernière, avait proclamé que la flotte de la mer Noire « est et restera russe », provoquant à l'époque un beau scandale. La Russie, au bout du compte, ne s'est-elle pas avérée la plus forte, et les dirigeants de Kiev, empêtrés dans une interminable crise politique et confrontés à une catastrophe économique, n'ont-ils pas dû rabattre considérablement de leur superbe ? Pourtant, le président russe affichait une mine particulièrement maussade.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 6

En refusant un référendum sur la réforme de la Constitution

M. Mitterrand veut imposer un compromis à la droite

Le président de la République a annoncé, vendredi 3 septembre, qu'il avait fait connaître la veille au premier ministre sa position sur le souhait du gouvernement d'une révision constitutionnelle à propos des conditions d'exercice du droit d'asile. M. Mitterrand n'a pas voulu préciser le sens de cette réponse, assurant simplement que « des informations »

seront communiquées la semaine prochaine. Toutefois, il a fermé la porte à toute possibilité de référendum sur ce sujet, au cas où l'initiative de la réforme de la Constitution viendrait du Parlement. A l'hôtel Matignon, on se refuse à tout commentaire sur cette déclaration du chef de l'Etat. La direction du PS n'exclut plus d'accepter une telle réforme.

par Thierry Bréhier et Patrick Jarreau

Edouard Balladur connaît depuis jeudi soir la position de François Mitterrand sur le dossier qu'il lui a présenté après l'annulation par le Conseil constitutionnel d'une partie de la loi Pasqua sur la maîtrise de l'immigration. Le président a tenu à le faire savoir lui-même, vendredi 3 septembre, en profitant d'une rencontre avec les journalistes dans sa résidence de Latche, où il venait de recevoir Shimon Pérès.

Il s'était abstenu, jusqu'alors, de donner la moindre information

sur cette affaire en attendant que le premier ministre lui-même précise ses intentions à la sortie du conseil des ministres, le 1^{er} septembre. Le silence observé ensuite par l'hôtel Matignon a conduit le chef de l'Etat à démentir tout soupçon de lenteur à son endroit : Edouard Balladur sait à quoi s'en tenir. A lui de dire ce qu'il veut. Aussi François Mitterrand n'a-t-il pas précisé si, comme le chef du gouvernement, il juge nécessaire une réforme constitutionnelle.

Il a souligné, en revanche, qu'il n'est pas question pour lui d'organiser un référendum sur ce sujet, comme Charles Pasqua a

menacé de chercher à l'y contraindre. La lettre que François Mitterrand a rédigée seul et fait parvenir à Edouard Balladur le 2 septembre, suivie d'une conversation téléphonique à l'initiative du premier ministre le soir même, n'a donné lieu de part et d'autre à aucune information. Les ententes ont été soigneusement tenues dans l'ignorance, soit pour leurs quelques membres informés - priés de se taire, au moment où se noue l'épreuve de force entre le président et le chef de la majorité.

Lire la suite et nos informations page 7

Un entretien avec Michel Roussin

La France donnera désormais en Afrique « une prime à la bonne gestion » nous déclare le ministre de la coopération

« Après une élection présidentielle sans grande signification, pouvez-vous pas le sentiment d'avoir été piégé au Togo ? »

« Je ne pense pas avoir été piégé. Je suis personnellement déçu. Nous avions dépensé beaucoup d'énergie pour convaincre les différentes parties de se parler d'abord, de se voir ensuite. J'ai pensé un instant que le scrutin pourrait se dérouler normalement. J'ai été très déçu de voir que cela capitait avant le premier tour. Le piège n'est pas pour nous. C'est le général Eyadéma qui doit l'éviter. S'il rate son prochain rendez-vous avec le peuple togolais, lors des législatives, quelle image aura le Togo devant la communauté internationale et surtout devant la communauté africaine ? »

« Croyez-vous que l'opposition participera aux élections législatives ? »

« Je pense que oui. De toute façon, elle ne peut plus avoir un discours timoré. Elle a marqué le coup en ne participant pas à l'élection présidentielle, cela n'a pas empêché l'élection. Elle a maintenant une véritable responsabilité, peut-être aussi grande que celle du général Eyadéma, qui doit permettre le bon déroulement du scrutin. Peut-être verrons-nous la première cohabitation à l'africaine ? »

« On est donc revenu à la case départ ? »

« Tout cela n'est certes pas satisfaisant, mais il n'y a pas d'incidents. L'opposition craignait que l'armée sorte. Elle n'est pas sortie. C'est vrai qu'il y a des reproches à faire au gouvernement. La mise en route du dispositif électoral a été tardive, la mise en place du matériel électoral s'est

effectuée dans une certaine confusion, le traitement de l'information sur les ondes n'a pas brillé par son impartialité, le fonctionnement de la commission électorale nationale et celui de la commission administrative de distribution des cartes ont été chaotiques. Nous avons bien noté ces insuffisances. »

« N'avez-vous pas été tenté, dans les jours précédant le 25 août, de suggérer un report du scrutin, comme l'ont fait implicitement les Américains et les Allemands ? »

« On l'avait déjà fait trois fois, en interpellant auprès du président Eyadéma. En plus, c'est aussi le problème des Togolais. Ce sont leurs élections. »

Propos recueillis par FRANCIS CORNU, FRÉDÉRIC FRITSCHER et MARIE-PIERRE SUBTIL
Lire la suite page 4

Les débats au sein de l'OLP



Selon le porte-parole de l'OLP, Yasser Abad Rabbo, le comité central du Fath, principale formation au sein de l'OLP, réuni depuis plusieurs jours à Tunis, aurait finalement donné, dans la nuit de vendredi 3 à samedi 4 septembre, son accord à Yasser Arafat pour continuer les négociations avec Israël. Alors que Shimon Pérès prolongeait son séjour en France, les négociateurs poursuivaient, dans le secret, quelque part en Europe, la mise au point des termes d'une reconnaissance mutuelle.

Lire nos informations page 3

HEURES LOCALES

L'imbroglio des dépenses scolaires

La rentrée scolaire est synonyme de calculs complexes pour les collectivités. Les financements croisés se sont multipliés.

Avec les pages « Régions » et « Ile-de-France », les Informations pratiques, le dossier, le débat.

Lire pages 17 à 24

Gérard Longuet invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des postes, des télécommunications et du commerce extérieur, invité du « Le Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 5 septembre, à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 16

JACQUELINE DE ROMILLY

de l'Académie française

Les Œufs de Pâques

Les Œufs de Pâques, c'est une collection de rencontres, de rencontres avec des personnes, de rencontres avec la propre expérience, de rencontres par des thèmes.

Les Œufs de Pâques, c'est une collection de rencontres, de rencontres avec des personnes, de rencontres avec la propre expérience, de rencontres par des thèmes.

Grands succès de l'été

Les grands succès de l'été, c'est une collection de rencontres, de rencontres avec des personnes, de rencontres avec la propre expérience, de rencontres par des thèmes.

Les grands succès de l'été, c'est une collection de rencontres, de rencontres avec des personnes, de rencontres avec la propre expérience, de rencontres par des thèmes.

Les grands succès de l'été, c'est une collection de rencontres, de rencontres avec des personnes, de rencontres avec la propre expérience, de rencontres par des thèmes.

Les grands succès de l'été, c'est une collection de rencontres, de rencontres avec des personnes, de rencontres avec la propre expérience, de rencontres par des thèmes.

Les grands succès de l'été, c'est une collection de rencontres, de rencontres avec des personnes, de rencontres avec la propre expérience, de rencontres par des thèmes.

Les grands succès de l'été, c'est une collection de rencontres, de rencontres avec des personnes, de rencontres avec la propre expérience, de rencontres par des thèmes.

Nouvelle réduction des exportations de voitures japonaises

Tokyo accepte de diminuer ses exportations d'automobiles vers la CEE.

page 13

La Générale occidentale prend le contrôle du « Point »

Pierre Suard, PDG d'Alcatel-Alsthom, consolide sa présence dans les médias.

page 9

Des crédits pour les armées

Les dépenses d'équipement militaire évolueront plus rapidement que la moyenne du budget de l'Etat.

page 8

M0146 - 0905 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Maroc, 5 D; Tunisie, 800 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 48 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; Grèce, 250 Dr; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 48 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Sénégal, 480 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,30 FS; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

DATES

Il y a cinquante ans

La libération de la Corse

par Paul Silvani

Le 9 septembre 1943, la nouvelle éclipse comme un coup de tonnerre : la résistance corse a lancé le mot d'ordre d'insurrection et s'est emparée du pouvoir jusqu'à l'assassinat du gouverneur de Vichy. Elle s'est assurée de la bienveillante neutralité des troupes italiennes jusqu'à leurs ennemis et a demandé leur aide aux autorités d'Alger.

L'Italie a en effet signé l'armistice avec les Alliés, ce qui conduisit les Allemands à occuper la péninsule. Le général Eterlin, commandant de la Sardaigne et de la Corse, reçoit l'ordre d'évacuer celle-ci (30 000 rescapés de l'Afrikakorps chassés de Tunisie s'y reposent) et d'occuper celle-ci, qui servira, précise Berlin le 13 septembre, de base de transit et de départ pour ses troupes de Sardaigne. Eterlin occupe toute la plaine orientale de la Corse après avoir pris Bastia sans combat.

Mais c'est aussi le 13 septembre que débarquent à Ajaccio les premiers renforts envoyés d'Alger. Cent sept hommes du bataillon de choc, qui seront progressivement rejoints par 6 000 tirailleurs marocains - gnomiers et tabors, - constitueront le corps expéditionnaire. Le 4 octobre, Bastia est reprise et l'île entière est libérée. De Gaulle peut y effectuer les 6, 7 et 8 octobre un voyage triomphal.

La Corse avait rejeté dans sa quasi-unanimité les prétentions de Mussolini visant à annexer cette terre irredente. Dès le premier jour de l'Occupation, le 11 novembre 1942, elle s'est attachée à organiser militairement le combat pro-français et antifasciste engagé dans les années 30 et concrétisé par le fameux serment de Bastia, le 4 décembre 1938 : « Face au monde, de toute notre âme, sur nos gloires, sur nos tombes, sur nos bœufiers, nous jurons de vivre et de mourir français. » Divers réseaux de résistance se constituent, dont celui des FFL (Forces françaises libres), animé par Fred Scamaroni, et celui du FN (Front national), qui dirigent les communistes.

En mars 1943, Scamaroni est arrêté par la police militaire italienne et son réseau démantelé. Il se suicide dans sa cellule. Alimenté en armes par Alger - par sous-marins et par parachutes - le FN, reste le seul réseau et devient l'Organisation unifiée de la résistance corse, qui comptera au jour « J », le 9 septembre, 11 700 hommes et femmes.

De Gaulle mécontent

Dans tous ses propos comme dans son discours d'Ajaccio, de Gaulle a mis l'accent sur les motifs d'union, de rassemblement, de rénovation. Mais l'exemple est unique en France. Ainsi, le colonel Paul Colonna d'Istria, dit Paul Cesari, chef militaire, n'est pas communiste, non plus qu'Henri Mailliot, cousin de De Gaulle. Mais Giovanni, Choury et Vittori le sont. A Bastia, Jacques Faggioli et Charles Galletti se sont battus aux côtés de communistes tels que Simon Vinciguerra, Dominique Poli, Pierre Giudicelli ou Albert Stefanini.

En coulisse se développe pourtant la lutte pour le pouvoir politique et le premier département français libéré offre à cet égard un saisissant spectacle. De Gaulle décria plus tard, dans ses *Mémoires de guerre* : « En juillet et en août 1943, les services secrets du général Giraud déployèrent, à mon insu, une grande activité pour armer la résistance corse (...). Toutes ces armes, reçues et réparties par les chefs du Front national, achevèrent de conférer à Giovanni et Vittori le monopole de l'autorité. Les chefs communistes prirent sous leur coupe l'ensemble des résistants ou, cependant, les membres de leur parti n'étaient qu'une minorité. »

Dans la soirée du 9 septembre, alors qu'Alger apprend que les résistants se sont rendus maîtres d'Ajaccio et que la Corse s'est ralliée au Comité français de libération nationale, Giraud informe de Gaulle de « ce qu'il a fait en Corse » et s'attend à répondre : « Je suis froissé et mécontent de la manière dont vous avez procédé à mon égard et à l'égard du gouver-



Les gnomiers marocains entrent dans Bastia.

nement en nous cachant votre action. Je n'approuve pas le monopole que vous avez donné aux chefs communistes. Il me paraît inacceptable que vous ayez laissé croire que c'était fait en mon nom comme du votre (...). De cela, je tirerai les conséquences que s'imposent des que nous aurons franchi la passe où nous sommes engagés. Pour le moment (...) la Corse doit être secourue au plus tôt. »

La Corse sera secourue. Et il ne faudra que deux mois à De Gaulle pour mettre fin à « une situation fautive ». C'est-à-dire amener Giraud à quitter le gouvernement d'Alger. L'affaire corse aura joué le rôle du détonateur.

Banc d'essai

Henri Mailliot a raconté que, s'étant rendu à Alger en septembre, il avait attiré sur le cas de la Corse l'attention du chef de la France libre, qui lui avait répondu : « Les communistes se battent bien. Ils tiennent leur place dans notre combat. » Mailliot précise : « J'avais alors développé le côté politique des choses, car si la Corse n'est qu'une petite île, les mêmes causes pouvaient, à l'échelle nationale, produire les mêmes effets. De Gaulle était réticent. Je lui dis que mes amis et moi, en Corse, ferions de toute manière ce que nous avions à faire. Je devais rester quinze jours en froid avec le général. Mais les ministres étaient parfaitement conscients de l'acuité du problème. Ils devaient, non seulement nous laisser les mains libres, mais favoriser nos des-

Voici donc la Corse banc d'essai de la politique française. Mais qu'a vu le socialiste André Philip, secrétaire à l'Intérieur, le 30 septembre, en Corse ? Les directives données le 9 par le FN ont été appliquées tant en ce qui concerne le remplacement des conseils municipaux antipatriotes que l'épuration sommaire. Plusieurs dizaines de « collaborateurs » ou de « pétainistes » - élus, fonctionnaires, commerçants - ont été placés en résidence surveillée en attendant d'être transférés en Algérie. Sur 366 municipalités, 262 (chiffre cité par Emmanuel d'Astier de la Vigerie, ministre de De Gaulle) ont été « réinstallées dans l'ordre », dont celles d'Ajaccio, Bastia, Corte, Sartène, Calvi, Porto-Vecchio. Le FN en revendique 200.

Mais, déjà, les non-communistes ont saisi le problème à bras-le-corps. André Philip obtient des chefs du FN un accord en vue d'élargir le comité départemental de cinq membres qui « assistent » le préfet. Le 11 novembre, la nouvelle est rendue publique : à Colonna d'Istria, Giovanni, Mailliot, Vittori et Choury viennent se joindre quatre personnalités radicales ou socialistes : Paul Giacobbi, Don Jacques Nicolai, Godefroy de Peretti et Archangelo Raimondi. Le Comité départemental de libération nationale ainsi formé se félicite que soit « réalisée l'union complète de tous les patriotes qui ont lutté et souffert pour la libération de la patrie ».

Un « coup d'arrêt » avait été donné au communisme et l'enseignement devait servir en France continentale. A cet égard, le concours de Paul Giacobbi, résistant mais aussi routier de la politique, s'était avéré précieux pour de Gaulle et les appareils des partis non communistes.

Le 15 octobre 1943, alors que la Corse venait d'être libérée et que le général y avait fait son voyage triomphal, Marcel Déat écrivait encore dans *l'Europe*, quotidien de Paris occupé : « Les Français n'ont désormais plus le droit d'ignorer ce qui se passerait en France si d'aventure les Anglo-Américains, flanqués des dissidents, venaient à s'y installer. L'occupation de la Corse vient en effet de leur offrir et de leur renseigner. A l'échelle du laboratoire, il nous est possible de voir se développer toutes les turpitudes et toutes les violences dont nous serions menacés. C'est comme une préfiguration, une manière de répétition générale (...). Pendant des jours et des nuits, on a arrêté, on a tué. Qui ? Pas difficile de le deviner : tous ceux qui avaient cru à la légitimité du gouvernement de Vichy, tous ceux qui, depuis trois ans, s'étaient réclamés du Maréchal... »

Certes, au soir de la Libération, des excès ou des exactions ont été commis contre des hommes qui avaient mis leur zèle au service de Vichy, ou qui passaient pour l'avoir fait. Mais quand la francisque de Vichy germe et du fascio, d'autres hommes n'avaient-ils pas, tout aussi arbitrairement, fait l'objet de mesures administratives ou

de rétorsion, plusieurs centaines ensuite ne furent-ils pas arrêtés, déportés, torturés ou fusillés ?

L'épuration « municipale » s'était accomplie sans incidents majeurs, mais le plus souvent dans une ambiance de psychose. Restait l'autre épuration, qui ne pouvait être aussi expéditive. A Ajaccio, le 30 septembre 1943, André Philip avait annoncé la création d'une commission départementale d'épuration, « composée d'anciens magistrats restés à l'écart des luttes politiques, chargée de recueillir avec objectivité toutes les plaintes légitimes et de procéder aux sanctions nécessaires ». Cette commission est saisie de 848 cas. Nulle publicité n'est donnée à ses travaux ni à ses décisions, ce qui est surprenant lorsqu'on sait la « soif de vérité » qui habite les intranquillités de l'épuration. Sur ces 848 dossiers, 547 sont classés sans suite et 301 peines d'internement ou d'assignation à résidence confirmées.

Les « nouveaux riches »

A l'automne 1944, une fois le gouvernement installé à Paris, on institue en Corse, comme dans tous les départements libérés, des cours de justice - du ressort de chaque cour d'appel - et des chambres civiques, qui en sont une section. A l'inverse de la première épuration, les débats seront publics.

En cette fin de l'hiver 1943-1944, ceux qui avaient cru qu'avec la Libération reviendraient très vite l'abondance et le pain

blanc doivent déchanter. En Corse comme ailleurs sévit le marché noir, que les autorités s'efforcent de combattre. On annonce périodiquement l'arrestation de « mercantis » et l'on publie dans les journaux la liste des commerçants sanctionnés pour « hausses illicites » ou stockage abusif.

Le marché noir - et parfois le trafic avec l'occupant - ont procuré à beaucoup d'énormes bénéfices, origine de la fortune des « nouveaux riches ». Il en est d'ailleurs ainsi dans tous les pays occupés, et c'est pourquoi le gouvernement d'Alger a pris la décision, une fois la France libérée, d'appliquer des mesures draconiennes. Premier département libéré et île de surcroît, la Corse est dans ce domaine comme dans les autres un intéressant laboratoire expérimental.

Le diagnostic résulte d'une simple constatation : la masse des billets en circulation est trois fois plus importante en valeur que celle des produits offerts au niveau officiel des prix. La situation ne peut être assainie que par le blocage d'une partie des coupures et l'institution d'un impôt exceptionnel sur la fortune. Le moyen d'y parvenir est l'échange des billets, qui s'opérera sous l'impulsion de Pierre Mendès France, ministre de l'économie nationale. Fin octobre, les billets de 500, 1 000 et 5 000 francs en circulation en Corse (émis par la Banque de France) rejoignent l'estampille « Trésor ». Ils n'ont plus cours légal hors de l'île : ni en France continentale (dont la Corse restera coupée pendant une année encore) ni en Algérie (où les billets sont émis par la banque du même nom). Une monnaie corse, en quelque sorte. On n'avait pas vu ça depuis la République paoline du dix-huitième siècle.

Les regards de tous les Corses sont alors, comme avant la guerre, tournés vers Paris. L'île aspire à être de nouveau - autant que faire se peut - la flotte et les ports ont gravement souffert des bombardements - normalement reliés au continent. Mais cela ne va se faire que progressivement et, pour ceux qui vivent et travaillent en Corse, la situation va en fait s'aggraver. Étonnante situation en vérité, car tandis que Paris légifère, l'île est oubliée. Il faudra qu'un ample mouvement d'opinion, le premier d'une longue série, vienne rappeler au gouvernement que la Corse est un « département français comme les autres ». On en était encore loin.

► Notre collaborateur Paul Silvani a publié *La Corse fut libérée*, Lamarche Éditions, Ajaccio. 250 p., 159 F.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUYÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-28
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Tél. : 281.311 F

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises,
M. Jacques Lescaume, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lescaume
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guis, Isabelle Tsaidi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-52-77-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 44-42-98-71. Société filiale
de la S.A.R.L. Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Impression :
du « Monde »
12, r. M.-Grosjean
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE
Reproduction sur papier microfilm et
Index du Monde au (1) 40-85-25-35

Reproduction intégrale de tout article,
sans accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tappez LEMONDE

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	336 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 590 F
1 an	1 890 F	2 085 F	2 960 F

ÉTYMLOGIE :
par voie aérienne ou par demande,
pour vous donner l'adresse de la feuille
accompagnée de votre règlement
à l'adresse ci-dessous
ou par TÉLÉMATIQUE 36-15 LEMONDE
ou par FAX 01 40 85 25 35

LE MONDE (GUT) est publié tous les
jours sauf le dimanche et le jour de l'An
Nouvel An. Les abonnés à l'étranger
sont priés de verser leur abonnement
à l'adresse ci-dessous :
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific
Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 2303 USA

Changements d'adresse détaillés ou
profondément : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Non : ☐ Oui : ☐

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
sommes par chèque ou mandat postal.
PP. Paris 19 301 MCM 01

Le Monde

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume : gérant
directeur de la publication
Bruno Fréchet
directeur de la rédaction
Jacques Guis
directeur de la gestion
Maurice Loubert
secrétaire général

Rédacteurs en chef
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Thomas Frenco
Bernard Le Gendre
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1960)
Jacques Faure (1960-1962)
André Lescaume (1962-1965)
André Fontaine (1965-1991)

"GRAND JURY"

RTL - Le Monde

GERARD

LONGUET

MINISTRE DES AFFAIRES CULTURELLES ET DU COMMERCE EXTERIEUR

ANIMATEUR : OLIVIER MAZOUZ

LABO D'OPINION EN DIRECT SUR

RTL

Hanane Achraoui, la vedette tentée par la retraite

La chanteuse Hanane Achraoui, 35 ans, a annoncé qu'elle allait se retirer de la scène musicale. Elle a déclaré que sa vie de tournée était devenue trop lourde et qu'elle souhaitait consacrer plus de temps à sa famille. Elle a également mentionné qu'elle avait des problèmes de santé qui l'empêchaient de continuer à performer. Elle a promis de revenir à l'avenir, mais pour le moment, elle se consacre à sa vie personnelle.

Et après ?

Après la libération de la Corse, la situation politique et sociale était complexe. Les tensions entre les différents groupes politiques persistaient, et la reconstruction de l'île était un défi majeur. Les autorités françaises cherchaient à instaurer l'ordre et à promouvoir le développement économique. Cependant, les habitants de la Corse avaient des attentes élevées en matière de reconnaissance et d'autonomie. La question de la Corse restait un sujet sensible et débattu.

Les négociations de paix israélo-arabes

Tandis que le comité central du Fath, la principale composante de l'OLP, étudiait encore, samedi 4 septembre, à Tunis, l'accord de principe sur l'autonomie dans les territoires occupés, israéliens et Palestiniens tentaient toujours, quelque part en Europe, de s'entendre sur les termes d'une reconnaissance mutuelle. Le chef de la diplomatie israélienne, qui avait dîné, jeudi, avec son homologue norvégien, Johan Jorgen Holst, médiateur lors des derniers contacts secrets, a décidé de prolonger d'au moins vingt-quatre heures son séjour en France.

Vendredi, Shimon Pérès a été reçu à

déjeuner à Latcho, dans les Landes, par son « vieux ami » François Mitterrand. Celui-ci a saisi l'occasion pour saluer « le grand courage intellectuel et politique » des dirigeants israéliens et souhaité un « heureux aboutissement » des négociations en cours. « Il y a la volonté [d'aboutir à une paix globale au Proche-Orient], mais pas la date », a répondu son invité.

L'accord de principe « ne pouvait se faire qu'avec l'arrivée de la gauche israélienne au pouvoir », a estimé, vendredi à Lille, le président de l'Internationale socialiste, Pierre Mauroy. Celui-ci a précisé qu'il avait eu, tout récemment, des contacts avec le pre-

mier ministre israélien Itzhak Rabin, Shimon Pérès et Yasser Arafat. Dans des propos rapportés, vendredi, par le quotidien israélien Haaretz, M. Rabin s'est dit prêt, devant ses amis du Parti travailliste, à des « compromis douloureux ».

Il a avoué que « l'OLP est un client pas du tout sympathique ». « Je n'ai pas le temps de l'embellir », a-t-il dit. C'est une organisation terroriste dont les membres ont assassiné et assassinent. Mais avec qui fait-on la paix ? Avec des amis, ce n'est pas nécessaire. La paix, il faut la faire avec des ennemis, même les plus détestables. »

De son côté, Yasser Arafat a indi-

qué, dans un entretien publié, vendredi, par le quotidien saoudien Ech Chark-El Awasat, que l'accord de principe sur l'autonomie « intervient en application d'une résolution du Conseil national palestinien, réuni en 1974, prévoyant l'établissement d'une autorité nationale palestinienne sur toute parcelle du territoire palestinien évacuée par Israël ».

Dans un entretien téléphonique, vendredi, avec le chef de l'OLP, dont a fait état l'agence de presse jordanienne Petra, le roi Hussein a admis qu'il appartenait aux Palestiniens de « prendre toute décision indépendante qui sert leurs droits ». Pour leur part,

les adversaires du processus de paix continuent d'élever la voix. Le mouvement islamiste Hamas a affirmé, vendredi, dans une déclaration faite à l'AFP, sa détermination à « continuer la lutte armée contre l'occupant israélien dans toute la Palestine, même dans les territoires qui seront sous contrôle palestinien ».

Des milliers de réfugiés palestiniens installés dans des camps en Jordanie et au Liban ont manifesté, après la grande prière hebdomadaire, contre les négociations en cours. Ils ont conquis le nom de Yasser Arafat et appelé à la « guerre sainte » contre l'Etat juif.

Porte-parole de la délégation palestinienne à Washington

Hanane Achraoui, une vedette tentée par la retraite

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale

Depuis la mise en route du processus de paix israélo-arabe, à Madrid, le 30 octobre 1991, on l'a vue sur tous les écrans de télévision et entendue sur les ondes de toutes les radios. Sa photo et ses déclarations ont fait, pendant des semaines, la une des journaux. S'exprimant dans un anglais ou un arabe parfaits, elle était aussi à l'aise avec l'ancien secrétaire d'Etat américain, James Baker, qu'avec Yasser Arafat, le chef de l'OLP.

Comme Fayyad Hussein, voire peut-être plus que lui, elle a été consacrée comme vedette par les médias et les hommes politiques. Comme lui, on l'avait classée dans « la génération montante des nouveaux leaders » (John et Janet Walsh). Hanane Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne aux pourparlers bilatéraux de paix de Washington, se prépare déjà à se retirer de la scène, du moins dit-elle le souhaiter.

« J'espère, je souhaite sincèrement que mon rôle soit terminé. Je voudrais pouvoir me consacrer aux miens », nous a-t-elle déclaré, à l'issue de la première semaine de travail de la onzième session des négociations de Washington.

« Mais quand j'étais physiquement présente parmi eux, j'étais en réalité absente. Entre le travail à préparer, les réunions, les interviews, un jour à Jérusalem, le suivant à Tunis, et le surlendemain à Washington, on ne se voit pas. Je n'ai jamais hésité devant les défis, mais je souhaite avoir enfin le luxe de choisir ce que je veux. Et ce que je veux, c'est aussi revenir à la vie universitaire ». Son regard et le ton de sa voix n'en expriment pas moins une certaine nostalgie qu'elle a du mal à dissimuler.

Elle a beau demeurer digne, continuer d'assumer ses fonctions, en recevant les journalistes à bras ouverts, en se levant aux aurores pour participer à telle ou telle émission télévisée, Hanane Achraoui a perdu de sa superbe et

de sa morgue. Dans ses propos, on ne relève aucun mot de dépit mais, au contraire, un effort soutenu pour tenter d'expliquer que le rideau est tombé sur le premier acte du processus de paix et que d'autres acteurs vont entrer en scène.

Mais le discours est presque trop lisse. « Nous avons toujours dit, Fayyad Hussein et moi, que nous n'étions pas les nouveaux dirigeants palestiniens et que, si nous avions accepté les conditions [d'Israël] — qui ne reconnaissent pour interlocuteurs que les habitants des territoires occupés — c'était, affirme-t-elle, pour arriver à les modifier. Nous avons toujours dit que nous n'étions que des personnes chargées d'une mission par l'OLP ».

« Et puis, n'oubliez pas que nous avons chacun notre vie, que nous n'étions pas seulement membres de la délégation palestinienne. Fayyad est un leader, qu'il fasse partie ou non de la délégation. Ce n'est pas un substitut à l'OLP. Je n'ai jamais dit, ni l'égal [des dirigeants de l'OLP], mais la structure du peuple palestinien nécessite chacun son rôle ».

« Changer les esprits »

Qu'éprouve, aujourd'hui, cette femme portée aux nues pendant vingt et un mois et qui voit soudain palir son étoile ? « Ouf », dit-elle, sans trop convaincre. Et comme pour échapper à une certaine nostalgie, elle s'en tiendra là pour ce qui la concerne. « Je sens, ajoute-t-elle, que nous avons réussi la plus grande partie de notre tâche. Mais j'ai aussi des appréhensions car c'est maintenant que commencent les choses difficiles. Les Palestiniens vont connaître un changement majeur ».

« Les gens n'ont pas encore pris la mesure de ce qui leur arrive, insiste-t-elle. Dans les territoires occupés, sous une autorité palestinienne, il va falloir changer les esprits soumis à l'occupation depuis vingt-cinq ans. Il en va de même pour l'OLP et ses institutions qui

n'avaient aucun accès aux territoires occupés. Les choses vont changer de fond en comble. Ce sera le début d'une étape difficile ».

Pour autant, elle affirme ne pas avoir de craintes personnelles, ni se sentir menacée par les opposants au projet d'accord israélo-palestinien et aux négociations de paix. « Vous savez, dit-elle, à l'intérieur des territoires, il y a toujours eu un pacte d'honneur, un refus de recourir à la violence entre Palestiniens. Je m'y sens en sécurité. Et puis, n'exagérez donc pas l'importance de l'opposition au processus en cours. La mise en application de l'accord israélo-palestinien va modifier les conditions de vie. Cela changera beaucoup de choses ».

Pour Hanane Achraoui, le rôle de la délégation palestinienne à Washington « est terminé, même si, jusqu'à la signature [de la déclaration de principe] il y a encore quantité de tâches à accomplir. La délégation a joué un rôle très important mais, en tant qu'organisation ad hoc, elle doit être dissoute. Certains de ses membres pourraient se joindre aux groupes de travail qui vont se constituer et qui comprendront des gens de l'OLP, de l'intérieur et de l'extérieur des territoires occupés ».

« Finies les divisions et les conditions artificielles qu'on nous imposait, note-t-elle. Nous avons œuvré durant toute cette période [depuis la conférence de Madrid] à la reconnaissance de l'OLP. Les Israéliens ont enfin découvert une bonne adresse pour négocier. C'est à la même adresse qu'ils doivent s'adresser pour signer. Terminée la diplomatie parallèle ».

Hanane Achraoui ne s'est pas jointe, vendredi, aux membres de la délégation palestinienne qui sont rendus au département d'Etat pour discuter avec Denis Ross, le coordinateur américain pour les négociations de paix israélo-arabes, à la demande de ce dernier. Commencerait-elle d'entrer dans son nouveau personnage ?

MOUNA NAÏM

Dans la presse internationale

Et après ?

Si l'ensemble de la presse occidentale a souligné l'importance de l'accord de principe sur l'autonomie des territoires occupés et des négociations sur une reconnaissance mutuelle entre l'OLP et Israël, il n'en reste pas moins, pour Thomas L. Friedman, éditorialiste au Herald Tribune, qu'il s'agit du début « d'un processus de réconciliation et non de la fin de celui-ci ». Dans ce même quotidien, William Pfaff estime que Yasser Arafat, menacé par les fondamentalistes musulmans, « a joué sa dernière carte » et le gouvernement de M. Rabin, « engagé un jeu décisif ».

En Grande-Bretagne, la réserve est aussi de mise pour le Times, qui ne manque pas de souligner « l'aspect ironique de la communauté d'intérêts » qui s'est créée entre la direction de l'OLP et celle de l'Etat juif, conséquence indirecte de la fin de la guerre froide. Pour le Guardian, « bien qu'Itzhak Rabin et Yasser Arafat proclament avoir beaucoup gagné et n'avoir rien perdu » en concluant cet accord, « le jugement de M. Rabin paraît plus proche de la réalité : la question de Jérusalem n'y est pas posée, la sécurité de la région reste entre les mains d'Israël et aucun engagement n'a été pris à la création d'un Etat palestinien ».

Le journal belge le Soir compte sur les promesses d'aide financière de la Communauté européenne et des Etats-Unis « pour conforter un Arafat engagé dans le pari le plus risqué de sa longue carrière ». En Allemagne, la Frankfurter Allgemeine Zeitung, estime que « même s'il se peut que la paix ne soit pas pour demain, il faut tout de même reconnaître que les réalistes la veulent ».

Au Proche-Orient, la presse officielle traduit l'irritation des gouvernements tenus à l'écart des négociations. C'est le cas en Syrie : Al Baas met en garde contre la « perfidie » d'Israël tandis que le Syrian Times estime « qu'une solution globale doit être imposée en premier lieu (...) et que si une partie de la question demeure sans solution, il n'y aura pas de paix dans la région ».

Sur le même ton, la presse irakienne qualifie l'accord de principe israélo-palestinien « de complot américain-fioniste perfide ». Al Qadissia parle de « complot naïf », monté par l'administration américaine et l'Etat juif pour conduire les négociations de paix sur le Proche-Orient « dans l'impasse ».

L'hebdomadaire, Algérie Actualité, rappelle une phrase prononcée, en 1988, par Georges Habbache, le chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), à la fin de la session du conseil national palestinien qui entérina la reconnaissance officielle des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité sur le principe de l'échange de « la terre contre la paix » : « J'ai peur que le « oui... mais » palestinien ne se transforme simplement en oui sur le terrain ».

Homme-clé des contacts secrets pour Israël

Yair Hirschfeld, un historien dans le sens de l'Histoire

JÉRUSALEM

de notre correspondant

C'est la grande aventure d'un homme profondément ouvert, par nature et par profession, sur l'histoire. Celle de son pays, Israël, et celle des autres, les vieux ennemis, les Arabes du Proche-Orient. Calvitie avancée, barbe noire et tempes grisonnantes, Yair Hirschfeld parle un peu leur langue. Il a quarante-neuf ans, quatre enfants et il enseigne l'histoire de la région à l'université de Haïfa. Quand il quitte sa Nouvelle-Zélande natale pour « monter » en terre promise, en 1967, l'année de la guerre de six jours, il sait pas qu'il deviendra l'homme-clé de toute cette histoire, celui sans qui l'embryon d'armistice général qui est en train de s'établir dans la région n'aurait peut-être jamais vu le jour.

« Tout a commencé au début de 1989 », nous explique-t-il. L'occasion ? L'un de ces colloques sur l'avenir de la région qui ont lieu régulièrement dans les salles de conférence de Notre-Dame, à la lisière des deux Jérusalem, celle des juifs israéliens, et celle des Arabes palestiniens. L'organisateur est Yair Hirschfeld. Y participent, du côté israélien, Yossi Beilin, Ephraïm Sneh — deux futurs ministres — et d'autres « colobes » du Parti travailliste, lequel, à cette époque, partage plus ou moins le pouvoir avec les nationalistes du Likoud dans le cadre d'un gouvernement d'unité nationale (1986-90).

Du côté palestinien, Hanane Achraoui et Fayyad Hussein, les deux personnalités-phare qui deviendront respectivement porte-parole et chef des délégations au processus de paix, lancent, à Madrid, le 30 octobre 1991, sont présentes. Le professeur Hirschfeld, membre éclairé du travaillisme (tendance Shimon Pérès), les connaît bien et entretient avec eux des relations qui vont devenir « très proches » et, plus tard, très utiles... Il les présente, à son vieil ami, le député Yossi Beilin.

La presse locale rend brièvement compte du colloque mais n'en saisit pas l'importance. Itzhak Shamir est alors premier ministre, Itzhak Rabin tient le portefeuille de la défense et Shimon Pérès celui de l'économie : on ne parle pas de paix, ni même de coopération avec les Palestiniens. Ce n'est pas de saison. Dans les territoires occupés, l'intifada est à son comble. Les

pièces volent, les balles sifflent. Entre les hôtes de Notre-Dame, pourtant, le courant passe.

« A partir de là, continue le professeur de Haïfa, nous nous sommes vus avec Hanane et — ou — Fayyad quasiment toutes les semaines. » Ces deux personnages seront présents plus tard à Shimon Pérès quand il aura rejoint, en 1991, les rangs de l'opposition. En attendant, Yair Hirschfeld continue sa carrière universitaire. Cette année-là, il crée, avec Yossi Beilin, un petit centre de recherches, la Fondation de coopération économique (ECF), qui vient d'obtenir une troisième étude à réaliser pour la CEE. Le temps passe.

L'orangeaie de l'American Colony

Au mois de mai 1992, un mois avant la victoire électorale du Parti travailliste, emmené par Itzhak Rabin, M. Beilin rencontre, à l'occasion d'un nouveau colloque économique à Tel-Aviv, le norvégien Terje Larsen, directeur d'un important institut de recherches (FAFO) — avec deux antennes, à Jérusalem-Est et à Gaza — sur les territoires occupés. M. Beilin veut absolument présenter M. Larsen à son ami Hirschfeld. La rencontre, capitale pour la suite des événements, a lieu à Jérusalem-Est, dans l'orangeaie du fameux hôtel American Colony.

Sept mois plus tard, par l'entremise de Hanane Achraoui, le professeur de Haïfa rencontre, à Londres, le directeur du département économique de l'OLP, Ahmed Korat, dit Abou Alaa. L'universitaire israélien a lu, grâce à M. Larsen, un document rédigé par ce Palestinien pour la CEE, sur sa vision d'une coopération économique au Proche-Orient. « J'avais été frappé. C'était quasiment la même que celle de Pérès. » Pourtant, le professeur résiste. « J'avais donné à Hanane le numéro de téléphone d'une cousine à Londres. Les Palestiniens ont laissé de multiples messages. J'ai fini, lors d'un voyage au Royaume-Uni, par me laisser tenter. Bien m'en a pris. »

Abou Alaa est un homme avec qui on peut s'entendre, un bon vivant, sympathique et cultivé. Avec les encouragements de Yossi Beilin, qui, entre-temps, est devenu vice-ministre des affaires étrangères, Yair Hirschfeld continue ses contacts. Il en parle à son nouvel

ami norvégien, lequel, membre, lui aussi, du Parti travailliste dans son pays, est un proche du chef de la diplomatie norvégienne. L'épouse du ministre, Johan Joergen Holst, travaille avec M. Larsen à la FAFO...

Dans la forêt norvégienne

Dès lors, l'entreprise, tout en restant éminemment secrète, devient para-officielle. La Norvège est prête non seulement à abriter les conversations israélo-palestiniennes, mais aussi à en assumer les coûts. Au mois de janvier 1993, une première rencontre secrète a lieu, près d'Oslo, entre Yossi Beilin, Yair Hirschfeld et Abou Alaa. Il y en aura quatorze au total, chaque fois dans une résidence privée, bien gardée, quelque part dans la forêt (le Monde du 3 septembre).

« En février dernier, ajoute le professeur, j'ai dit à Beilin que, si Abou Alaa, les Palestiniens étaient prêts à accepter l'option Gaza d'abord. » La suite est connue. Sans demander l'avis du premier ministre, Shimon Pérès, qui est lié d'amitié avec son vice-ministre, eut-être secrètement le directeur général de son ministère, Ouri Savir, en Norvège pour rencontrer l'économiste de l'OLP, Yasser Arafat a exigé la présence d'un officier de haut rang avant de poursuivre plus avant les conversations.

Au mois de mai, alors que les choses sont déjà bien avancées — un projet de déclaration de principe, rédigé à Tunis, sera remis à Jérusalem par le professeur Hirschfeld — le chef de la diplomatie israélienne décide enfin de révéler toute l'affaire au « patron », Itzhak Rabin. Après plusieurs heures d'explications, le premier ministre donne son feu vert à une condition : « Gardez le secret le plus total, sinon... »

Shimon Pérès obtiendra de pouvoir envoyer à Oslo le conseiller juridique de son ministère, Yoël Singer, docteur en droit, qui devra vérifier tous les détails du projet. Finalement, le 19 août dernier, le ministre israélien des affaires étrangères se rend en personne en Norvège. On lui présente Abou Alaa : « Je vous connais, dit le ministre, le professeur Hirschfeld m'a beaucoup parlé de vous... »

PATRICE CLAUDE

JEAN-LUC BENOZIGLIO



EDITIONS DU SEUIL

AFRIQUE

Un entretien
avec Michel Roussin

Suite de la première page

On avait déjà fait beaucoup de choses pour préserver l'Etat de droit. On a dépensé beaucoup d'argent. Cette fois, on en est resté à notre rôle et à ce qui était convenu entre les différentes parties.

- Certains Togolais préféraient que leurs scrutins soient organisés sous un véritable contrôle international...

- Les Togolais sont majeurs. C'est à eux de veiller au bon fonctionnement de leurs institutions. Sans tuteurs.

- En Centrafrique, a-t-on atteint cette majorité ? Il n'y aurait pas eu d'élections sans la France (1).

- Nous avons aidé les Centrafricains matériellement. Nous l'avons

fait aussi au Togo. En d'autres temps, sous la IV^e République, ces pays ont connu des élections qui se sont très bien passées, nous avons eu des députés de l'Oubangui-Chari (2) élus tout à fait normalement. Il faut renouer avec une tradition politique qui a existé.

- La façon dont la crise a été gérée en Centrafrique, lorsque le président sortant André Kolingba a menacé de perturber le processus électoral, est-elle destinée à servir d'exemple ?

- Je ne pense pas qu'on puisse dire que c'est un exemple. Mais nous avons démontré que si les règles minimales n'étaient pas respectées, il n'y avait plus de raisons que la France poursuive son aide. Ce n'est pas un exemple, c'est une simple réaction.

- Si le successeur de M. Kolingba ne se montre pas à la hauteur de sa tâche, ne risque-t-on pas de rapprocher à la France de l'avoir mis en place ?

- C'est de la dialectique. Ce ne sont pas des élections organisées sous l'impulsion de la France. Il fallait bien qu'il y ait des élections. Et il y avait quand même une volonté des Centrafricains d'aller aux élections, puisqu'un premier scrutin avait eu lieu, qui avait été interrompu. Effectivement, il y a peut-être là, dans la première étape, une ingérence française puisque Paris a pris un certain nombre de mesures pour accompagner la relance du processus électoral.

« Nous ciblerons mieux l'aide »

- Les mêmes pressions ont-elles été faites sur le général Eyadéma et sur le général Kolingba ?

- Oui ! Et je ne vous donnerai pas le nom et la fonction d'un certain nombre d'autorités politiques africaines qui m'ont passé un petit coup de fil pour me féliciter après la résolution de la crise centrafricaine. Les gens réagissent en se disant que ce sont des rapports un peu différents qui se nouent.

- De nombreux pays africains ont tendance à considérer la coopération française comme une simple source de financement. Avez-vous l'intention d'être plus directif en matière de développement ?

- Nous ne pouvons plus disperser nos efforts, car nous avons des moyens limités. « Directif » me convient, mais je préfère dire que nous ciblerons mieux l'aide, après de véritables études économiques. Comme l'a dit le premier ministre, notre coopération sera sans faille, mais exigeante. Payer les arriérés de salaires ne correspond pas à la conception que nous avons de la coopération. J'ai déjà dit plusieurs fois que l'on ne devait plus me faire passer comme quelqu'un qui assurait les fins de mois. Je suis



comptable de l'effort des contributeurs français en direction de l'Afrique. Il faut que nos partenaires fassent aussi leur part. Certains le font très bien, comme la Côte d'Ivoire, ou le Tchad, qui essaie également de se sortir d'une situation difficile. Il est bien évident que, de temps en temps, nous serons amenés à être souples, mais l'aide financière ne sera plus systématique.

- Est-ce que cela veut dire que ce qu'on appelait, depuis le discours de François Mitterrand à La Baule, la conditionnalité démocratique, n'est plus de mise ?

- Il y a dans ce domaine un progrès, si l'on regarde ce qui a été fait par l'administration française dans la continuité sur les dix dernières années. Il faut être optimiste et ne pas imposer de conditionnalités. On ne peut pas, sous prétexte qu'il y a eu une évolution démocratique, permettre n'importe quoi. La démocratie est une chose. Le fonctionnement de l'Etat en est une autre.

- L'aide deviendrait-elle donc une prime à la bonne gestion ?

- C'est vrai qu'il y aura désormais une prime à la bonne gestion. La coopération, c'est un tout. Il faut que l'on sache que la France souhaite que le processus démocratique se déroule dans de bonnes conditions, à l'afrique peut-être, mais dans de bonnes conditions.

- A Paris, les centres de décisions sont éclatés entre le Trésor, le Quai d'Orsay, le ministère de la coopération et l'Elysée. Etes-vous favorable à une agence de coopération qui homogénéiserait la politique africaine de la France ?

- C'est un projet intéressant. Mais je l'identifie trop à la formule anglo-saxonne de l'agence. Je crois que si l'on arrive - et je vais m'y employer après quelques rounds d'observation - à bien coordonner les actions, il ne doit pas y avoir de difficultés avec le Trésor. S'agissant de la Caisse française de développement, avec des rapports un peu différents, on doit pouvoir être plus efficace. Pour ce qui est des relations avec le Quai d'Orsay, je ne vois pas de difficultés particulières, bien au contraire.

Pas de difficulté
avec la présidence

- Et avec l'Elysée ?

- Aucun problème.

- Même pendant les crises togolaise et centrafricaine ?

- Jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu la moindre difficulté entre la présidence de la République et le ministère de la coopération. Nous n'avons jamais eu de vision différente des problèmes, il n'y a jamais eu de remarques, de divergences de vues avec la présidence de la République. Pour revenir à nos relations avec la Caisse française de développement et les investisseurs français privés, le ministère de la coopération a initié un nouveau dialogue. Cela devrait pouvoir marcher. On s'y emploie.

- Cette concertation a-t-elle fonctionné au moment de l'offensive de la compagnie pétrolière américaine Oxy au Congo ?

- Je crois que dans cette affaire le gouvernement congolais a très bien joué le jeu de la concertation. Maintenant, il faut qu'Elf fasse de bonnes propositions. Les négociations se poursuivent. Le président d'Elf n'est plus le seul à intervenir au Congo, le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, Gérard Longuet, agit lui aussi auprès de son homologue congolais. Je pense que le nouveau président d'Elf se rendra bientôt au Congo. Pour ma part je vais rencontrer le président Pascal Lissouba. Nous ne sommes plus dans le schéma de l'intervention d'opérateurs privés, mais dans le cadre d'une intervention politique.

- Comment la France perçoit-elle l'offensive lancée par les compagnies pétrolières américaines en Afrique ?

- La France doit être vigilante.

Elf développe une stratégie plus dynamique pour préserver ses parts de marché.

- La concurrence entre la France et les Etats-Unis sur le continent africain ne s'exerce pas seulement dans le secteur pétrolier. Les Etats-Unis sont très critiques sur les droits de l'homme dans des pays où la France perd de son influence. Qu'en pensez-vous ?

- Personnellement, je ne ressens pas cette offensive. Je ne vois pas d'inquiétudes particulières à avoir. On fait tellement d'autres choses que des discours. Jimmy Carter qui descend de l'avion à Lomé, c'est surréaliste. Pour l'opinion américaine, où est Lomé ?

- Il y a toujours deux gouvernements au Zaïre. La France soutient-elle celui, d'opposition, d'Etienne Tshisekedi ou celui, nommé par le maréchal Mobutu, de Faustin Birindwa ?

- Ce n'est pas à moi de choisir. Aucun des deux. Je pense qu'il faudra inévitablement rebattre les cartes et favoriser l'émergence d'une troisième voie.

- Vous avez annulé une visite programmée début juillet à Djibouti, au moment où l'armée déchaînait une offensive contre la rébellion afar. Pensez-vous que le président Hassan Gouled a saisi votre message ?

- Il faut prendre date, passer des messages. Dans nos relations avec l'Afrique, les signes se décodent, s'interprètent. Je ne voulais pas être présent à Djibouti pendant que se développait une opération de rétablissement de l'ordre dans le Nord. Le président Gouled l'a très bien compris.

Réseaux
parallèles

- Les relations franco-africaines pâtissent depuis toujours d'une mauvaise image, en raison de l'existence de réseaux parallèles. Etes-vous favorable au passage dans des services secrets français, votre présence à la tête du ministère ne risque-t-elle pas d'alimenter les fantasmes qui entourent ces relations ?

- C'est vrai qu'il y a des réseaux. Mais je crois qu'il faut relativiser. Il y a très longtemps que j'ai quitté les fonctions de responsabilité que j'avais dans un organisme de renseignements français. J'ai gardé cette image. Tout le monde oublie que j'ai été préfet, que j'ai eu d'autres responsabilités dans l'administration. Je suis très fier de ce que j'ai fait en d'autres temps, parce que j'ai participé à la défense des intérêts de la France. Dans les entretiens que j'ai avec nos amis africains, jamais personne ne s'en émeut. On pourrait penser que je suis un homme de réseaux, un manipulateur. Je suis le contraire de cela. Les réseaux qui existent ne me gênent pas, car il faut que les Africains puissent avoir plusieurs interlocuteurs. Cela correspond à leur état d'esprit et leur permet d'exprimer plus librement leurs points de vue différents. Et quand on parle des réseaux Pasqua, Roussin, Foccart... je crois qu'en fait ce sont des liens d'amitié qui existent entre les uns et les autres. Ce compte, c'est que nos amis africains viennent me voir quand ils ont des problèmes. C'est bien le ministre de la coopération et en fait la France qu'ils sollicitent.

Propos recueillis par
FRANÇOIS CORNU,
FRÉDÉRIC FRITSCHER
et MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) Le Monde du 21 août.
(2) Ancien nom du Centrafrique, avant l'indépendance.

AFRIQUE DU SUD : cinq morts au cours de la Journée nationale de la paix. - Nelson Mandela, président du Congrès national africain (ANC), a qualifié, vendredi 3 août, de « succès spectaculaire » la Journée nationale de la paix qui avait eu lieu la veille (le Monde du 4 août). Au cours de cette journée de réconciliation sans précédent, cinq hommes ont néanmoins été tués, dans un foyer de travailleurs près de Johannesburg et dans le centre-ville de Johannesburg. - (Reuters).

ANGOLA : M. Savimbi aurait l'intention de proposer un cessez-le-feu à PORTO. - Le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), Jonas Savimbi, a annoncé, vendredi 3 septembre, au président portugais, Mario Soares, qu'il allait proposer un cessez-le-feu en Angola, à une date qui pourrait être fixée par l'ONU elle-même. Selon un communiqué de la présidence portugaise, M. Savimbi a annoncé cette initiative à M. Soares au cours d'un entretien téléphonique. - (AFP).

AMÉRIQUES

LOIN DES CAPITALES

Les seigneurs arabes
de Maicao

MAICAO (Colombie)

de notre envoyé spécial

Un ciel de feu, des arbustes desséchés, des épines, des salines, des lagunes où paissent des hameaux sur pilotis, un troupeau de chèvres étiées près d'une tente en laine noire à demi-ensevelie par le vent de sable, des camions somnolents dans une anse du rio Limón, des sigles tournoyants, des flamants roses, des serpents bien sûr : la péninsule semi-désertique de Guajira s'enfonce dans l'océan entre la côte caribbe et le golfe de Venezuela. Du bleu indigo, de l'ocre et du blanc argent. Seule tache de verdure à l'horizon : une ligne de palmiers ébouriffés par les alizés.

Une terre aride, plate, de conflits, de passage et de contrebande traditionnelle. La thermomètre marque 43 degrés à l'ombre. Et les femmes indiennes guajiras en longues robes droites et noires, à la démarche lente, ont le faciès brun bruni et alité des Touaregs du Sahara. Pasteurs et commerçants indigènes, les Guajiras sont installés de part et d'autre d'une frontière encore contestée et que les deux gouvernements, de Caracas et de Bogota, se disputent éperdemment. En spéculant sur les probables gisements pétroliers sous-marins du Golfe.

Mais pour ce peuple rebelle comme pour la majorité des habitants de ce territoire longtemps oublié, les frontières politiques n'ont-t-elles guère. Seule compte la survie, à quelque prix que ce soit. Des hommes rudes pour une terre rude. Les négociants à la recherche du profit dans ces contrées du bout du monde où la loi n'est jamais appliquée. C'est un Far West tropical et poussiéreux, rigolard et farouche, où il convient d'abord d'être armé.

A la fin du XIX^e siècle, un voyageur de retour de la Guajira n'accordait à ses populations qu'une dizaine d'années supplémentaires d'existence. « Les Guajiras, disait-il, ne seront pas colonisés. Ils seront détruits. » Un siècle plus tard, la culture guajira reste bien vivante ; elle s'est adaptée. On rencontre encore des chamanes guajiras (sorciers), habiles dans l'interprétation mystique des rêves. Un ethnologue français, Michel Perrin, leur a consacré sa thèse de doctorat sous la direction de Claude Lévi-Strauss. Son titre : *Le Chemin des Indiens morts*.

Dans les années 70, les plus résolues des « familles » guajiras ont conquis une certaine notoriété en contrôlant le boom de la marijuana, la Santa Marta Gold locale, très recherchée par les Américains. La Guajira se couvrait de centaines de pistes clandestines pour avionnettes venues de Floride et souvent pilotées par des anciens du Vietnam. Les accidents étaient fréquents. En témoignent les croix éparpillées.

La route
des contrebandes

Trafiants et contrebandiers utilisaient aussi les crues désertes entre le parc de Tayrona, près de Santa Marta et le somptueux cap de la Volla, dans le nord-est de la péninsule. Des « familles » associées à la mafia de la côte atlantique firent des fortunes rapides et spectaculaires. Des Guajiras roulaient en BMW et en Cherokee. Barranquilla se hérissa de buildings. A Rio-Hacha, les bandes rivales réglaient leurs comptes à la mitrailleuse. « La belle époque », soupire un chauffeur de taxi nostalgique de Maicao.

Cette « bonanza » dura relativement peu. Le temps mis par les Etats-Unis dans les années 80 à devenir l'un des premiers producteurs mondiaux de marijuana. La concurrence du Mexique et de la Jamaïque a fait le reste. Le trafic n'a cependant pas complètement disparu. Il a même, assure-t-on, repris aujourd'hui quelque vigueur dans la Guajira, favorisé par une forte émigration ayant affecté les plantations de Californie. Mais il est de toute

façon dépassé par celui de la cocaïne et de l'héroïne (dont la production est en extension spectaculaire dans le sud de la Colombie), trafic à destination du Venezuela, pays de transit pour les Etats-Unis et surtout l'Europe de l'Ouest et maintenant de l'Est.

La route des commerces et des contrebandes en tout genre passe maintenant par Maicao, bourgade colombienne située à une dizaine de kilomètres de la frontière du Venezuela et à trois heures environ de voiture de Maracaibo. Une ville ? Plutôt un souk, un agglomérat de baraques sur trois rues parallèles, où l'on peut tout acheter : des tissus, des vêtements, des bijoux, des parfums, des voitures, de l'électronique, des ordinateurs, des jouets, en bref, de quoi équiper une résidence de la cave au grenier. Et bien entendu de la drogue et des armes ; quoique avec quelques bons contacts.

De jeunes dealers et des changeurs de devises opèrent tranquillement sur la place centrale, très modérément ombragée, refuge des circuits de chaussures, des joueurs de dés et des groupes pitoyables de jeunes paysannes colombiennes, peureusement serrées les unes contre les autres, dans l'attente d'un « passeur » qui leur permettra de gagner la terre promise : le Venezuela. Les saisières des employés de maison y sont encore, malgré la crise, plus élevées qu'en Colombie, où chômage et sous-emploi sont la règle. Les estimations imprécises des travailleurs colombiens au Venezuela, légaux et surtout illégaux, varient de deux à trois millions de personnes. Ce sont les soutiers du pays pétrolier voisin, mal reçus, mal vus et souvent exploités.



Avec ses turbulences, ses cohues, ses ruelles étroites et défoncées, sa chaleur poisseuse, ses haut-parleurs tonitrueux, Maicao évoque un caravansérail qu'on imagine provisoire avant d'être remporté plus loin dans le désert. Maicao a aussi une réputation sulfureuse quelque peu usurpée. A Rio-Hacha, côté Colombie, comme à Maracaibo, côté Venezuela, on en parle comme d'une ville « très dangereuse » et l'on multiplie les recommandations de prudence.

En fait, il y a pire, ne serait-ce par exemple que dans la vieille ville de Colon, au Panama, où se rendent régulièrement les commerçants de Maicao qui s'approvisionnent en zone libre. Devant chaque échoppe pourtant, un vigile, un jeune indien au visage plat, affublé d'un uniforme vaguement militaire, le fusil à pompe serré sur la poitrine maigre, c'est à la ceinture et l'angoisse dans le regard. Vrai aussi que les fusillades entre bandes rivales sont fréquentes, même en plein jour, comme les cavalcades suscitées par les attaques de mages à main armée. Les rois du négoce de Maicao valent jalousement sur leurs trésors entassés.

Waldid en convient volontiers. Libanais de Tripoli, installé ici depuis onze ans « pour faire

fortune », précise-t-il avec un grand sourire, il est en faison radio constants avec « ses cousins arabes maîtres du quartier ». « A la moindre alerte, dit-il, on se précipite au secours de celui qui est agressé. »

Toujours souriant, il énumère les derniers incidents de la semaine : son cousin Rachid assailli dans la rue, deux bus de voyageurs attaqués et pillés sur la route de Rio-Hacha, une algarade sanglante avec un policier mécontent de la malgrosse du son bachich. La routine. Dans sa boutique, spécialisée dans les derniers modèles de radio et de télévision japonais, un portrait du général Michel Aoun « qu'il vénère ». A son cou une lourde croix en or.

Les pistolets
des « cousins »

Il rêve bien sûr à la plage de Tripoli, à la montagne des Cédres. Mais il se dit satiriste. « Les bénéfices, dit-il, sont importants. » Il croit à offrir le dernier modèle BMW. « Mais il faut avoir l'œil, être un tigre, ajoute-t-il. J'ai eu des ventes de plusieurs dizaines de milliers de dollars par jour. C'est tantant pour les trunks. » Dès que les sommes sont importantes, les « cousins » surgissent, pistolet en évidence et emmenant la recette en lieu sûr.

Ce système explique pourquoi les commerçants arabes - libanais et syriens - sont les seigneurs de Maicao. Avec 30 % de la population, les Arabes sont la plus forte minorité étrangère. Ils dominent totalement le commerce. Les enseignes en témoignent : le supermarché Alwa, les meubles Asi, la joaillerie Zahar, les tissus Sues.

Les magasins Pékin, Bolivar, Miami ou Berlin ont également des patrons arabes. Ceux-ci sont à la tête d'un réseau commercial triangulaire bien rodé. « Nous achetons, dit Walid, aux Etats-Unis ou à Panama. Et nous vendons à Maicao, ou à l'île vénézuélienne de Margarita, port franc. Bien sûr, c'est de la contrebande. »

Ventes au rabais de bijoux, d'appareils électroménagers, ne sont que la partie visible de l'iceberg. Les affaires les plus juteuses, drogue et armes, se négocient dans la coulisse. Cela, les « cousins » ne l'admettent pas mais ils avouent en clignant de l'œil « bien connaître les capos du coin ». Le recyclage de voitures volées est une autre activité importante. Chaque jour, selon les autorités vénézuéliennes, une soixantaine de véhicules sont dérobés à Maracaibo. Ils passent la frontière, arrivent à Maicao où on les « traite ». Dans les rues de la bourgade, neuf voitures sur dix portent encore leur plaque d'immatriculation vénézuélienne.

Des convois de camions bâchés et scellés transitent chaque jour de Colombie vers le Venezuela sans subir, semble-t-il, de contrôles douaniers rigoureux. On estime officiellement le chiffre d'affaires de trois organisations arabes opérant entre Maicao et Maracaibo à 5 milliards de dollars par an et à 700 millions de dollars les capitaux transférés illégalement au Venezuela par ces mêmes groupes.

La frontière. Cent mètres de non man's land où se disputent les passe-droits avec des policiers et des douaniers à l'œil faussement indifférent. Une camionnette transportant de jeunes Colombiennes sans papiers a attiré l'attention d'un militaire zélé. Il éparpille leurs hardes dans la pousière, consciencieusement. Les clandestines ne protestent pas. Demain elles seront à Maracaibo, première étape d'un nouveau destin. A l'hôpital de la ville, une Guajira âgée de quatorze ans, hébété, silencieuse, attend depuis sept mois. Elle a débarqué un soir, affoquée, pour accoucher. « Que voulez-vous qu'on en fasse, soupire Fernando Chumacero, le maire de Maracaibo. On ne peut quand même pas la renvoyer... »

MARCEL NIEDERGAU

MAICAO 150

EUROPE

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies

Le nombre de réfugiés en Bosnie-Herzégovine a augmenté de manière dramatique

Les combats croato-musulmans se sont intensifiés, vendredi 3 septembre, en Bosnie centrale ainsi qu'à Mostar, dans le sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine, tandis que les Douze ont appelé les belligérants à reprendre les négociations - rompues mercredi - sur le partage du pays. Les ministres américain, britannique et français des affaires étrangères, qui se sont consultés par téléphone, ont, pour leur part, souligné « la nécessité d'assurer la partie musulmane que toutes les garanties seront apportées à la mise en œuvre d'un règlement pacifique ». A Genève, le HCR a fait état d'une augmentation constante du nombre de personnes déplacées dans l'ex-Yougoslavie.

GENÈVE

de notre correspondante
3 600 000 : tel est le nombre, présenté par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), de personnes déplacées dans l'ex-Yougoslavie, soit une augmentation d'un million en un an. Dans la seule Bosnie-Herzégovine, les personnes déplacées sont au nombre de 2 280 000.

Dans le même temps, les fonds commencent à manquer. Le budget prévu pour l'action du HCR cette année en ex-Yougoslavie, estimé à 420 millions de dollars, est loin

d'être couvert par les sommes effectivement recueillies. Or le HCR n'est financé que par des contributions volontaires. Dans ces conditions, assurer à cette population - composée surtout de vieillards, de femmes et d'enfants démunis de tout - une aide alimentaire et sanitaire, la loger et la protéger alors qu'elle n'a pu, le

plus souvent, trouver refuge que dans un environnement hostile après avoir fui les combats, les destructions et les persécutions, apparaît comme une tâche surhumaine.

Le haut-commissaire, Sadako Ogata, a déploré que l'« on refuse aux civils le droit de se nourrir et de se soigner. Les enfants sont deve-

nus la cible des tirs embusqués. Des actes inqualifiables de vols, de meurtres et d'expulsions massives des minorités se poursuivent ». M^{me} Ogata a précisé : « En Bosnie-Herzégovine, mes collègues et moi-même trouvons de plus en plus difficile d'accepter que l'action humanitaire requière aujourd'hui des véhicules blindés, des gilets pare-balles et des casques. Et même en prenant de telles précautions, le personnel humanitaire continue de suc-

comber à des attaques délibérées. » Le HCR poursuit néanmoins sa tâche. En dépit de l'insécurité comme de la bureaucratie (qui semble avoir pour principal souci de freiner l'acheminement des secours), l'organisation avait prévu de fournir aux populations affectées de Bosnie-Herzégovine 1 200 tonnes de secours par jour, soit quelque 36 000 tonnes par mois, mais n'a réussi à leur distribuer mensuellement, entre janvier et juillet 1993, qu'environ 19 000 tonnes.

Après bien des difficultés, le HCR a obtenu des Croates de Bosnie le droit de faire passer des convois, mais seulement pour septembre, par Metkovic (à la frontière croato-bosnienne), où, faute d'autorisations, les stocks s'empilent au risque de se détériorer. L'acheminement ne se fait, toutefois, qu'au compte-gouttes dans le nord de la Bosnie et à Sarajevo, tandis que la Bosnie centrale reste trop risquée en raison des combats qui s'y déroulent.

ISABELLE VICHNIAK

Vingt-deux tonnes de médicaments périmés

A Sarajevo, dans des hôpitaux où tout manque, au point que les médecins doivent parfois stériliser des comprimés déjà utilisés, des tonnes d'antibiotiques et d'autres médicaments attendent d'être incinérés. Emus par le calvaire des Bosniaques, beaucoup de personnes ou de laboratoires ont donné des médicaments, mais tellement vieux que les utiliser serait plus nocif que curatif.

Ces médicaments périmés représentent un volume non négligeable, surchargent inutilement les convois humanitaires au détriment de produits nécessaires, coûtent de l'argent à transporter et à éliminer. L'hôpital de Sarajevo évalué à vingt-deux tonnes environ la quantité de médicaments péri-

més dont il doit se débarrasser.

« Nous avons parfois l'impression que certains laboratoires vendent leurs médicaments périmés », remarque un pharmacien du principal hôpital de la capitale bosnienne. L'établissement hospitalier a, par exemple, reçu 12 000 boîtes d'un antibiotique périmé depuis quatorze ans. Quelques 8 600 tubes d'une pommade antibiotique pour soigner les blessures infectées sont périmés depuis 1984 ou 1986. La situation est elle que le gouvernement bosnien eût dû demander que des pharmaciens soient présents dans les centres logistiques des Nations unies afin d'inspecter les colis de produits inutilisables et d'établir des priorités dans les livraisons. - (APF)

L'Ukraine cède à la Russie ses ogives nucléaires

Suite de la première page

Boris Eltsine expliquait qu'il n'y avait eu d'accord complet que sur les questions nucléaires ; qu'on n'avait pas réussi à s'entendre sur le règlement de la dette de l'Ukraine, qui devrait en conséquence l'éponger en vendant à la Russie sa part de la flotte de la mer Noire (des arrangements antérieurs, imprécis et vivement contestés par les armées russes, avaient prévu le partage, à terme, d'une flotte provisoirement placée sous un contrôle conjoint).

D'autres membres de l'importante délégation russe paraissent également mécontents et se plaignent que la rencontre ait été mal préparée.

Plusieurs explications peuvent être avancées à cette insatisfaction. D'abord, il n'est pas certain que les concessions faites par M. Kravtchouk soient définitives. C'est M. Eltsine qui a affirmé que l'ensemble de la flotte reviendrait à la Russie, le président ukrainien déclarant seulement que son pays pourrait « examiner la question du transfert de sa part de la flotte à la Russie ». Les précédents sommets russo-ukrainiens, toujours couronnés d'accords vagues et guère suivis d'effets, incitent à la prudence, d'autant que le Parlement de Kiev aura son mot à dire.

D'autre part, la question des bases maritimes, en réalité plus importante que celle de la flotte elle-même, ne paraît pas avoir été définitivement réglée, même si l'on semble s'orienter vers un accord de « location » de ces bases, notamment celle de Sebastopol, à la Russie : ce serait d'ailleurs une manière de confirmer que le port comme le reste de la presqu'île de Crimée sont bien la propriété de l'Ukraine (le Parlement de Moscou avait lui « annexé » Sebastopol en juillet...). Enfin, en cédant « sa » flotte pour payer sa dette, Kiev fait certes un sacrifice très douloureux en termes de prestige, mais paie un peu en monnaie de singe : la flotte

de la mer Noire avec ses fameux trois cents navires - dont une partie au moins sont techniquement dépassés - en réalité un gouffre financier.

L'accord concernant la remise à la Russie des ogives des fusées nucléaires stratégiques déployées en Ukraine n'est pas une concession unilatérale : Kiev, cédant aux exigences des livraisons en même temps qu'aux exigences russes, renonce certes à jouer « dans la cour des grands », admet le monopole nucléaire de la Russie dans l'ex-empire, et se prive d'un embryon de force de « dissuasion » à la française (dissuasion très théorique puisque les Ukrainiens ne disposent pas des codes de lancement des fusées). Mais, de son côté, la Russie accepte ce qu'elle avait catégoriquement refusé jusqu'à présent : payer pour les ogives qu'elle va récupérer, notamment sous forme de livraisons à l'Ukraine d'uranium non enrichi pour les centrales nucléaires civiles. Par ailleurs, Kiev continue à demander aux pays occidentaux des compensations financières aux frais de démantèlement de ses armes. M. Kravtchouk a expliqué vendredi qu'il allait adresser une nouvelle demande en ce sens au président Clinton.

L'indépendance en jeu

Les indications succinctes données par MM. Eltsine et Kravtchouk laissent beaucoup de « détails » dans l'ombre, et d'ailleurs les négociations, très après, se sont poursuivies après leur brève conférence de presse. Quant aux estimations financières, portant notamment sur la valeur de la flotte, elles prendront plusieurs semaines.

Dans l'immédiat, les Ukrainiens, qui traversent une période particulièrement noire, semblent avoir plus ou moins sauvé les meubles, et assuré la reprise des livraisons

de gaz et de pétrole russes, réduites ces derniers temps à la portion congrue. Mais ils ont dû pour cela abandonner les « gages » pris pendant les vingt et un mois de leur indépendance. Si aucun redressement économique n'intervient, si les factures énergétiques recommencent à s'accumuler, et si l'aide occidentale reste homéopathique, que restera-t-il à sacrifier, sinon, précisément, cette indépendance ?

Dès maintenant, les concessions faites à la Russie seront dures à avaler, et risquent d'affaiblir un peu plus Leonide Kravtchouk, qui, négligeant longtemps l'intendance, avait fait de la souveraineté ukrainienne son seul et unique cheval de bataille. Pourtant, même un déspote nationaliste comme Dmytro Pavlytchko, président de la commission des affaires étrangères du Parlement, expliquait vendredi que « pour conserver la paix et l'indépendance de l'Etat, il faut céder ». Les résultats du « sommet » de Crimée, peut-être mitigés sur le fond, mais incontestablement très dominés par l'Ukraine, susciteront-ils enfin un sursaut de son monde politique ? Gouvernement et députés vont-ils se décider à choisir une politique économique et à convoquer ces élections anticipées que la population réclame ? Il est grand temps, face à une Russie également paralysée de l'intérieur, mais qui est en mesure, elle, de se trouver un exutoire : recommencer à avancer ses pions chez ses voisins.

JAN KRAUZE

Le Parlement russe saisis la Cour constitutionnelle contre Boris Eltsine. - Le Parlement russe a saisi, vendredi 3 septembre, la Cour constitutionnelle, estimant que le décret du président Boris Eltsine suspendant de ses fonctions le vice-président, Alexandre Rousskov, viole la Constitution. - (AFP)

Le primat catholique d'Irlande du Nord s'agitte de la montée de la violence. - Le cardinal Cahal Daly, primat catholique d'Irlande du Nord, a déclaré, vendredi 3 septembre, dans un entretien accordé à la BBC-Télévision, que la recherche d'une solution pacifique dans la province devient une « question d'urgence » après l'assassinat de quatre catholiques en moins d'une semaine par des groupes paramilitaires protestants, ainsi que de multiples attentats à la bombe. « Nous avons déjà connu des semaines noires dans le passé, mais celle que nous venons de vivre est l'une des plus terribles », a-t-il déclaré, en accusant les groupes paramilitaires protestants de « n'avoir d'autre motif que la « haine sectaire » et en notant que les méthodes utilisées par ces groupes deviennent plus « cruelles », qu'ils paraissent « mieux équipés et mieux organisés ». - (AFP, UPI)

ITALIE : premier haut magistrat mis en cause dans les affaires de corruption

Le juge milanais Diego Curto a été arrêté

ROME

de notre correspondant

Vendredi 3 septembre, Diego Curto, soixante-huit ans, vice-président du tribunal civil de Milan, la ville même d'où est partie l'opération *mani pulite* (« mains propres », est passé directement des bureaux du palais de justice à une cellule de prison. Après les hommes politiques, les entrepreneurs, les fonctionnaires, voici que l'enquête rebondit encore une fois et aboutit à un pan de la société jusqu'ici épargné, la magistrature.

L'arrestation du juge, déjà dans l'air depuis quelques semaines après l'ouverture d'une information judiciaire à son encontre, est motivée par une charge classique dans l'affaire *mani pulite* : corruption. Diego Curto risque plusieurs années de prison pour avoir empoché quelque 320 millions de lires, soit environ 1,2 million de francs, comme geste de remerciement pour son intervention au moment de la querelle autour de la société chimique Enimont. C'était en novembre 1990 : la décision du tribunal civil de saisir les actions de cette dernière, détenues par la Montedison de Raul Gardini et par l'ENI, la

compagnie pétrolière nationale, accéléra le passage d'Enimont dans les mains de l'Etat. Avec, à la clé, c'est un rebondissement de ces dernières semaines, - des pots-de-vin qui se seraient chiffrés à environ 150 milliards de lires, arrivés dans les poches de plusieurs hommes politiques au pouvoir à l'époque.

C'est à ce point de l'enquête que s'est retrouvé en prison Vincenzo Palladino, vice-président de la banque Comit, sommé, justement par Diego Curto, dépositaire légal des actions Enimont. Responsabilité qui lui aurait rapporté sept milliards de lires, payés « au noir » par les deux parties en cause. C'est sur cette somme que, selon la confession de M. Palladino - incarcéré puis mis aux arrêts domiciliaires en raison de sa collaboration, - le juge Curto aurait prétendu vouloir sa part : 320 millions de lires.

Us cartable bourré de billets

Cette somme, mise à disposition du haut magistrat sur un compte en Suisse, lui aurait été, en fait, versée matériellement il y a à peine un peu plus d'un mois, de crainte que l'on retrouve des traces du passage de l'argent dans les banques helvétiques. M. Palladino aurait effectué la transaction, à l'aide d'un cartable bourré de liasses de billets de banque, en plein centre de Lugano, le 26 juillet dernier, après, donc, que l'affaire Enimont ait éclaté au grand jour et après les suicides de Gabriele Cagliari et Raul Gardini.

« Une défecte pour la justice, mais la preuve que celle-ci est égale pour tous » : c'est le commentaire de l'ancien magistrat, aujourd'hui garde des sceaux, Giovanni Conso, qui a ouvert une enquête administrative sur toutes les décisions prises par le juge, tout en le suspendant de ses fonctions et de son salaire. - (Interim.)

ASIE

CAMBODGE

Le prince Sihanouk refuse le rétablissement de la monarchie

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Dans une « lettre à ses compatriotes », adressée de Pékin, samedi 4 septembre, le prince Sihanouk s'est déclaré hostile au rétablissement de la monarchie dans son pays. Norodom Sihanouk, qui a régné de 1941 à 1955, a évoqué le risque de divisions entre Cambodgiens au cas où il remonterait sur son trône. Il a souhaité que son pays ne soit ni une monarchie ni une république, ainsi qu'il l'avait déjà indiqué en juin dernier.

Une Constitution doit être adoptée à la mi-septembre. En retournant de Pyongyang, où il était allé soumettre deux projets à l'ancien monarque, les coprésidents du gouvernement provisoire cambodgien, le prince Ranariddh et Hun Sen, avaient fait savoir, vendredi soir, qu'un accord s'était réalisé sur un régime de monarchie constitutionnelle. La déclaration du prince Sihanouk, qui a signé Pékin vendredi après un séjour de plusieurs semaines en Corée du Nord, sug-

gère qu'aucun accord ne s'est encore réalisé sur la future Constitution du Cambodge, dont la rédaction avait été confiée, par l'Assemblée élue en mai sous l'égide des Nations unies, à un comité de douze membres.

Le prince Sihanouk, qui avait abdiqué en 1955 pour se lancer dans la politique, a été réélu, à l'unanimité, dans ses fonctions de chef de l'Etat par l'Assemblée élue en mai. Seul à demeurer en lice, du moins en principe, le projet de loi fondamentale rédigé par les douze députés prévoit un système parlementaire et un chef de l'Etat élu tous les cinq ans. Norodom Sihanouk est attendu à Phnom-Penh à la mi-septembre pour y promulguer une nouvelle Constitution, ce qui permettrait, aux termes des accords de Paris d'octobre 1991, de procéder à l'élection d'un gouvernement et de mettre ainsi fin au mandat de l'AFRONUC, l'Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge, en place depuis le 15 mars 1992.

JEAN-CLAUDE POMONTI

HONGKONG

Londres vise une « démocratisation crédible », avec ou sans Pékin

De retour de vacances, le gouverneur de Hongkong, Chris Patten, a exclu, vendredi 3 septembre, un aboutissement rapide des négociations sino-britanniques sur l'avenir de la colonie. M. Patten a précisé que Londres poursuivait le processus de démocratisation, avec ou sans Pékin : « Si nous ne parvenons pas à un accord, il nous faudra assumer nos responsabilités avant 1997. C'est un point qui a été reconnu implicitement et explicitement » par le ministre chinois des affaires étrangères. « Le

débat, a-t-il poursuivi, porte sur le fait de savoir si la démocratisation doit être crédible et juste, si elle doit nous donner en temps utile un conseil législatif crédible ou bien fantôme. » « Ce qui est fondamental dans la déclaration conjointe [sino-britannique], c'est le règne du droit », a ajouté M. Patten, critiquant la décision récente de Pékin de priver de sa nationalité le dissident chinois Han Dongfang, refoulé sur Hongkong. - (Reuters, UPI, AFP)

LE MONDE diplomatique

Dix-huitième volume de la collection « Manière de voir »

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCONOMIE GLOBALE : SÉGRÉGATIONS PLANÉTAIRES

EN VENTE DANS LES KIOSQUES - 42 F

NIPPON
LE JAPON DEPUIS
1945
William Horsley,
Roger Buckley
EN VENTE EN LIBRAIRIE

كتاب
السياسة
والاقتصاد
العالمية

L'exercice du droit d'asile et l'éventuelle révision de la Constitution

«Le référendum ne peut pas avoir lieu sans que je le décide» affirme M. Mitterrand

Le président de la République, s'adressant à la presse, vendredi 3 septembre en début d'après-midi, dans sa résidence de Latche (Landes), après ses conversations avec le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, a annoncé qu'il avait fait parvenir dès jeudi soir au premier ministre une lettre pour lui indiquer sa position sur la possibilité d'une révision de la Constitution à propos du droit d'asile. M. Mitterrand a ajouté qu'il avait «parlé à fond» de ce dossier avec M. Balladur, lors de leur entretien qui avait précédé le

conseil des ministres de mercredi, et que celui-ci lui avait téléphoné, jeudi, vers 21 heures, après avoir reçu sa réponse.

Le chef de l'Etat a observé qu'en répondant dès jeudi soir il ne pouvait être accusé de faire «traîner les choses», mais il a refusé de préciser s'il était favorable à la révision constitutionnelle «étudiée» par le premier ministre. «Je ne souhaite pas parler de ces choses-là, a-t-il dit. Les informations vous seront données dès la semaine prochaine.»

Interrogé sur les propos de Charles Pasqua, selon lequel un référendum pourrait être envisagé si le chef de l'Etat refusait de réunir le Congrès (le Monde du 4 septembre), le président de la République a répondu: «Le référendum ne peut pas avoir lieu sans que je le décide. Je ne pense pas que personne, parmi les gens responsables, ne tende à se lancer dans l'inconstitutionnalité et le manquement à l'égard de notre loi suprême. Il a ajouté: «Donc, cela dépend de moi. De ce point de vue - du référendum - il ne faut pas trop compter sur moi.»

Imposer un compromis à la droite

Suite de la première page

A la menace de référendum maintenue par Charles Pasqua, François Mitterrand répond en donnant avec une égale brutalité son interprétation des prérogatives que lui confère la Constitution. Il estime que la procédure de révision de la loi fondamentale à l'initiative du Parlement, jamais utilisée jusqu'à maintenant et à laquelle se réfère le ministre de l'Intérieur, ne peut pas être menée à son terme sans l'accord du chef de l'Etat. Il lui appartient, selon lui, de décider ou non de convoquer les citoyens pour qu'ils se prononcent sur la révision proposée par leurs représentants.

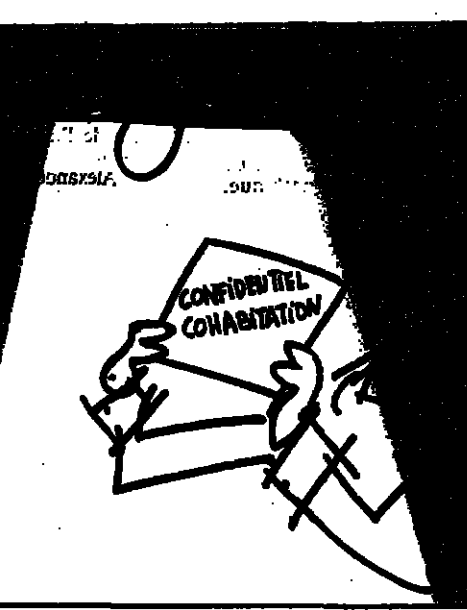
S'il en jugeait autrement, les chefs de la majorité, selon M. Mitterrand, prendraient le risque de «l'inconstitutionnalité». En lisant cette analyse, au demeurant contestable, le président de la République fournit, lui, à la droite le moyen d'ouvrir une crise institutionnelle. Il signifie en même temps au premier ministre que la seule manière de l'éviter est d'en passer par une négociation avec lui sur la façon de sortir de la difficulté créée par la décision du Conseil constitutionnel.

La voie la plus simple pour une révision constitutionnelle, qui aboutit au Congrès du Parlement, impose une négociation entre la majorité parlementaire et l'hôte de l'Élysée. La réforme du printemps dernier sur la Haute Cour de justice et le Conseil supérieur de la magistrature l'a amplement démontré. Cependant, dans cette hypothèse, l'initiative de la révision constitutionnelle revenant au président de la République, sur proposition du premier ministre, il peut refuser de la prendre s'il estime que le problème posé peut être résolu par la voie législative.

Pour en décider, l'exécutif dispose d'un instrument: le Conseil d'Etat. Le premier ministre peut

toujours lui demander un «avis» sur une difficulté juridique; c'est ce qui avait été fait, par exemple, lors de l'affaire du voile islamique, à l'automne 1989. Cette possibilité a été rappelée par Laurent Fabius (le Monde du 4 septembre) et de nouveau, vendredi, sur France-Inter par Roland Dumas.

L'ancien ministre des affaires étrangères, dont les propos avaient été enregistrés avant que ne s'exprime M. Mitterrand, a déclaré qu'il est urgent d'attendre et qu'il est possible, Michel Rocard a déclaré, vendredi, qu'il pourrait accepter une révision constitutionnelle. «Si, pour maintenir la cohabitation, pour éviter qu'on n'aille à un référendum, il faut habiller en réforme constitutionnelle une chose inutile pour laquelle la loi suffirait, je ne peux qu'approuver Edouard Balladur et François Mitterrand dans leur sagesse conjointe», a déclaré l'ancien premier ministre, sur Radio-Sbalom, avant les indications données par le président de la République, Henri Emmanuelli,



qui conserve comme Jean Glavany une relation avec le chef de l'Etat, estime qu'«il vaut peut-être mieux» une révision, «pour ne pas fournir le prétexte à M. Pasqua de justifier, dans un an, l'échec de sa politique en le mettant sur le dos de la non-révision constitutionnelle».

Cette façon de consentir d'avance à un compromis dont il ne savait pas s'il est en voie d'aboutir ne sionne pas tous les socialistes. Pour Jean-Luc Mélenchon, l'un des animateurs de la Gauche socialiste, qui a la sympathie du président, une révision serait «un montage répugnant» dirigé contre le chef de l'Etat, accusé d'être «un laxiste en matière d'immigration». Aussi, pour le sénateur de l'Essonne, si François Mitterrand décidait d'accepter cette révision et de convoquer le Congrès, il ne faudrait pas en conclure qu'il approuve le contenu de la réforme constitutionnelle, et les socialistes ne seraient pas «obligés de se prêter à cette manœuvre». Pierre Mauroy, l'un des interlocuteurs privilégiés du président, préfère la voie législative pour résoudre le problème posé par la décision du Conseil constitutionnel. «La France a un président de la République dont c'est le rôle d'être le gardien de la Constitution», a souligné, vendredi, le maire de Lille.

François Mitterrand a renvoyé la balle dans le camp d'Edouard Balladur, auquel il appartient de nouveau de faire connaître ses intentions. Le président de la République a fixé un délai lâche: «Pour avoir des informations la semaine prochaine», a-t-il dit aux journalistes. La porte semble ouverte pour de nouvelles conversations avec le premier ministre. Les dirigeants de la majorité laissent ce dernier à ses réflexions, et Jacques Chirac ne devait pas aborder le sujet dans son discours de dimanche devant les jeunes du RPR à Strasbourg. Il n'était pas exclu, en revanche, que Charles Pasqua, face au même auditoire, ne donne son sentiment samedi soir.

François Mitterrand et Edouard Balladur sont face à face.

THIERRY BRÉHIER
et PATRICK JARREAU

Cherchant la bonne manière de s'opposer au gouvernement

Les socialistes veulent proposer un nouveau modèle de croissance

Réunis à La Rochelle pour leur université d'été, les socialistes s'interrogent sur la meilleure manière de s'opposer à un gouvernement dont le premier ministre bénéficie d'une popularité exceptionnelle. Ils entendent concentrer leurs critiques sur la politique économique et sur la question de l'emploi, en définissant eux-mêmes un nouveau modèle de croissance.

nuelli, de critiquer et proposer le dépassement du libéralisme économique d'opposer à la logique de la déréglementation le retour à une réglementation, de faire l'apologie de la redistribution, d'expliquer, aussi, aux Français que l'Europe est là pour les protéger (...). Si les socialistes ne font pas de ces sujets leurs principales préoccupations, plus personne ne reconstruit leur utilité sociale.»

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

En d'autres temps, ils auraient sans doute consacré cette rentrée à évaluer les boudoirs de Laurent Fabius et les humeurs de Jacques Delors, ou à commenter le retour, désormais programmé, de Lionel Jospin. Réunis, depuis le 2 septembre et jusqu'au dimanche 5 septembre en université d'été à La Rochelle (Charente-Maritime), les militants socialistes ont réussi à échapper à ces travers qui leur firent tant de mal. L'absence de ces poids lourds du parti n'explique pas tout. Placée entre les «états généraux» de Lyon, en juillet dernier, et le congrès d'octobre, cette réunion a pu redevenir ce que, au fond, elle n'aurait jamais dû cesser d'être: un véritable carrefour de formation, de confrontations et de résolutions.

En tout cas, les militants présents à La Rochelle auront donné le sentiment, au cours de ces journées, d'être passés du stade toujours déprimant de l'autoflagellation à celui de la convalescence utile. Enterrer les petites phrases pour se saisir des vrais problèmes, telle est la discipline à laquelle chacun a tenté de s'astreindre pour essayer de répondre à ces questions fondant tous les propos entendus: comment s'opposer efficacement, se faire entendre à nouveau des Français, bref, comment redevenir crédibles?

Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que ces militants aient semblé tout à fait éloignés de l'affaire de la révision constitutionnelle. Il a fallu attendre l'intervention, vendredi matin 3 septembre, d'Henri Emmanuelli pour que la question surgisse, presque en incidente. Ne voulant pas se laisser distraire par ce qui n'est, à leurs yeux, que vaines polémiques et manœuvres de diversion, ils se sont concentrés sur la priorité claire: déployer de nouveau ses critiques et propositions sur le terrain économique et social, où il peut espérer retrouver l'attention des Français. «Il appartient aux socialistes, a expliqué Henri Emma-

Unanimité contre le plan pour l'emploi

Intervenant vendredi après-midi au cours d'une «table ronde» sur «la conciliation entre l'économie de marché et la solidarité», l'économiste de la direction du parti, Pierre Moscovici, a relayé cet engagement: «Il nous faut, a-t-il dit, proposer un nouveau modèle économique et social. Nous n'avons pas le droit de manifester la moindre faiblesse face à l'emploi. Notre modestie d'aujourd'hui ne doit pas nous condamner au silence. Le socialisme ne peut être la désinflation compétitive. A nous d'élaborer de nouveaux concepts pour une stratégie de croissance, coopérative, durable et créatrice d'emplois.»

Partagés sur la stratégie de réduction de la durée du travail, qu'ils préconisent, les socialistes sont tous d'accord pour tailler en pièces le plan d'Edouard Balladur pour l'emploi. Cependant, en introduisant le procès du premier ministre, ils se sont interrogés sur l'extraordinaire bienveillance des Français à son endroit. A cette daigne, sinon à ce paradoxe, les intervenants ont tenté aussi de trouver des débuts de réponse. «Quoi qu'il fasse, même quand il se trompe, il est formidable», avertit résumé, la veille, Paul Quilès. «Ne nous laissons pas égarer par ses sondages», a répondu Henri Emmanuelli. Si on avait fait un sondage au moment où Chamberlain est revenu de Munich en 1938, il aurait fait 80 % de satisfait. N'empêche qu'il avait complètement tort. Ces sondages, c'est un tiers d'adhésion, un tiers de résignation et un tiers d'attentisme.»

S'interrogeant lui aussi sur «cette crédibilité louis-philippard», Pierre Moscovici a avancé une autre explication: «Je me demande si nos propres échecs, nos propres limites, ne légitiment pas le fait que les gens attendent peu d'Edouard Balladur, mais ce premier ministre n'est, en fait, qu'un communicateur qui cherche à endormir l'opinion.» Michel Rocard devait apporter, dimanche matin, sa réponse à la question: comment s'opposer?

DANIEL CARTON

Devant les cadres du Front national

M. Le Pen s'inquiète d'une décadence de la civilisation

ARLES

de notre envoyé spécial

Jean-Marie Le Pen a prononcé, vendredi 3 septembre, le discours final de l'«université d'été» du Front national au cours d'un banquet dans une manade non loin d'Arles (Bouches-du-Rhône). Pendant quatre jours, quatre cents cadres du parti d'extrême droite avaient consacré leurs travaux au thème: «Civilisation contre barbarie», en se présentant comme les champions du premier terme (le Monde du 4 septembre). Dans le prolongement de cette réflexion, le président du Front national a affirmé que «la décadence d'une civilisation se traduit dans la vie de la nation et des citoyens par des menaces concrètes, qui peuvent aller jusqu'à la submersion ou la disparition».

A l'exception de rares incursions dans l'actualité - une raillerie sur le ministre de la défense, une iniquité quant à la réalité de la construction d'un second port-aéronefs et une critique portant sur l'action du gouvernement, - M. Le Pen a fait, comme il en a souvent la tentation, une fresque intemporelle, qui, cette fois-ci, était consacrée au déclin. Constatant lui-même que cet exercice peut entraîner le rabâchage, il a fait observer à son auditoire que l'unité de pensée qui prévaut à la direction du parti conduirait n'importe quel autre dirigeant du Front

national à dire les mêmes choses que lui.

Cette allusion à l'avenir de son parti a conduit le chef de file de l'extrême droite à féliciter deux membres du bureau politique qui s'étaient exprimés en séance plénière dans la journée: le délégué général, Bruno Mégret, et Bruno Collinville, ancien député. Il se trouve que ce vendredi, au concours d'éloquence, les deux élèves ont dépassé le maître. Et de loin. A l'applaudissement, M. Collinville l'a emporté en longueur, et M. Mégret a pu entendre timidement scander le mot «président» derrière son nom. Etonnés de leur propre audace, les cadres iconoclastes ont vite substitué le nom de M. Le Pen à celui du numéro deux.

O. B.

Manifestation de protestation contre le Front national à Arles. - Une manifestation a rassemblé environ trois cents personnes, selon les organisateurs, à Arles, vendredi 3 septembre, pour protester contre la tenue dans cette ville de l'université d'été du Front national. Cette manifestation avait été organisée à l'appel du PS, du PC, du Mouvement des citoyens, du MRG, de plusieurs organisations syndicales, d'associations d'anciens combattants, d'anciens résistants et d'anciens déportés. Elle était conduite, notamment, par Michel Vauzelle, ancien garde des sceaux.

ITALIE • premier haut magistrat mis en cause dans les affaires de corruption

Juge milanais Diego Curcio a été arrêté

ROME

de notre correspondant

Le 3 septembre, Diego Curcio, premier vice-président du tribunal de Milan, a été arrêté par la police italienne pour avoir détourné des fonds destinés à une enquête sur la mafia. Curcio, 52 ans, a été arrêté à son domicile, dans la ville de Milan. Il est accusé d'avoir détourné des fonds destinés à une enquête sur la mafia. Curcio, 52 ans, a été arrêté à son domicile, dans la ville de Milan. Il est accusé d'avoir détourné des fonds destinés à une enquête sur la mafia.

C'est à ce point de l'enquête que Curcio a été arrêté. Il est accusé d'avoir détourné des fonds destinés à une enquête sur la mafia. Curcio, 52 ans, a été arrêté à son domicile, dans la ville de Milan. Il est accusé d'avoir détourné des fonds destinés à une enquête sur la mafia.

Curcio, 52 ans, a été arrêté à son domicile, dans la ville de Milan. Il est accusé d'avoir détourné des fonds destinés à une enquête sur la mafia. Curcio, 52 ans, a été arrêté à son domicile, dans la ville de Milan. Il est accusé d'avoir détourné des fonds destinés à une enquête sur la mafia.

Curcio, 52 ans, a été arrêté à son domicile, dans la ville de Milan. Il est accusé d'avoir détourné des fonds destinés à une enquête sur la mafia. Curcio, 52 ans, a été arrêté à son domicile, dans la ville de Milan. Il est accusé d'avoir détourné des fonds destinés à une enquête sur la mafia.

ASIE CAMBODGE

Le prince Sihanouk refuse l'établissement de la monarchie

Le prince Sihanouk a refusé l'établissement de la monarchie au Cambodge. Il a déclaré que le peuple cambodgien doit choisir sa propre voie.

Le prince Sihanouk a refusé l'établissement de la monarchie au Cambodge. Il a déclaré que le peuple cambodgien doit choisir sa propre voie. Le prince Sihanouk a refusé l'établissement de la monarchie au Cambodge. Il a déclaré que le peuple cambodgien doit choisir sa propre voie.

HONGKONG

Iren vise une «démocratisation totale», avec ou sans Pékin

Iren vise une «démocratisation totale», avec ou sans Pékin. Le mouvement Iren cherche à promouvoir la démocratie à Hong Kong.

SOCIÉTÉ

En 1994

Les dépenses d'équipement militaire « évolueront plus rapidement que la moyenne du budget de l'Etat »

annonce M. Balladur sur le « Clemenceau »

Pour sa première sortie de premier ministre dans des unités militaires, Edouard Balladur s'est rendu en rade de Toulon, vendredi 3 septembre, pour saluer l'équipage du porte-avions *Clemenceau* en partance pour la mer Adriatique. Le *Clemenceau*, qui remplace le *Foch*, revenu à Toulon, sera sur la zone vers le 6 septembre, et il doit y demeurer pour protéger les « casques bleus » durant huit semaines au minimum.

A BORD DU « CLEMENCEAU »

de notre envoyé spécial

« Le monde d'aujourd'hui n'est pas suffisamment sûr pour que nous relâchions un effort de défense que nous pourrions un jour regretter de ne pas avoir soutenu », a expliqué M. Balladur à l'équipage du *Clemenceau*. « Il faut bien évidemment, a-t-il ajouté, que les armées disposent des moyens nécessaires. Soyez assurés qu'il s'agit d'une préoccupation prioritaire pour le gouvernement. En dépit de la situation délicate des finances publiques, j'ai tenu à ce que le budget 1994 du ministère de la Défense soit préservé. Les moyens disponibles pour financer les équipements militaires feront l'objet d'une priorité. Ces moyens évolueront plus rapidement que la moyenne du budget de l'Etat. »

C'est la première fois, avant la

présentation en conseil des ministres, à la mi-septembre, de son projet de budget pour 1994, que le premier ministre a officiellement révélé ses options en matière de crédits militaires. Dans l'entourage du ministre de la Défense, qui accompagnait M. Balladur sur le *Clemenceau*, on a aussitôt précisé que les dépenses d'équipement – en y incluant des reports de crédits de 1993, comme vient de l'y autoriser le premier ministre – devraient s'élever à 103 milliards de francs, soit quelque 5 % de hausse, et que le budget de fonctionnement, en totalisant quelque 96 milliards de francs, marquerait une augmentation de 1 %.

« Pour la première fois depuis trois ans d'affilée, a renchérit de son côté François Léotard, les armées ne subiront pas, l'année prochaine, de déflation de leurs effectifs. »

« Zéro ou deux porte-avions »

Devant l'équipage du *Clemenceau*, qui part pour sa troisième mission en Adriatique depuis le début de l'année, M. Balladur s'est fait le défenseur des porte-avions.

« Dans l'outil de défense, a expliqué le premier ministre, la capacité navale continuera d'assurer une part importante. Les porte-avions, en particulier, par sa capacité à remplir des missions multiples, par son aptitude à projeter à bref délai une force importante à des distances lointaines, est un instrument militaire dont chacun

mesure l'efficacité et l'intérêt politique. »

Aux journalistes qui l'ont ensuite interrogé sur la signification de ses propos et sur la nécessité de disposer d'un second *Charles-de-Gaulle* pour succéder au *Clemenceau* et au *Foch* après l'an 2000, le premier ministre a répondu : « En régime de croisière, si j'ose dire, la France a besoin d'avoir deux porte-avions en état de marche. C'est une décision qu'il faut prendre dans deux ans. Mais je ne m'engage à rien, ni sur un chiffre ni sur une date. »

Peu après avoir pris ses fonctions de ministre de la Défense (le Monde du 2 mai), M. Léotard avait plaisé à la construction d'un second porte-avions nucléaire et il avait indiqué que la décision devrait être arrêtée dans le cadre de la loi de programmation militaire soumise à l'approbation du Parlement, en principe au printemps 1994.

Cette option favorable à deux porte-avions est avancée par l'état-major des armées et par la délégation générale pour l'armement : le premier soutient la thèse d'une « réorientation des capacités militaires », dans le sens d'une « préparation de la France à des engagements de forces loin du territoire national, avec des moyens importants, dans un cadre multilatéral et avec des délais courts », et la seconde exprime volontiers l'idée que le choix est « entre zéro ou deux porte-avions », compte tenu du fait qu'un tel bâtiment est généralement immobilisé huit mois sur quarante en raison des périodes d'entretien et de réparations qu'il doit subir.

Le *Charles-de-Gaulle* remplacera le *Clemenceau*, qui est le plus ancien, à la fin du siècle. En même temps, la marine mène le *Foch* et prend d'innombrables précautions pour prolonger au-delà de l'an 2000 l'existence de ce porte-avions qui a été transféré pour embarquer la version navalisée du Rafale.

Les adversaires du porte-avions ou plus exactement ceux qui restent sceptiques, font observer que ce sont deux avions A-10 de l'armée de l'air américaine – et non de l'aéronavale – qui ont été détournés en vol, le 25 août dernier, pour signifier, par des manœuvres d'intimidation, à des combattants bosniaques qu'ils avaient tout à perdre à poursuivre inconsidérément leurs tirs, moins qu'ils eurent agressé le capitaine français Georges Jacquin, veillant, sur le mont Igman, à la sécurité de Sarajevo.

JACQUES ISNARD

L'Allemagne sous la pression verte

L'écologie selon Mercedes

L'environnement passionne les Allemands... et tourmente industriels et pouvoirs publics. Témoin l'accord de dernière minute qui a été trouvé, vendredi 3 septembre, entre le ministre de l'environnement et les promoteurs du « point vert » pour le recyclage des emballages : un plan de sauvetage a été conclu, dont la principale disposition est d'accorder un prêt gratuit de 860 millions de marks à la société privée DSD, menacée de faillite (le Monde du 3 septembre).

RASTATT

de notre envoyé spécial

Au premier abord, la nouvelle usine de montage Mercedes ne paie pas de mine : rien que de longs bâtiments bas et cubiques, bardés de gris clair comme n'importe quel entrepôt d'aujourd'hui. Avec un relief dans cette plaine du Rhin pour briser la monotonie de l'ensemble. Pas d'ornementation tour ni même de toit déployant glorieusement les couleurs de la firme. Plus surprenant encore : les parcs de stationnement, envahis d'herbes folles, sont piquetés de très discrets lampadaires en tôle galvanisée. Est-ce bien là le dernier fleuron des unités de production Daimler-Benz ?

Eh bien oui ! Si la nouvelle usine de montage de Rastatt est si discrète, malgré ses imposantes dimensions (plus de 200 hectares), c'est délibéré. Rastatt, en effet, c'est l'Alsace plus le Bade-Württemberg, autrement dit un haut lieu du puritanisme écologique à l'allemande. La ville abrite notamment une antenne du WWF (Fonds mondial de la nature), qui veille jalousement sur la qualité des écosystèmes rhénans. Dans ces conditions, inutile de vouloir bâtir un phare, comme à la Bourgeois. Mieux vaut se faire tout petit, ou pour le moins discret.

C'est le parti pris par la firme depuis ses premiers débuts avec les écologistes bades, lors de l'annonce du projet, en 1986. A la différence de l'usine mère de Stuttgart (Sindelfingen) ou de l'unité de Brême, qui assument leur puissance, il a donc été décidé – après quatre ans de bataille juridique – de faire un ensemble à la fois ultramoderne et respectueux de l'environnement. « Nous avons pris vingt-deux mesures de compensation pour pouvoir installer notre usine sur le site », indique Martin Schorsch, chargé de l'environnement à l'unité de Rastatt. A trente-cinq ans, cet ancien apprenti du laboratoire de chimie Mercedes est devenu le responsable de l'écologie à Rastatt. C'est grâce à lui que Mercedes a pu amadouer les écologistes du site, grâce à lui aussi que les « compensations » ont été conçues.

Et quelles compensations ! Tout d'abord, Mercedes s'est appliquée à établir le « point zéro » de la pollution avant de faire venir la moindre pelleteuse sur le site. Pendant un an, trente éléments chimiques ont été mesurés à l'aide de soixante-dix

points de mesure, répartis sur un kilomètre carré. De la sorte, les pouvoirs publics pourront à l'avenir mesurer l'éventuel surcroît de pollution produit par l'usine. Ensuite, les aménageurs ont creusé un tunnel routier pour permettre l'accès au site sans entamer une forêt de vieux chênes située à proximité. Enfin, ils ont planté 2 000 arbres et 40 000 arbustes dans l'enceinte afin de compenser le défrichement nécessaire à l'implantation des bâtiments.

Suprême raffinement : afin de ne pas imperméabiliser trop de surface, ce qui entraîne des déversements de pollution dommageables aux eaux du Rhin, les parcs de stationnement sont pavés d'éléments à trous qui laissent apparaître les herbes folles. Et pour ceux qui craignent les infiltrations d'huile dans la nappe phréatique, tout a été prévu : pendant la construction, les engins de chantier devaient utiliser des huiles biodégradables, de synthèse ou à base de colza. Quant au stationnement des véhicules sur les parcs aménagés, il a été prévu par des chercheurs de Karlsruhe, après étude des ruissellements sur les accotements d'autoroute, que les pollutions de surface ne descendent pas au-delà de quelques centimètres. Elles sont ensuite digérées par les bactéries du sol.

Doubles réseaux d'eau

Toujours pour préserver l'eau, les concepteurs ont prévu deux réseaux d'égouts. L'un, réservé aux eaux de pluie, se déverse directement dans le canal du Rhin. L'autre draine les eaux de l'usine vers une station d'épuration, où elles sont méticuleusement traitées. Dans tous les locaux à haut risque de pollution, comme les unités de peinture et les centres de stockage de produits dangereux, les sols sont revêtus de plusieurs couches étanches et les eaux collectées dans un réseau ad hoc. On pousse même le zèle, à Rastatt, jusqu'à disposer de deux réseaux d'adduction d'eau : l'un, pour l'eau potable, qui n'approvisionne que les cuisines et les lavabos ; l'autre, non potable, qui fournit – en circuit fermé – l'eau nécessaire aux activités industrielles... et aux chasses d'eau.

Pour les déchets, la collecte sélective se pratique ici avec grand soin. Les bacs rouges sont réservés aux déchets dangereux ; les bacs verts reçoivent les

papers et cartons ; les bacs orange sont dévolus à tous les résidus industriels ; enfin, les films de polyéthylène, plastique facilement recyclable, sont recueillis dans des bacs violets. A la machine à café, il faut apporter sa tasse, sinon il vous en coûte 30 pfennigs pour la délivrance d'un gobelet en plastique non recyclable ! A la cantine, les déchets sont faits sur place pour éviter les emballages inutiles, et les bouteilles sont naturellement toutes consignées.

Lampadaires protecteurs d'insectes

Pour économiser l'énergie, l'usine de Rastatt utilise des chaudières à gaz naturel, tout en récupérant la chaleur des machines. Plus du tiers des bâtiments sont ainsi chauffés par de la chaleur de récupération. Mais l'électricité vient de France – moins cher – via la centrale allemande de Bude. Quant aux fameux lampadaires extérieurs, leur laideur s'explique par leur conception « écologique » : il s'agit, pour épargner la vie des insectes nocturnes, de produire une lumière dirigée exclusivement vers le sol, de manière concentrée. Les ampoules, testées en forêt, sont des lampes à spectre spécial, comportant notamment moins d'ultraviolets.

« La technologie pour l'environnement n'est pas toujours la plus chère », explique le directeur de l'usine, le Dr Haller, qui utilise les services d'un géologue, d'un chimiste et de deux ingénieurs de procédés pour s'occuper de l'environnement et des relations extérieures. L'unité de Rastatt a coûté 1,7 milliard de marks, ce qui n'est pas prohibitif pour une plate-forme industrielle où l'on monte des engrenages de camion (sur 35 hectares), des véhicules utilitaires (35 ha), et enfin des voitures (140 ha). Au total, un millier d'ouvriers, techniciens et cadres, qui se déplacent à bicyclette dans des halls aux sols impeccables. Point de vacarme dans cette usine modeste, qui monte tout de même quatre cents à cinq cents véhicules par jour.

Mais les concepteurs de Mercedes ne rendent-ils pas compte que les véhicules qui sortent de leur unité badoise, en dévorant les autoroutes allemandes, vont consommer chacun plus de pétrole et tuer plus d'insectes que tous les lampadaires « écologiques » de Rastatt ?

ROGER CANS

Le coût des actions extérieures de la France en 1993 approche 6,5 milliards de francs

Les dépenses consacrées aux actions extérieures de la France, dans le cadre de l'ONU ou dans celui des engagements militaires qui lui sont propres, sont évaluées pour 1993, par le ministère de la Défense, entre 6,1 et 6,5 milliards de francs selon les hypothèses retenues pour la fin de cette année. Cette estimation est très sensiblement supérieure à celle qui a été avancée de même source avant l'été dernier. Elle couvre à la fois des dépenses liées au fonctionnement et à l'équipement des forces déployées, ce qu'on appelle le « sur-coût » par rapport à des dépenses qui, de toute façon, seraient engagées dans le cadre normal et traditionnel des activités de ces forces si elles étaient restées en France.

La différence d'appréciation entre les 6,1 et les 6,5 milliards de francs tient à la possibilité – ou non – pour la France de retirer, avant la fin de l'année, ses contingents de « casques bleus » qui sont actuellement répartis au Cambodge et en Somalie. Au ministère de la Défense, on considère, en effet, qu'on doit pouvoir commencer à réduire le contingent français au Cambodge, sans préjudice pour la suite de la mission des Nations unies, et qu'on peut, depuis la base de Djibouti, contribuer, si le besoin s'en fait sentir, à épauler l'ONU en Somalie, après le rapatriement des « casques bleus » français qui y ont été dépêchés parmi les tout premiers.

Le *Charles-de-Gaulle* remplacera le *Clemenceau*, qui est le plus ancien, à la fin du siècle. En même temps, la marine mène le *Foch* et prend d'innombrables précautions pour prolonger au-delà de l'an 2000 l'existence de ce porte-avions qui a été transféré pour embarquer la version navalisée du Rafale.

Les adversaires du porte-avions ou plus exactement ceux qui restent sceptiques, font observer que ce sont deux avions A-10 de l'armée de l'air américaine – et non de l'aéronavale – qui ont été détournés en vol, le 25 août dernier, pour signifier, par des manœuvres d'intimidation, à des combattants bosniaques qu'ils avaient tout à perdre à poursuivre inconsidérément leurs tirs, moins qu'ils eurent agressé le capitaine français Georges Jacquin, veillant, sur le mont Igman, à la sécurité de Sarajevo.

JACQUES ISNARD

FAITS DIVERS

Cinq condamnations après les affrontements entre jeunes et forces de l'ordre

Des témoins dénoncent des violences policières aux Halles

Alors que des poursuites judiciaires ont été diligentées contre treize personnes interpellées jeudi 2 septembre lors des violents affrontements du quartier des Halles (le Monde du 4 septembre), des témoignages ont dénoncé des brutalités policières commises ce soir-là dans le premier arrondissement de Paris. Cinq des jeunes gens interpellés pour dégradations, bris de vitrines ou coups et blessures à agent, ont été jugés en flagrant délit, dès vendredi soir 3 septembre, devant le tribunal correctionnel de Paris. Ils ont été condamnés à des peines allant de quatre-vingts heures de travail d'intérêt général à un mois de prison. De leur côté, trois mineurs et deux majeurs interpellés dans les mêmes conditions ont été mis en examen pour coups et blessures à agent de la

force publique par le juge d'instruction Frédéric Nguyen. Ils ont été laissés en liberté sous contrôle judiciaire. Enfin, trois autres jeunes comparaitront ultérieurement devant le tribunal correctionnel.

Des témoignages sont venus éclairer les affrontements entre jeunes et policiers qui avaient éclaté après la conduite de musiciens de rue au poste de police des Halles. Une éducatrice pour enfants, M^{me} Bouissou, qui assistait au spectacle au moment de l'intervention des policiers, raconte que ceux-ci se sont montrés « très arrogants et très nerveux en demandant aux musiciens de présenter leurs papiers et de les suivre au poste. L'un des artistes refusait d'obéir et les policiers lui ont tordu le bras pour le contraindre à les suivre, sous les huées et les sifflets de la centaine

de spectateurs. Nous avons tous suivi le groupe jusqu'au poste de police ».

C'est ensuite, quand des projectiles ont été en direction des cordons de sécurité, que la situation « a dégénéré dans la violence », dit encore M^{me} Bouissou. Une dizaine de policiers avaient été blessés au cours de ces échauffourées.

Des personnes affirmant avoir été victimes de violences policières ont annoncé leur intention de déposer plainte. C'est notamment le cas d'Arnaud Germain, un chef d'entreprise habitant le quartier des Halles. « Je traversais le square des Innocents pour aller à un rendez-vous, peu avant 20 heures, quand j'ai entendu des sommations policières réclamant la dispersion. Quelques secondes plus tard, des CRS me sont tombés dessus, m'ont tiré derrière leur camion, où ils m'ont bourré de coups », assure M. Germain. « J'ai alors été conduit au poste de police, où un policier haineux m'a à nouveau tabassé, ajoute-t-il. J'étais sans doute le seul Blanc à avoir été interpellé : il y avait beaucoup de jeunes Noirs, le nez contre le mur du local. J'ai vu certains d'entre eux recevoir des coups de matraque sur les jambes et se faire traîner de « sales sièges ».

Entendu par la « police des polices » parisiennes, vendredi 3 septembre en fin d'après-midi, M. Germain a annoncé sa volonté de porter plainte pour violences policières.

E. In.

Neuf personnes gardées à vue après les incidents du Parc des Princes

L'étude des films et photos de l'agression dont avaient été victimes des CRS au Parc des Princes, le 28 août lors du match Caen-Paris-SG (le Monde du 31 août) ainsi que les déclarations de supporters ayant répondu à l'appel à témoins de la préfecture de police de Paris ont conduit, vendredi 3 septembre, à la mise en garde à vue de neuf personnes. Agés de dix-huit à vingt-cinq

ans, la plupart de ces jeunes gens n'étaient pas jusqu'alors « fichés » par la police pour leur participation à des incidents violents dans des stades de football, indique-t-on de sources proches de l'enquête. Ils n'appartiennent pas au noyau des « politiciens-skinheads » ou autres – un temps répertoriés parmi les durs des supporters du PSG –, indique-t-on de même source.

EN BREF

■ Lancement réussi d'une fusée Atlas. – Une fusée américaine Atlas-1, construite par la société General Dynamics, a mis en orbite, vendredi 3 septembre, le satellite de communications de la marine américaine UFO-2. Le succès de cette mission de 133 millions de dollars arrive à point pour la firme, qui se veut le concurrent le plus dangereux de la fusée européenne Ariane avec son lanceur Atlas-2 AS. General Dynamics doit en effet montrer à la clientèle que les problèmes des Atlas sont désormais maîtrisés et faire oublier les échecs que le lanceur américain avait essuyé en août 1992 et en mars 1993.

■ Douze Français parmi les Enfants de Dieu arrêtés en Argentine. – Douze Français (dix enfants et deux adultes) se trouvaient parmi les adeptes de la secte des Enfants de Dieu qui font l'objet d'une enquête judiciaire en Argentine, confirmait-on, vendredi 3 septembre, dans les milieux français de Buenos-Aires (le Monde du 4 septembre). Ils ont une double nationalité (française et américaine) et jouissent du statut de résidents en Argentine.

266 enfants ont été placés dans des foyers dépendant du conseil pour mineurs et la famille. Dans leur grande majorité, ils sont de nationalité étrangère (Américains, Britanniques, Canadiens, Espagnols...), comme la dizaine d'adultes également arrêtés à la suite des perquisitions policières opérées le 1^{er} septembre dans dix centres de la secte à Buenos-Aires, et dans la banlieue résidentielle du nord de la capitale. – (Corresp.)

RAYONNAGES BIBLIOTHÉCAIRES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
R.M. LEROY, éditeur - 205, av. de Malte
75014 Paris. M^o Atlas - Tél. : 45-40-57-46

(Publicité)

L'INDE EN DEUX-ROUES

Fabricants et exportateurs principaux de pièces détachées de vélos en Inde recherchent fabricants de moyeux alu d'alliage par processus forge à froid, et personnes ayant connaissances techniques.

Contactez : EASTMAN INDUSTRIE (Inde)
Fax : 91-161-67-09-34/35

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Un ambassadeur du pape à Pékin

La visite du cardinal Etchegaray pourrait améliorer les relations entre le Saint-Siège et la Chine

La visite-surprise à Pékin, au prétexte d'inauguration des Jeux nationaux, du cardinal Roger Etchegaray, président du conseil Justice et paix, ambassadeur itinérant de Jean-Paul II, arrivé vendredi 3 septembre (Le Monde du 4 septembre), pourrait constituer un premier pas vers une normalisation des rapports entre la Chine et le Saint-Siège.

PÉKIN

Des milliers de prêtres, des dizaines de centaines de milliers de chrétiens, ont eu à pâtir de la fidélité à leur foi sous le règne de Mao Zedong et encore pour certains sous celui de Deng Xiaoping. Aussi la visite du cardinal français Roger Etchegaray représente-t-elle un événement de taille, comparable à des visites historiques comme celles de Henry Kissinger pour le début de normalisation sino-américaine.

Pékin et le Saint-Siège se trouvent de facto engagés dans un processus de rapprochement de portée diplomatique considérable, compte tenu de la dimension taïwanaise que comportent leurs liens. La République populaire a bien accueilli les appels récents du pape, qui a renouvelé en juin son vœu de pouvoir se rendre un jour en Chine. Mais elle exige que le Saint-Siège rompe ses relations diplomatiques avec Taïwan, avant de reprendre des rapports normaux.

avec Pékin, ce qui semble hors de question pour Jean-Paul II. Arrivant à Pékin, le cardinal Etchegaray, premier ambassadeur itinérant du Vatican officiellement invité en Chine — même s'il assure qu'il n'est pas en visite officielle, — a plaisanté sur son entrée dans la capitale : « par la porte du sport, la porte de la jeunesse ». C'est une porte magnifique, la porte de l'avenir du pays », a-t-il ajouté, avant d'assister, samedi 4 septembre, à l'inauguration des Jeux nationaux, grand-messe sportive qui porte à son point culminant la campagne pour la candidature de la capitale chinoise aux Olympiades de l'an 2000.

Eglise « patriotique » et Eglise du « silence »

L'exercice sportif remet en mémoire le célèbre épisode de « la diplomatie du ping-pong » qui avait précédé au rapprochement sino-américain. Au demeurant, les dossiers épineux se trouvant sur le chemin d'une normalisation, encore très hypothétique, entre Rome et Pékin ne sont pas moins nombreux qu'autrefois ceux qui opposaient la Chine aux États-Unis : outre la question de Taïwan, il y a les reproches permanents de la Chine envers le Saint-Siège pour son soutien moral aux catholiques qui refusent l'allégeance au régime communiste de l'Eglise officielle, dite « patriotique ».

Le Vatican, qui ne reconnaît pas cette Eglise, a procédé de son côté

à la nomination secrète de prêtres en Chine. Si Pékin a effectué des gestes de conciliation en libérant des derniers mois, une vingtaine de prêtres catholiques, de nombreuses personnes se trouvent encore en prison pour avoir organisé les fidèles en cercles religieux considérés comme subversifs. De premiers efforts de rapprochement avaient eu lieu à la fin des années 80, permettant la visite, en 1988, du cardinal philippin Jaime Sin. Ce réchauffement des liens s'était interrompu lors de la crise de Tiananmen en 1989, Pékin estimant que le Saint-Siège avait une part de responsabilité dans le spectaculaire renouveau du sentiment religieux, souvent anticomuniste. En ville, de nombreux jeunes ont embrassé la foi chrétienne dans un évident rejet de l'idéologie dominante.

L'Eglise « patriotique » rassemble officiellement près de quatre millions de membres, mais on estime à au moins autant voire beaucoup plus, les fidèles de l'Eglise « du silence ». Au demeurant, les ponts ne semblent plus aussi coupés que par le passé entre le clergé officiel et le clergé clandestin. Par endroits, on constate que l'essor économique a permis aux chrétiens locaux de rénover les églises, qui affichent désormais façades et portails pimpants, et croix triomphante.

FRANCIS DERON

SPORTS

TENNIS : les Internationaux des États-Unis

Mats Wilander, au bout du suspense

Les têtes de série continuent de tomber aux Internationaux de tennis des États-Unis. Vendredi 2 septembre, le Croate Goran Ivanisevic (n° 8) a été battu au deuxième tour par l'Espagnol Carlos Costa. Chez les dames, l'Allemande Anke Huber (n° 9) et la Sud-Africaine Amanda Coetzer (n° 15) ont été respectivement éliminées, au troisième tour, par la Japonaise Kimiko Date et l'Américaine

Lindsay Davenport. La Française Mary Pierce a dominé la Néerlandaise Brenda Schultz. Cédric Pioline (n° 15) s'est difficilement qualifié pour la troisième manche en battant l'Américain Jared Palmer. Il rencontrera le Suédois Mats Wilander, qui a battu son compatriote Mikael Pernfors au terme d'un match en cinq sets qui s'est achevé au milieu de la nuit.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial C'est un match en miroir. De chaque côté du filet, Mikael Pernfors et Mats Wilander se renvoient les mêmes coups, frappés d'un revers à deux mains identiques ou d'un ample coup droit, leurs bras écartés comme les ailes d'un albatros. Leurs muscles semblent taillés dans le même marbre : ils ont la même puissance. Leur sens du jeu aurait été appris chez le même professeur. Les deux Suédois donnent tous deux ces mêmes effets à la balle, qui ne cesse d'effleurer le filet. Leurs échanges sont parfois d'une longueur étonnante, tout en douceur, en fausse candeur, achevés dans la violence d'un smash, d'une volée.

Il est plus de 2 heures du matin. Les deux revenants du tournoi sont à égalité, deux manches partout. Ils font durer le plaisir. Leur plaisir. Ni l'un ni l'autre ne veut quitter si vite la compétition qu'ils viennent tous deux de reprendre après une si longue absence. Cela va faire quatre heures qu'ils jouent. C'est un match mal ficelé de joueurs acharnés à défendre leur ligne de fond de court. Ce qui en fait la beauté, c'est la résistance de deux hommes, rivaux vers cette victoire qui n'en acceptera qu'un, cloués au pilori par un point perdu bêtement, par leurs nerfs à vif. C'est la rencontre de l'insure, du

coup de théâtre. Il y a deux heures, Mikael avait le match bien en main : il venait d'empocher la deuxième et la troisième manche 6-3, 6-1. Wilander était pris à la gorge. Et puis, un petit rien, quelque chose qui grippe, une balle qui heurte la bande du filet pour retomber du mauvais côté, la confiance qui change de camp et la bagarre qui continue jusqu'au bout de la nuit, forgée de longs échanges insidieux, stressants.

Le lutin et le tueur

Mikael Pernfors et Mats Wilander ont fait leur retour au sommet. Ils ont fait de cette rencontre un rite initiatique, leur ouvrant la voie d'une nouvelle carrière probable. En quatre heures, tout rond, le premier à retrouver son sens du spectacle, petit lutin, ludion acharné, facétieux, diabolique, tirant des passing-shots invraisemblables, allant se rouler sur le ciment à s'en faire mal pour rattraper une balle impossible. Mats Wilander, quant à lui, a retrouvé sa patience de joueur d'échecs, cette puissance de concentration qui lui a permis de tenir debout — on ne sait pas très bien comment — malgré l'âge de ses artères et le manque de compétition.

Il disait qu'il était venu à Flushing Meadow pour s'amuser. Il a trompé son monde. Il est venu

pour la gloire, le fighting spirit. En deux rencontres, il a disputé sept manches et quatre jeux décisifs. Il y a retrouvé un instinct de tueur. De son prochain adversaire, Cédric Pioline, il s'est souvenu comme d'une guigne, comme si, par cette incroyable nuit new-yorkaise, qui respirait la fièvre d'une finale de tournoi du Grand Chelem devant un public qui faisait la « hola », Mats Wilander était redevenu numéro un mondial, réconcilié avec lui-même, avec son tennis de glace, lui ajoutant le feu.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats du vendredi 3 septembre

SIMPLE MESSIEURS
Deuxième tour
Premier quart du tableau
J. Courier (E.U.) n° 1) b. M. Joyce (E.U.) 6-1, 6-2, 6-2; M. Washington (E.U.) b. D. Flach (E.U.) 7-5, 6-3, 6-2; M. Wilander (Sué.) b. M. Pernfors (Sué.) 7-6, 3-6, 1-6, 7-6, 6-4; C. Pioline (Fra.) n° 15) b. J. Palmer (E.U.) 4-6, 3-6, 5-7, 7-5, 6-1; R. Krajicek (P.B.) n° 10) b. A. Berasategui (Esp.) 6-1, 6-2, 6-4; T. Martin (E.U.) b. R. Brash (All.) 6-3, 4-1, ab.; K. Borwick (Aus.) 6-4, 6-4, 6-4; C. Costa (Esp.) b. G. Ivanisevic (Cro.) n° 11) 6-3, 7-6, 7-6; J. Morgan (Aus.) b. J. Cunha-Silva (Por.) 6-3, 6-3, 2-6, 7-5; W. Masur (Aus.) b. P. Kuhnert (All.) 6-4, 6-4, 5-7, 7-6; J. Sanchez (Esp.) b. L. Mattar (Bré.) 7-5, 6-1, 6-7, 4-6, 6-3.

Deuxième quart du tableau
B. Becker (All.) n° 4) b. J. Hasek (Sui.) 6-2, 6-2, 6-4; S. Cortes (Chi.) b. J. Eltingh (P.B.) 4-6, 6-4, 7-6, 6-4; R. Fromberg (Aus.) b. T. Woodbridge (Aus.) 5-7, 2-6, 7-6, 6-3, 6-0; M. Larsson (Sué.) b. N. Borwick (Aus.) 6-4, 6-4, 6-4; C. Costa (Esp.) b. G. Ivanisevic (Cro.) n° 11) 6-3, 7-6, 7-6; J. Morgan (Aus.) b. J. Cunha-Silva (Por.) 6-3, 6-3, 2-6, 7-5; W. Masur (Aus.) b. P. Kuhnert (All.) 6-4, 6-4, 5-7, 7-6; J. Sanchez (Esp.) b. L. Mattar (Bré.) 7-5, 6-1, 6-7, 4-6, 6-3.

SIMPLE DAMES
Troisième tour
Premier quart du tableau
S. Graf (All.) n° 1) b. J. Wiesner (Aut.) par forfait; M. Pierce (Fra.) n° 13) b. B. Schultz (P.B.) 7-5, 7-6; L. Davenport (E.U.) b. A. Coetzer (RSA) n° 15) 6-1, 6-2; G. Sabatini (Arg.) n° 5) b. G. Helgeson (E.U.) 4-6, 6-2, 6-4.

Deuxième quart du tableau
C. Martinez (Esp.) n° 4) b. A. Frazier (E.U.) 6-3, 6-1; M. Malveaux-Fragnière (Sui.) n° 11) b. S. Hack (All.) 6-4, 6-3; K. Date (Jap.) b. A. Huber (All.) n° 9) 6-3, 6-2; J. Novotna (Rép. tch.) n° 8) b. L. Golarsa (Ita.) 6-4, 6-3.

(Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.)
FOOTBALL : le Dynamo Tbilissi exclu pour corruption par l'UEFA. — Le Dynamo Tbilissi a été exclu, vendredi 3 septembre, de la Coupe d'Europe des clubs champions pour avoir tenté d'acheter l'arbitre et les juges de touche, avant son match du tour préliminaire contre Linfield (Irlande du Nord) en août. Le club géorgien avait « fait verser par un intermédiaire un montant global de 5 000 dollars à l'arbitre et aux juges de touche », a ajouté la commission. Le Dynamo s'était qualifié pour la Ligue des champions après avoir remporté le match aller 2-1 le 18 août et obtenu le nul à Belfast en match retour.

Le Monde L'ÉCONOMIE

Le Monde ÉDITIONS

Où va l'État ?
La souveraineté économique et politique en question sous la direction de René Lenoir et Jacques Lesourne
EN VENTE EN LIBRAIRIE

COMMUNICATION

En rachetant la plupart des actions de Nicolas Seydoux

La Générale occidentale devient actionnaire majoritaire du « Point »

Nicolas Seydoux, PDG de la société Gaumont et actionnaire majoritaire du Point (51 %), a annoncé la cession officielle à la Générale occidentale (GO), filiale d'Alcatel-Alsthom, d'un peu plus de 40 % du capital de l'hébdomadaire. Il

conservait 10 % (nos dernières éditions du 4 septembre). Il a indiqué que « l'opération s'est déroulée avec le plein accord de la direction de la rédaction et du management du Point ». Une réunion entre la direction et les salariés du Point

doit avoir lieu lundi 6 septembre, où sera notamment évoquée l'indépendance du titre, réaffirmée par M. Seydoux et avalisée par la GO. Celle-ci contrôle la totalité de l'Express et plus de 80 % du Point.

Le pragmatisme de Pierre Suard

Il y a un an, alors que le groupe Alcatel-Alsthom, présidé par Pierre Suard, annonçait, après un chassé-croisé de démentis et de rumeurs, avoir acquis 40 % du capital de l'hébdomadaire le Point, les commentateurs bruisaient à propos de l'opération (1). A eux deux, le groupe Express et la Sebdo totalisaient un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs (1 milliard pour le premier, 414 millions pour le second). Selon diverses sources, les deux opérations de rachat des parts du Point représentaient un coût total pour la GO de l'ordre de 220 millions de francs. Deux chiffres qui sont des poutres d'eau face au chiffre d'affaires du groupe et aux capitaux qu'il peut mobiliser. « C'est étonnant par rapport aux enjeux d'Alcatel », fait remarquer un patron de presse. Le groupe qui mobilise l'attention de M. Suard, c'est la privatisation de France Télécom.

M. Suard, disait-on, ne ferait qu'une bouchée de *Figaro*, et plus tard d'Havas. L'annonce officielle, vendredi 3 septembre, de la prise de contrôle majoritaire du Point, via le rachat d'un peu plus de 40 % des parts de Nicolas Seydoux, patron de la société Gaumont et actionnaire majoritaire de l'hébdomadaire depuis 1981, relance la question de l'intérêt de M. Suard pour les médias et celle de la stratégie qu'il est censé développer dans ce domaine. En plus du groupe Express, qu'elle contrôle à 100 %, et de la Sebdo, société éditrice du Point, dont elle détient désormais un peu plus de 80 %, la filiale d'Alcatel-Alsthom spécialisée dans les activités de communication, la Générale occidentale (GO), est présente à hauteur de 24,3 % dans le capital du premier groupe de presse professionnelle, CEP Communication, et à 34 % dans le deuxième éditeur français, le Groupe de la Cité.

Mais si l'intérêt pour les médias est patent, la stratégie semble essentiellement pragmatique, animée toutefois par de fortes convictions, qui se fondent sur la nécessaire industrialisation du secteur et sur la volonté de faire barrage à l'entrée des groupes étrangers sur le marché français. Pierre Suard, patron du deuxième groupe industriel privé français, homme secret et impénétrable s'il en est, n'a jamais fait mystère du poids minime que constitue son petit média à l'aune de son empire. « On nous attribue vraiment un appétit féroce dans la presse. On nous voit derrière tous les groupes de presse dont on pense qu'ils peuvent venir sur le marché. Nous gardons la tête froide

dans ce domaine, pour lequel je confirme notre intérêt. Mais c'est pour nous une activité qui reste très petite par rapport à l'ensemble du groupe, quelques pour cent, et je n'envisage pas que cette proportion puisse changer de façon essentielle », déclarait-il récemment (1). A eux deux, le groupe Express et la Sebdo totalisaient un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs (1 milliard pour le premier, 414 millions pour le second). Selon diverses sources, les deux opérations de rachat des parts du Point représentaient un coût total pour la GO de l'ordre de 220 millions de francs. Deux chiffres qui sont des poutres d'eau face au chiffre d'affaires du groupe et aux capitaux qu'il peut mobiliser. « C'est étonnant par rapport aux enjeux d'Alcatel », fait remarquer un patron de presse. Le groupe qui mobilise l'attention de M. Suard, c'est la privatisation de France Télécom.

Un secteur sous-capitalisé

L'intérêt de Pierre Suard pour les médias est postérieur au rachat en 1987 de la Générale occidentale de James Goldsmith. Dans la corbeille, M. Suard trouve le groupe Express, qu'il confie à Ambroise Roux. Flamboyant patron de la GO, il est comme lui proche du RPR, mais leur inimitié n'est un secret pour personne. Le patron d'Alcatel-Alsthom, qui s'appelait alors la Compagnie générale d'électricité (CGE), ne prête pas une grande attention au développement du pôle médias de son groupe. « Il a d'abord eu l'enfer de la vendre. Quant nous le voyions pour lui parler de l'Express, il ne nous disait rien. Il n'avait semble-t-il aucune idée, sinon celle de se débarrasser d'Ambroise Roux », confie l'un de ceux qui présidaient aux destinées du groupe Express. « Nous savons faire des acquisitions, nous savons aussi faire des cessions », assure Pierre Suard lui-même à cette époque (Le Monde du 3 juin 1989).

Après avoir poussé à la retraite Ambroise Roux en 1988, M. Suard

procède à la nomination en 1992, à la faveur d'une révolution de palais, de l'une de ses fidèles, Françoise Sampermans, à la tête du groupe Express. Cette nomination va l'inciter à modifier sa vision de son activité médias. Même si elle demeure marginale, « ce qui intéresse Pierre Suard et qui constitue le cœur de son groupe, c'est la téléphonie, le matériel ferroviaire, etc. La presse n'est pas notre métier », fait remarquer un membre de l'état-major d'Alcatel. Certains proches se souviennent pourtant de l'irritation de Pierre Suard à l'égard des commentateurs de certains journaux. Ils notent aussi qu'après une rencontre avec le président de Fiat, Giovanni Agnelli, par ailleurs propriétaire de journaux comme la *Stampa*, Pierre Suard aurait jeté un œil neuf sur l'univers de la presse et sur son pouvoir.

Après Ambroise Roux et Willy Stricker, PDG de l'Express jusqu'en 1991, qui avait déjà commencé à rationaliser le groupe de presse, M. Sampermans, dont l'arrivée à la tête du groupe Express coïncide avec les débuts de la récession publicitaire, met de l'ordre dans la maison. Des titres du groupe sont arrêtés ou cédés — *Bellefleur*, *Biba*, — des dépôts sont délaissés. Et le 16 septembre 1992 l'entrée de la GO dans le capital du Point est officialisée.

Dans cette opération, le patron d'Alcatel-Alsthom a donné sa bénédiction à M. Sampermans. En se fondant sur des raisons pragmatiques. « L'intérêt que nous portons à la presse suscite auprès des médias nous fait de la publicité pour eux. C'est le principal avantage de la prise de contrôle de l'Express et du Point », explique alors M. Suard. Au-delà de ce cynisme de façade, M. Suard et M. Sampermans partagent une même vision de la presse : c'est un secteur sous-capitalisé et peu industrialisé, que sa faiblesse met à portée de la voracité des groupes étrangers. « Les groupes de presse sont fragiles par rapport aux étrangers. C'est une responsabilité citoyenne que d'investir dedans et d'industrialiser le secteur », renchérit M. Suard. Tout-

fois, l'intérêt de M. Sampermans pour RMC ou pour *Investir*, s'il n'est pas démenti, ne fait pas partie d'une stratégie cohérente, pour les observateurs. En revanche, la création d'un groupement d'intérêt économique (GIE) coiffant la fabrication, la promotion et la publicité des deux hebdomadaires, placé sous la responsabilité de Bernard Wouts, PDG du Point, procède de cette volonté de renforcer les deux titres, dans une période néfaste sur le plan publicitaire. « Les effets du GIE devraient être positifs et les deux titres visent l'équilibre ou des bénéfices en 1993 », assure M. Wouts.

Des questions se posent toutefois sur l'Express et le Point, sur leur indépendance rédactionnelle et leur rapprochement, voire leur fusion, à la faveur du GIE. En privé, M. Sampermans a refusé violemment ce projet en lançant : « Nous n'avons pas investi des centaines de millions pour fusiller le Point ». « Le GIE est là : les deux sociétés restent indépendantes, je garde les mêmes organisations, les directions ne bougent pas et les rédactions restent concurrentes », a-t-elle par ailleurs déclaré. A la rédaction du Point, on estime que la prise de contrôle par Alcatel « va permettre de réinvestir dans un titre qui a contrario de l'Express ne perd pas d'argent, mais nécessite une relance », et on se fonde sur la charte d'indépendance que Nicolas Seydoux a négociée auprès des nouveaux propriétaires. Les tentations que M. Suard pourrait avoir de jouer du « levier politique » des deux titres sont écartées d'un revers de main. « Avec l'Express et le Point, il possède un titre chirurgical et l'autre balladurien », ironise un journaliste, tandis qu'un politologue note que « les gestes de M. Suard en matière de presse sont pour l'instant purement financiers, pas éditoriaux ».

YVES-MARIE LABÉ

(1) Les Echos du 28 janvier 1993.

sous la pression verte

selon Mercedes

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres.

Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres. Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres. Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres. Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres. Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres. Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres. Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres. Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres. Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres. Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres. Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

Le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpfer, n'écarter pas un renforcement de la notation fiscale sur les carburants, et il souligne que le CEE se fixe pour norme, à l'horizon 2008, une consommation moyenne de 8 litres aux 100 kilomètres. Ce qu'a déjà envisagé Mercedes en projetant, contrairement à toutes ses traditions, une petite voiture de ville, qui sera munie d'un moteur « écologique ».

CULTURE

CHEZ LES PEINTRES

Lichtenstein, le classique américain

Avec Roy Lichtenstein, l'un des maîtres du pop art américain, s'achève la série « Chez les peintres » entamée début août.

Une grille noire, une caméra, un interphone, une secrétaire — l'atelier de Roy Lichtenstein est fort bien défendu contre les importuns. Il se dissimule dans un quartier chic de Manhattan, quartier de petites rues ombragées et de maisons de briques hautes de deux ou trois étages — pas plus. La plupart de ces demeures ont de belles portes de bois vernies, des plaques dorées qui annoncent la brillante profession du propriétaire et des plantes vertes derrière les carreaux des bow-windows. Ici, New-York ressemble à Londres ou à Amsterdam, quelques limousines en plus.

Peut-être ces logis de bon goût ont-ils le dallage noir et blanc, l'escalier large et les potiches chinoises monumentales qui embellissent l'entrée où la secrétaire de Lichtenstein précède le visiteur. Il la suit, déconcerté de se trouver dans une demeure où tout respire l'opulence et la sérénité. Il s'attendait à découvrir l'atelier de l'un des illustres peintres américains de son temps, il est introduit dans un hôtel particulier qui pourrait être la résidence d'un banquier ou un consulat.

Son trouble s'accroît quand il pénètre dans un bureau admirablement aménagé et confortable — fauteuils de cuir, bibliothèque de style anglais, bar, ordinateur, fax, rayonnages d'archives, livres d'art. Il tient lieu de vestibule à l'atelier lui-même, enfin révélatrice — très vaste espace sous une verrière. Lumière égale, lumière verte de serre ou d'aquarium — il pleut sur New-York ce jour-là. Musique apaisante d'une station radio qui entrecoupe les enregistrements de messages publicitaires. De grands palmiers en pot au centre de la pièce. Lichtenstein quitte sa table à dessin et s'approche. Il est vêtu en artiste, ni en financier, ni en ambassadeur. Son bleu-jean et son catogan de cheveux gris dénotent autant qu'il faut dans un intérieur si parfaitement aménagé. Touche d'incongruité justement mesurée.

« Je préfère ma vie de reclus »
Empressé et méfiant, il observe le visiteur. Ce dernier, déconcerté de découvrir un laboratoire où rien ne suggère l'urgence et le désordre de la création, ne trouve rien d'autre à dire que son étonnement. Le peintre s'en amuse. « Je n'aimerais pas vivre dans un intérieur trop pop », il sourit un peu. « J'aime la calme distance. Je désire sortir en ville, j'ai horreur du quartier des galeries. Je ne voyage pas non plus. Je préfère ma vie de reclus... »

Mais la célébrité... Vous êtes un symbole...
« J'y pense le moins possible... De toute façon, ça vaut mieux que d'être un inconnu... »
Le sourire a disparu. La remarque était inopportune, sans doute. Silence gêné. Lichtenstein y met fin, très courtois à nouveau : « Promenez-vous dans l'atelier, je vous en prie. Nous parlerons plus tard, si vous le voulez bien... »
Lente promenade, donc, pendant que l'artiste revient à son travail. Le parquet luit admirablement, un parquet que ne souille aucune tache de peinture. Où est la peinture, du reste ? Pas la moindre odeur d'huile ou d'essence, pas de boîtes de conserves où trempent des pincesaux, pas de tubes écrasés. Serait-ce donc que Lichtenstein travaille ailleurs ? Un assistant quinquagénaire, l'air professionnel et préoccupé, est là cependant, qui agrandit jusqu'au monumental le dessin d'une sculpture qui figure une table de jardin, une chaise et une plante grasse. Il s'applique, règles, tire-ligne, calques, calculatrice.

Il ne se retourne pas, il n'interrompt pas son labeur méthodique — il a mieux à faire que la conversation. Aux murs, des affiches commémorent les rétrospectives de Lichtenstein dans le monde entier et des

expositions consacrées à l'histoire du pop art. Une autre, qu'il a conçue à l'occasion de la dernière campagne présidentielle, célèbre Bill Clinton sur fond de salon ovale et signale les convictions démocrates du maître. Sur des chevalets, quelques toiles en cours ou terminées, intérieurs américains et figures stéréotypées de la beauté féminine telle que la concevaient les magazines de mode et les publicités pour maillots de bain. Sur des socles cylindriques, quelques sculptures d'acier galvanisé, un masque africain décomposé en une armature de tiges et un profil grec ou étrusque réduit à une seule ligne serpentine. Luxueux pastiches. Hasard ou préméditation, les œuvres semblent disposées de manière à rappeler au visiteur l'œuvre et les principes majeurs de Roy Lichtenstein, description de la société contemporaine, composition nette et claire, froideur de l'exécution, pop poussé jusqu'à la perfection glacée.

Dans un angle de l'atelier, une peinture incomplète attend d'être achevée — nu féminin dans le style des comics, ligne épurée des bandes dessinées, couleurs plates et vives. Des pastilles rondes et noires sont dispersées sur le corps. Lichtenstein, ayant achevé sa besogne ou jugé que la promenade avait assez duré, s'approche et s'explique. « J'ai repris l'idée du clair-obscur, des pastilles — vous voyez, celles sont de différentes tailles — indiquent l'ombre. Plus elles sont larges et serrées, plus l'ombre est dense. Ainsi, je réintroduis un modèle sans avoir recours à aucune modulation de couleurs, sans rompre la frontalité... »

En manière de preuve, il désigne l'esquisse sur papier, pastillée autant que la toile. Comment l'a-t-il exécutée ? « Avec des adhésifs et des collages, simplement. C'est un moyen rapide de savoir si la couleur convient ou ne convient pas. S'il le faut, j'enlève, je recolle — ce sont de simples procédés techniques, proches de ceux dont use la publicité. Ils permettent la vitesse dans l'exécution. Ils suppriment l'attente. Grâce à eux, je peux savoir à l'instant où j'en suis. Si je pei-

gnais directement, il me faudrait tout changer pour corriger. Là, il suffit de décoller et de déplacer... »
Justification technique. A l'hypothèse selon laquelle procéder par collage serait encore rendre hommage au cubisme, il réagit aussitôt, comme pressé de couper court à tout malentendu, à toute interprétation incongrue. « Le collage tel que je l'emploie n'a rien à voir avec celui de Picasso et de Braque. Eux s'en servaient pour introduire des journaux, des tickets, toutes sortes de fragments. Aux yeux d'un Américain, leurs collages font très européen. Ils n'ont pas la saveur de tous les jours. Vraiment, ça n'a aucun rapport... »

Pour la peinture, ce n'est pas moins simple, à l'en croire. « Je peins avec des caches, j'évite tout ce qui deviendrait un effet de touche ou de matière. Il faut que la peinture soit lisse et mince... » Pour quelle soit efficace et cohérente, il faut encore qu'elle n'emploie guère que les couleurs primaires. « Elles conviennent aux formes simples. C'est ce que Calder a compris et démontré dans ses sculptures. C'est aussi ce que démontrent les bandes dessinées : il faut éviter tout désaccord entre des formes simples et des couleurs trop nuancées... »

Il examine encore le nu. « Il est assez classique, les formes sont idéales. C'est ce que je voulais, a good looking girl, une fille vraiment bien... ces lignes... elles sont plutôt du côté de David que de celui de Delacroix. Ou encore du côté des dessins d'Ingres... J'admire beaucoup ses dessins. Tous ces surplis ? Mais il y a des aspects classiques dans mon travail, comme il y a des formes idéales dans le graphisme des bandes dessinées, du reste... » Se considérerait-il lui-même comme un classique ? La question semble lui plaire. « De temps en temps — dans la mesure où les contours, le dessin n'importe pas plus que les couleurs — et dans la mesure où j'aime ces formes idéales... »

La promenade continue, entre les tableaux, jusqu'à une grande composition en cours, vue d'un intérieur confortable orné de tableaux abstraits, l'in-

térieur d'un collectionneur américain, par exemple, traité à la façon d'un décor de comics. « J'invente à partir de la publicité et des magazines. J'ajoute à ces images des peintures, pour introduire des éléments inhabituels. Ce sont des allusions aux artistes du vingtième siècle. Ce sont aussi des inventions — de fausses œuvres dans la manière de l'un ou de l'autre. Et ce sont encore parfois des allusions à ma propre œuvre. Ainsi, la peinture est dans la peinture... »

Est-ce encore du pop ? « Le pop ? J'explore autre chose désormais, même si tout ce que je fais s'inscrit dans la même logique que mes œuvres pop. Je procède autrement. Je veux aller au-delà du pop... »

« Je suis un cannibale »

Pour se justifier plus à son aise, pour expliquer son classicisme et ses ambitions, il propose de s'asseoir dans la bibliothèque. Sur une table basse entre les fauteuils, comme par hasard, un exemplaire de Lolita est posé sur des catalogues. L'explication reprend : « Mettez en présence, par exemple, un Titien et un Holbein. Holbein est plus aigu. Le naturalisme supprime les effets de touche. Titien procède à l'inverse. Dans la peinture vénitienne — je l'aime, évidemment, n'allez pas croire le contraire — je vois une inflexion de la touche, une exhibition de plus en plus visible du geste. Cette école a atteint son apogée avec De Kooning, une peinture gestuelle et expressionniste. Mais où aller ensuite dans ce sens ? Mon goût va vers ces peintres, Titien, De Kooning — ma peinture va à l'opposé... »

Les deux points lui importent également. Il insiste afin de convaincre son interlocuteur qu'il a la plus grande admiration pour les peintres de la touche et du geste. Il dit ne rien mettre au-dessus de l'école vénitienne dans l'art ancien. Mais il ne dit pas moins fortement que son œuvre n'a guère de parenté avec ces modèles, ni avec les peintres américains de la génération qui a précédé la sienne — Pollock, De Kooning, tous les héros de l'expres-

sionnisme abstrait de l'après-guerre.

« L'expressionnisme abstrait est d'origine européenne. Il a été influencé par Venise, par Van Gogh, par l'école de Paris et encore par la calligraphie. Plus le surréalisme. Les surréalistes parisiens ont vécu ici pendant la guerre, il ne faut pas l'oublier. Tout cela est cohérent : c'est l'histoire des débuts de la première école new-yorkaise... »

Mais mes premières œuvres étaient déjà à l'inverse. Elles provenaient des bandes dessinées, des réclames, des affiches des stations-service — elles étaient américaines, purement américaines. C'est là ce que je recherchais, ces stéréotypes ordinaires, dépourvus de toute caractéristique particulière — des images qui soient comme les motifs le long des routes... Des stéréotypes, vraiment.

C'est d'ailleurs pourquoi je serais incapable de peindre des portraits. Si j'en faisais, je n'obtiendrais que des figures toutes identiques. Je ne vois pas

appliquer ces procédés à l'histoire de l'art et réduit un Portrait de M^{me} Cézanne à son fantôme. Figure majeure du pop art, peintre prolifique, il n'a cessé, depuis cette époque, de développer une œuvre fidèle à ses premiers principes.

Qu'il figure des intérieurs au modernisme stéréotypé, des scènes inspirées par les comics et le cinéma ou qu'il parodie cubisme, futurisme, abstraction géométrique ou abstraction lyrique, Lichtenstein poursuit logiquement la description du monde contemporain. De très nombreuses expositions et rétrospectives l'ont fêté aux Etats-Unis et en Europe.

Il vit et travaille à New-York.



les différences entre les visages. Ils se ressemblent tous...

— Comme les visages multipliés à l'infini de Warhol...
— Si vous voulez... C'était un ami...

— Et comme les personnages d'Hélios dans les années 40...

— Oui. Je connais ces œuvres. Je crois les avoir vues au Guggenheim. Elles m'ont marqué, sans doute. Avec d'autres, évidemment, avec celles de Stuart Davis et de Fernand Léger. Ceux-là m'ont influencé. Ils ont influencé le pop en général.

— Edward Hopper aussi ?

— Hopper ? Il y a de l'ironie dans ses toiles, et le sentiment de la solitude. L'Amérique de l'après-guerre, c'était tout autre chose, le règne des produits, du produit. Les arts ménagers, les automobiles, les machines à laver, les réfrigérateurs... L'Amérique m'apparaît comme un lieu fou, ou presque fou, fou dans la production, fou de production... J'ai voulu que mon travail soit à la mesure de cette folie de la production — quelque chose de typiquement américain. Voilà pourquoi l'Europe considère mes toiles comme elle considérait le jazz jadis : comme des œuvres étrangères et un peu vulgaires.

Un temps, « Quand Picasso peint ses Ménines, ce qu'il en fait est à la fois vulgaire et fou — comme l'époque. Je veux accomplir le même travail de vulgarisation... »

« Je me livre au cannibalisme. Je suis un cannibale, comme Picasso encore. Il l'a fait avec Velasquez, Manet, Delacroix, Poussin... Moi, je me suis saisi de Matisse ou de Mondrian — ou de Picasso — pour les réinterpréter, si je puis dire. Je fais ma propre peinture avec leurs et je les transforme. Il ne s'agit pas de citations ni d'hommages. Quand Van Gogh copie Millet, il fait de Millet son sujet et lui rend hommage. Je ne fais rien de tel... »

Le mot « pastiche » ne lui convient pas davantage, ni l'idée que ses œuvres seraient essentiellement ironiques. Il préfère décidément « cannibalisme » et « réinterprétation », afin de rendre plus manifeste qu'il invente une peinture nouvelle — la peinture de l'époque — en incorporant celles qui l'ont précédée, sans les imiter. « La dévotion n'est pas mon propos. Je ne cherche pas une position ironique. Un travail ironique qui n'a pas de forme — celui des artistes conceptuels — ne m'intéresse pas. Je ne sais pas quand un travail conceptuel devient artistique — c'est difficile à dire... Il m'est impossible de tenir le conceptuel pour véritablement artistique, en fait... »

Il désigne d'un geste les toiles en cours. L'atelier tout entier, les catalogues dans la bibliothèque — tout ce qui affirme la force de l'œuvre, tout ce qui donne du poids à ses phrases. « Je crois toujours à la composition, à l'unité des contrastes, à l'accomplissement d'une œuvre de peinture cohérente... »

PHILIPPE DAGEN

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 30 AOÛT AU 3 SEPTEMBRE 1993

PARIS

Ouverture du bal

INDICE CAC 40
-1,27%

Deux records et puis rien, des augures de plus en plus partagés, un président déplorant le niveau élevé de son action, des résultats semestriels décevants, un ministre de l'économie annonçant la reprise économique et révisant le nom de la première privatisée : tel pourrait être, en esquivant, le film de cette semaine déconcertante.

Ces cinq séances se terminent par un recul hebdomadaire de 1,27 % de l'indice CAC 40 marquant la première véritable pause après la flambée quasi-ininterrompue déclenchée par la tourmente monétaire des derniers jours de juillet. Lundi et mardi, la Bourse a continué sa progression (+1 % et +0,45 %) et l'indice CAC 40 a inscrit deux records consécutifs avec un plus haut en séance le 31 août (-2 222,87 points), puis en clôture (-2 218,48 points). Dès mercredi, la tendance s'inverse (-1,11 %) et la Bourse ne quitte plus le rouge (-0,31 % jeudi et -1,33 % vendredi).

En fin de cycle de hausse ou pause pour mieux repartir ? Les avis sont partagés. Malgré les mises en garde émanant de toutes parts durant la folle boursière (11 % de hausse depuis la fin du mois de juillet), les analystes restent confiants. Leur raisonnement est simple. Pour eux, l'économie française a touché le fond, conviction

partagée par le ministre de l'économie qui l'a affirmé dans un entretien publié dans la Tribune. Considérant que la reprise interviendra l'an prochain et s'accroîtra ensuite, les investisseurs anticipent cette relance. Le redémarrage sera d'autant plus vif que les taux d'intérêt seront fortement assouplis, mesure qui peut devenir possible maintenant que les monnaies européennes flottent. D'où la frénésie d'achats depuis un mois et demi et le décalage avec la réalité. Les résultats semestriels montrent une dégradation de la situation financière des entreprises et les cours des titres grimpent. A n'y rien comprendre sauf à se dire que les gestionnaires sont, eux, déjà en 1994, voire en 1995... Jusqu'où peut aller ce décalage avec le réel ? A trop rêver, on débouche sur un krach, affirment quelques minoritaires tandis que d'autres s'accrochent à une pause de l'indice CAC 40 aux alentours de 2 200 points avant un nouveau départ vers les 2 400.

Trop cher pour privatiser

Le niveau actuel des cours est un obstacle pour le futur programme des vingt et une cessions en Bourse qui commencent par la BNP. Ce choix est une très bonne façon d'ouvrir le bal des privatisations, affirme mardi le ministre des finances, Edmond Alphandery. Reste à déterminer le prix de cession des titres de l'Etat, ce qui

s'apparente actuellement à un casse-tête. Un niveau trop bas par rapport aux cours actuels de Bourse, mais proche de la situation réelle de la banque qui vient d'annoncer une baisse de 60 % de ses bénéfices semestriels, serait décat. Il pourrait relancer les accusations de « rabaillage » lancées contre le gouvernement en 1986 et 1987. A l'inverse, un prix élevé voisin du cours de Bourse, qui a gagné plus de 35 % depuis le début de l'année, serait risqué. En cas de correction à la baisse, les acheteurs seraient en possession de titres valant moins cher que lors de leur acquisition. Rien de tel pour briser un élan et faire échouer la suite du programme.

D'où l'embarras actuel des pouvoirs publics et des responsables des trois premières firmes privatisées (BNP, Elf, et Rhône-Poulenc) qui ont publié des bénéfices en forte baisse avec le secret espoir de voir baisser les cours. « Vous avez un président qui, à la veille de sa privatisation, s'inquiète du prix de son action. Le niveau élevé est quelque peu injustifiable », a rappelé une nouvelle fois jeudi Jean-René Fourtou, le président de Rhône-Poulenc, au début du mois d'août, sa première intervention en ce sens avait laissé les marchés de glace.

Ce chapitre des nationalisées ne peut être clos sans évoquer l'effervescence autour du titre participatif Renault qui, dans la seule séance de mardi, a gagné 8,7 %. La fusion imminente avec le suédois Volvo et

la privatisation qui suivra sont à l'origine de cet engouement.

Coincidence avec la fin des vacances, deux des grandes valeurs du secteur des loisirs Euro Disney et le Club Méditerranée ont fortement été attaquées. Les investisseurs une fois encore ont marqué leur défiance face à Mickey malgré le démenti de fermeture du parc de Marne-la-Vallée. Les déclarations du président de Walt Disney Co, Michael Eisner qui envisage une augmentation de capital pour redresser la situation ont été mal accueillies. Au même moment, le Club Méditerranée plongeait de 7,1 % en raison des sombres perspectives. Après un premier semestre chichement bénéficiaire (2 millions contre 20 millions l'an dernier), le Club n'exclut pas de voir ses comptes virer au rouge.

Enfin les autorités boursières ont approuvé plusieurs décisions. A commencer par le projet d'offre publique d'échange (OPE) simplifiée, par conversion des actions à dividende prioritaire (ADP) sans droit de vote émises par la société Roussel Uclaf, en actions ordinaires à raison de 2 actions ordinaires pour 3 ADP. Elles ont également jugé recevable l'offre publique de retrait (OPR) lancée par ATEV, un holding contrôlé par Aérospatiale et Thomson-CSF, l'équipementier aéronautique Sextant Avionique, au prix de 300 francs par action.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Pause

INDICE DOW JONES
-0,18%

Wall Street a marqué le pas, hésitant après la publication de statistiques économiques contradictoires. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi à 3 633,93, en baisse de 6,70 points (0,18 %) par rapport aux cinq séances précédentes. L'activité a porté sur 1,13 milliard de titres contre 1,22 milliard une semaine auparavant. La chute des taux d'intérêt sur le marché obligataire a permis de limiter les pertes de la Bourse new-yorkaise. En effet, vendredi, Wall Street est repartie à la hausse, certes modestement (+0,22 %), grâce à une détente du loyer de l'argent sur le marché obligataire après l'annonce d'une perte de 39 000 emplois en août aux Etats-Unis. Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à treize ans, principale référence du marché obligataire, est passé pour la première fois sous la barre de 6 %, à 5,94 % contre 6,14 % vendredi dernier.

Les valeurs pharmaceutiques ont été très recherchées après la décision du président Bill Clinton de ne pas imposer de contrôle sur les prix des médicaments dans son programme de réforme de la santé publique. Cette information a été reçue avec « soulagement et enthousiasme » par les gestionnaires. Le secteur de la biotechnologie en a

profité plus que les autres valeurs pharmaceutiques, car l'absence de contrôle sur les prix bénéficie surtout aux sociétés qui développent de nouveaux médicaments. Quant à l'avenir, les analystes sont partagés. Certains misent sur un indice Dow Jones revenant aux alentours de 3 600 ou 3 615 points. D'autres voient la progression se poursuivre et de nouveaux records tomber, le dernier datant du 25 août à 3 652,09 points. Dans l'immédiat, Wall Street ne rouvrira ses portes que mardi 7 septembre, en raison du Labor Day.

Indice Dow Jones du 3 septembre : 3 633,93 (c. 3 640,63).

	Cours 27 août	Cours 3 sept.
Alcoa	75 3/4	74 3/8
AT&T	55 1/2	55 1/2
Boeing	39 7/8	39 7/8
Chem. Man. East	34 1/2	34 1/2
Du Pont de Nemours	48 1/4	48 1/4
Eastman Kodak	61 3/8	60
Exxon	66 3/8	66 1/2
Ford	61 3/4	60 5/8
General Electric	56	57 1/4
General Motors	47 3/8	44 7/8
Goodyear	41 7/8	42 1/4
IBM	108	108
ITT	83 7/8	81 3/4
Intel Corp.	78	78 5/8
Johnson & Johnson	78	78 5/8
Schlumberger	66 7/8	67 1/2
Tecumseh	84 3/4	85 5/8
Union Carbide	147	147
United Tech.	67 5/8	66 1/8
Wardhouse	15 5/8	15 1/4
Xerox Corp.	74	72 3/8

TOKYO

Au plus haut depuis dix-huit mois

INDICE NIKKEI
+1,56%

La Bourse de Tokyo a terminé la semaine sur une hausse, l'indice Nikkei atteignant vendredi à la clôture son plus haut niveau depuis dix-huit mois, dans un marché soutenu par l'attente d'une baisse des taux d'intérêt. En cinq séances, l'indice Nikkei a gagné 324,53 points à 21 116,21 points, soit une progression de 1,56 %. Il atteint ainsi un niveau qu'il avait dépassé depuis le 2 mars 1992. Les échanges quotidiens ont représenté, en moyenne, 356,6 millions d'actions, en forte hausse par rapport aux 210,4 millions de la semaine dernière.

La spéculation sur la réduction des taux d'intérêt a beaucoup influencé les opérateurs après la baisse, la semaine dernière, des taux à court et long termes des principales banques commerciales japonaises, ont estimé les opérateurs.

Le démenti du ministre des finances, Hirohisa Fujii, et du gouverneur de la Banque du Japon,

Yasushi Mieno, sur l'imminence d'une baisse des taux d'intérêt n'a pas été pris au sérieux par les opérateurs, après une avalanche de chiffres et de rapports sur la faiblesse de l'économie japonaise. Un opérateur a déclaré que le marché escomptait déjà « une baisse des taux jusqu'à 0,75 % à la fin de la semaine prochaine ».

Le marché attend également les mesures de dérégulation promises par le gouvernement du premier ministre, Morihiro Hosokawa, qui devrait annoncer un train de mesures de relance de l'économie à la mi-septembre.

Indices du 3 septembre : Nikkei, 21 116,21 (c. 20 791,68); Topix, 1 698,67 (c. 1 670,34).

	Cours 27 août	Cours 3 sept.
Aijinomoto	1 380	1 440
Bridgestone	1 230	1 230
Fuji Bank	1 410	1 440
Fuji Heavy	1 380	1 440
Honda Motor	1 480	1 520
Industrial Bank	1 400	1 500
Mitsubishi Heavy	678	685
Sony Corp.	4 480	4 670
Toyota Motor	1 860	1 700

LONDRES

Essoufflement

-1,4%

Après les cimes de la fin août, le Stock Exchange s'est essouffé et a enregistré une baisse, victime des prises de bénéfices, de l'annulation des espoirs d'une réduction immédiate des taux d'intérêt et d'annonces de résultats de sociétés peu encourageantes. Au cours de cette semaine de quatre jours, lundi ayant été férié, le marché s'est déprécié (-1,4 %). Après avoir franchi, mardi 31 à l'ouverture, un nouveau record absolu à 3 115,1 points, l'indice Footsie n'a cessé de se détériorer pour clôturer vendredi soir à 3 057,3 points.

Les valeurs pharmaceutiques se sont fortement appréciées jeudi, à la suite d'informations du Washington Post selon lesquelles le président américain Bill Clinton aurait finalement renoncé à un contrôle des prix des médicaments. En revanche, le même journal a fait baisser les titres des groupes de tabac en affirmant que les réformes de santé américaines pourraient être financées par une hausse des taxes sur les cigarettes.

Indice du 3 septembre 1993 : 100 valeurs 3 057,3 (c. 3 100,6); 30 valeurs 2 390,8 (c. 2 413); fonds d'Etat 102,2 (c. 102,6); mines d'or 178,3 (c. 188,3).

	Cours 27 août	Cours 3 sept.
Allied Lyons	5,32	6,18
BP	5,19	5,08
BT	3,67	3,68
De Beers	4,82	4,72
Glaxo	12,38	12
Glaxo	38,89	38,38
Glaxo	6,57	7,08
RTZ	7,38	7,38
Shell	6,78	6,84
Unilever	10,77	10,80

FRANCFORT

Record

+1%

La Bourse de Francfort a repris sa progression (+1 %) dans un marché anticipant une prochaine détente des taux d'intérêt. Après avoir gagné 17,29 points lundi, le DAX a atteint mardi son record de l'année (1 944,89 points) grâce à un nouveau bond de 23 points. Les intervenants ont expliqué la hausse par la vive demande à la fois d'actions et d'obligations. Alors que la Bourse s'affaiblissait mercredi, le DAX gagnait le lendemain sept petits points, avant de se stabiliser vendredi.

La plupart des investisseurs sont persuadés que la Bundesbank réduira ses taux directeurs à l'occasion de la réunion de son conseil de surveillance, jeudi 9 septembre. « Le marché des actions, soutenu par le marché obligataire, poursuit son mouvement de hausse », estime la banque WestLB. « La consolidation attendue et prédite semble sur le point de s'installer sur le marché allemand des actions. » Et d'ajouter : « Dans un contexte d'anticipations positives sur les taux d'intérêt, le potentiel de reprise ne devrait pas rester un bien grand amorceur ».

Indice DAX du 3 septembre 1 925,16 (c. 1 904,60).

	Cours 27 août	Cours 3 sept.
AEG	170	188,70
BASF	170	254
Bayer	392	393,80
Commerzbank	316,50	319
Deutsche Bank	274,50	277,80
Hoechst	281,50	274,80
Karstadt	578	574
Merck	325,50	325,50
Siemens	362,50	371,60
Volkswagen	382,50	378,70

Agroalimentaire

	3-9-93	Diff.
Bouygues	2 935	+ 51
BNP	328	+ 18
Edenred	818	+ 11
Frangipani	4 948	- 82
WWE	4 285	- 18
Pernod-Ricard	4 257	- 8,2
Remy-Cointreau	210,2	- 8,7
Sabot-Louis	1 350	+ 30

Assurances

	3-9-93	Diff.
AGF	650	- 7
AXA	1 590	+ 18
GAH	1 282	- 11
Groupa Vie	1 480	- 11
SCOR SA	820	- 11
UAP	635	- 11

Bâtiment et matériaux

	3-9-93	Diff.
Bouygues	708	- 18
Cheminot	337	- 13
Colas	1 068	- 14
Immatric.	45,18	+ 0,15
Immatric.	1 158	- 28
Immatric.	513	- 28
Immatric.	128,8	+ 0,8
Immatric.	1 282	- 62
Immatric.	427,8	+ 5
Immatric.	381	+ 2
Immatric.	976	- 2
Immatric.	270,8	- 2,7
Immatric.	387	- 8

Chimie

	3-9-93	Diff.
Alc. Bouteille	757	- 18
ELF	1 001	+ 16
Geacem	332	- 15
Immatric.	11 800	+ 1 089
Immatric.	738	- 59
Immatric.	180,20	- 13,30
Immatric.	1 180	- 62
Immatric.	609	- 18
Immatric.	282	- 25,50

Consommation non alimentaire

	3-9-93	Diff.
BNP	1 291	- 34
Cheminot	1 081	- 29
Colas	335	- 10
Immatric.	335	- 10
Immatric.	335	- 10
Immatric.	335	- 10
Immatric.	335	- 10
Immatric.	335	- 10
Immatric.	335	- 10
Immatric.	335	- 10

Crédit et banques

	3-9-93	Diff.
Comp. Immatric.	522	- 20
BNP	582	- 27
Carrefour	1 080	- 817
CPR	483,10	+ 33,10
CDE	218	- 10,80
CIF	1 170	+ 100
CIF	430,40	+ 12,40
Créd. Immatric.	774	+ 84
Créd. Immatric.	883	- 882
Créd. Immatric.	831	- 32
Créd. Immatric.	1 317	- 2
Créd. Immatric.	414,80	- 85,40
Créd. Immatric.	548	+ 18
Créd. Immatric.	385	+ 32,10

Electricité et électronique

	3-9-93	Diff.
Alcatel-Mot.	755	+ 8
Alcatel-Mot.	805	- 7
CEEE	550	+ 25
Immatric.	952	+ 37
Immatric.	780	+ 48
Immatric.	4 917	- 27
Immatric.	1 880,40	- 5,50
Immatric.	354,10	- 4,10
Immatric.	1 450	- 62
Immatric.	800	+ 17
Immatric.	350	- 22
Immatric.	178	- 178

Distribution

	3-9-93	Diff.
Alcatel-Mot.	2 388	+ 41
Immatric.	3 005	+ 27
Immatric.	148 90	- 4,40
Immatric.	957	+ 12
Immatric.	4 780	+ 118
Immatric.	625	+ 35
Immatric.	21 180	- 40
Immatric.	1 725	+ 89
Immatric.	780	- 22
Immatric.	1 180	- 11,90
Immatric.	308	- 7
Immatric.	354	- 3
Immatric.	14,15	+ 0,56

Immobilier et foncier

	3-9-93	Diff.
Immatric.	2 388	+ 41
Immatric.	3 005	+ 27
Immatric.	148 90	- 4,40
Immatric.	957	+ 12
Immatric.	4 780	+ 118
Immatric.	625	+ 35
Immatric.	21 180	- 40
Immatric.	1 725	+ 89
Immatric.	780	- 22
Immatric.	1 180	- 11,90
Immatric.	308	- 7
Immatric.	354	- 3
Immatric.	14,15	+ 0,56

Métallurgie, mécanique

	3-9-93	Diff.
Immatric.	2 388	+ 41
Immatric.	3 005	+ 27
Immatric.	148 90	- 4,40
Immatric.	957	+ 12
Immatric.	4 780	+ 118
Immatric.	625	+ 35
Immatric.	21 180	- 40
Immatric.	1 725	+ 89
Immatric.	780	- 22
Immatric.	1 180	- 11,90
Immatric.	308	- 7
Immatric.	354	- 3
Immatric.	14,15	+ 0,56

Mines d'or, diamant

	3-9-93	Diff.
Immatric.	2 388	+ 41
Immatric.	3 005	+ 27
Immatric.	148 90	- 4,40
Immatric.	957	+ 12
Immatric.	4 780	+ 118
Immatric.	625	+ 35
Immatric.	21 180	- 40
Immatric.	1 725	+ 89
Immatric.	780	- 22
Immatric.	1 180	- 11,90
Immatric.	308	- 7
Immatric.	354	- 3
Immatric.	14,15	+ 0,56

Pétrole

	3-9-93	Diff.
Immatric.	2 388	+ 41
Immatric.	3 005	+ 27
Immatric.	148 90	- 4,40
Immatric.	957	+ 12
Immatric.	4 780	+ 118
Immatric.	625	+ 35
Immatric.	21 180	- 40
Immatric.	1 725	+ 89
Immatric.	780	- 22
Immatric.	1 180	- 11,90
Immatric.	308	- 7
Immatric.	354	- 3
Immatric.	14,15	+ 0,56

Sicomi ou ex-Sicomi

	3-9-93	Diff.
Immatric.	2 388	+ 41
Immatric.	3 005	+ 27
Immatric.	148 90	- 4,40
Immatric.	957	+ 12
Immatric.	4 780	+ 118
Immatric.	625	+ 35
Immatric.	21 180	- 40
Immatric.	1 725	+ 89
Immatric.	780	- 22
Immatric.	1 180	- 11,90
Immatric.	308	- 7
Immatric.	354	- 3
Immatric.	14,15	+ 0,56

Transports, loisirs, services

	3-9-93	Diff.
Immatric.	2 388	+ 41
Immatric.	3 005	+ 27
Immatric.	148 90	- 4,40
Immatric.	957	+ 12
Immatric.	4 780	+ 118
Immatric.	625	+ 35
Immatric.	21 180	-

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Retour attendu de l'Argentine et du Brésil

La forte baisse des taux d'intérêt qui s'est produite ces dernières semaines pousse de nombreux investisseurs à accorder davantage de place dans leurs portefeuilles à des titres de débiteurs dont le crédit est disputé. Même les plus exigeants en fait de qualité commencent à se faire à cette idée. C'est une des rares possibilités qui leur reste d'obtenir des rendements élevés dans les monnaies fortes. La situation devrait bientôt être mise à profit par plusieurs pays d'Amérique latine qui songent à lever des fonds en marks pour des montants importants.

Le premier de ces emprunteurs devrait être l'Argentine, qui s'est annoncée pour au moins 300 millions de marks pour une durée de cinq ans. L'affaire devrait voir le jour cette semaine. Elle fera date dans l'histoire du marché allemand des capitaux, car ce sera l'occasion d'un grand retour après une longue absence. Le débiteur n'a plus émis d'obligations en marks depuis 1979. Les titres argentins libellés en dollars procurent un rendement d'environ 250 à 260 points de pourcentage supérieur à celui des bons du Trésor des États-Unis. En mark, la différence avec les fonds d'État allemands (qui rapportent environ 5,8 %) pourrait être un peu moins prononcée, mais, de toute façon, on compte sur un intérêt de 8 % l'an au minimum.

Pour sa part, le Brésil a choisi de faire sa réapparition par l'intermédiaire de sa Banque nationale de développement économique et social (BNDES). Il est question d'un montant de l'ordre de 250 millions de marks et d'une durée de cinq ans. La dernière émission brésilienne en marks date de 1980. Dans ce cas, il faut se référer au marché américain pour évaluer ce que rapporteraient les prochaines obligations de la BNDES. Leur rendement ne devrait pas être inférieur à 9,5 %.

Au contraire de ses voisins, le Venezuela est un emprunteur fréquent en deutschemarks. Sa précédente transaction est récente : elle remonte au mois d'avril de cette année. Le pays est en fait suffisamment

ment bien introduit sur le marché allemand pour envisager d'emprunter pour une plus longue durée. Sa prochaine émission sera vraisemblablement de 300 millions et son produit servira, en partie, à remplacer un précédent euro-emprunt de 100 millions de DM qui viendra à échéance le 14 novembre. Les spécialistes tablent sur un rendement prochain de 9,25 %.

De tels niveaux permettront de compenser les maigres rémunérations proposées par les débiteurs de premier plan qui, pour des durées de dix ans, offrent nettement moins de 6,5 %. Dans les conditions actuelles, les titres de qualité devraient d'ailleurs se placer sans aucune difficulté car la fermeté de la devise allemande renforce leur attrait. La Belgique est attendue incessamment.

La Banque européenne d'investissement après la SNCF

Pour ce qui est du compartiment de l'eurofranc français, l'événement de la semaine qui s'annonce devrait être une opération de vingt ans de durée pour le compte de la Banque européenne d'investissement. D'un montant de 2 milliards de francs, l'emprunt pourrait voir le jour à des conditions plus sévères encore que celles qui ont été consenties à la SNCF. Cette dernière vient de porter de 3 à 4 milliards le montant de son récent euro-emprunt de vingt ans, et il lui a suffi pour cela de proposer un rendement de 18/100 de point de pourcentage de plus que les obligations du Trésor. Les trois premiers milliards avaient coûté à la SNCF quelque 7,10 % l'an. Le milliard supplémentaire lui revient à 6,92 %, la différence reflète la forte baisse du rendement de l'emprunt d'État de référence au cours de ces deux dernières semaines.

Le succès des derniers emprunts en franc peut paraître déconcertant dans la mesure où cette monnaie est faible par rapport au mark. Il s'explique en fait par l'espoir d'une nouvelle diminution des taux d'intérêt qui promet d'être plus forte en

DEVISES ET OR

Le franc belge en péril et le dollar malmené

La fin de semaine a été très agitée sur les marchés des changes, où le franc belge a été vivement attaqué tandis que le dollar accentuait sa recrudescence face à un mark à nouveau très fort. En ce qui concerne le franc belge, peu de personnes en dehors de la Belgique ne croient, maintenant, à une devise « forte », étroitement accrochée au mark, dans un pays dont la dette publique est la plus élevée de la CEE (120 % du produit intérieur brut) avec des intérêts écrasants qui pèsent lourdement sur un déficit budgétaire énorme.

Christopher Potts, économiste du service des changes d'Indosuez, estime que « le franc belge, c'est le franc français, et il lui arrivera la même chose. C'est une question de temps et mieux vaut ne pas s'acharner trop longtemps ». En attendant, pour défendre sa monnaie, la Banque de Belgique a relevé ses taux directeurs pour la quatrième fois depuis le début de juillet et porté son taux central de 9,5 % à 10,5 % (il était de 6,7 % le 1^{er} juillet), tandis que le taux de l'argent au jour le jour montait à 14 %, au même niveau que les crédits de caisse des banques commerciales. « Intenable », assure-t-on sur les marchés où l'on attend un élargissement de l'écart du franc belge vis-à-vis du mark (il atteignait

déjà 4 % à la veille du week-end, au sein de la bande de fluctuation de 15 % en vigueur depuis le 2 août).

Quant au dollar, déjà ébranlé par le maintien du taux directeur de la Bundesbank lors de son conseil du 26 août, il a reçu un nouveau coup avec l'annonce de la perte de 39 000 emplois en août aux États-Unis, alors que les économistes prévoyaient la création de 150 000 emplois. Sans doute, le taux de chômage a diminué, revenant de 6,8 % à 6,7 %, et le chiffre des créations d'emplois de juillet a été révisé en hausse (211 000 contre 162 000), mais la nouvelle a été mal reçue par les marchés des changes, déjà déçus par la médiocrité de la conjoncture dans l'immobilier. Résultat, le dollar est retombé à moins de 1,62 DM, contre 1,67 DM la semaine dernière, et 1,73 DM à la mi-juillet. A Paris, le cours du billet vert est retombé de 6,08 francs à la mi-août à moins de 5,70 francs. Voilà qui ruine les espoirs des exportateurs européens vers les États-Unis et qui favorise les exportateurs américains. Dans le secteur des vins et spiritueux, notamment, cette recrudescence du dollar est une bien mauvaise nouvelle.

Si le dollar baisse, c'est le mark qui monte, et si le franc belge baisse, c'est le franc français qui monte. C'est la logique d'une politique de taux d'intérêt éle-

vés, tout au moins aux yeux des autres pays. Comme la Bundesbank a pratiquement retrouvé sa liberté d'ajustement des marges, elle n'est plus pressée d'abaisser ses taux (voir la rubrique « Marché monétaire et obligataire »). Quant au franc français, il s'est affaibli vis-à-vis du mark, qui cotait, à la veille du week-end, 3,52 DM, après une pointe à 3,53 DM. Il n'est pas impossible que la monnaie allemande ne vienne tester son cours record de 3,5475 francs atteint à la mi-août. La reconstitution des réserves de la Banque de France, ou, plutôt, le remboursement de ses emprunts s'effectue avec lenteur : 23 milliards de francs pour la semaine du 26 août, ce qui laisse envisager 250 milliards de francs de dettes vis-à-vis des banques centrales, essentiellement la Bundesbank, dont il faut déduire, naturellement, les 83 milliards de francs d'avoirs nets et devises figurant au bilan de la Banque de France.

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 30 AOÛT AU 3 SEPTEMBRE 1993

Taux de change des monnaies étrangères par rapport au franc suisse								
PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Yen
London	—	—	—	—	—	—	—	—
New-York	1,5205	—	17,3989	69,8080	61,3497	2,9275	54,6150	8,0629
Paris	1,4988	—	17,6099	67,9117	59,8334	2,9169	53,3391	8,0627
Zurich	8,7391	5,7475	—	40,2216	322,6074	16,2221	313,8995	3,6131
Amsterdam	8,7483	5,8400	—	396,6044	308,0750	16,5977	311,3836	3,6683
Frankfurt	7,7811	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Bruxelles	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Osaka	2,4784	1,6300	28,3032	113,7871	—	4,0066	89,6224	1,0247
Tokyo	2,4994	1,6685	28,5324	113,1077	—	4,7088	88,9629	1,0458
Milan	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Madrid	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Barcelone	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Geneve	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088	88,9629
Madrid	53,9717	35,43	6,1644	24,7330	21,2362	—	19,3591	2,2773
Stuttgart	53,1780	35,50	6,0532	24,6887	21,2766	—	18,5283	2,2725
Osaka	2,1781	1,4325	24,9239	—	87,8834	4,0432	78,2389	0,9086
Tokyo	2,2658	1,4775	27,3932	—	88,2529	4,1479	78,5124	0,9239
Milan	2,4784	1,6300	28,3032	—	113,7871	—	4,0066	89,6224
Barcelone	2,4994	1,6685	28,5324	—	113,1077	—	4,7088</	

Devant les jeunes du RPR, à Strasbourg

M. Chirac devait assurer M. Balladur de sa « confiance » et de son « amitié »

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

L'université d'été des jeunes du RPR s'est ouverte, samedi 4 septembre, à Strasbourg, en présence de Jacques Chirac, président du mouvement néogaulliste, mais en l'absence d'Edouard Balladur. Le premier ministre, qui avait projeté de s'y rendre, a finalement renoncé, se décomposant également de l'université du CDS.

A l'image du discours prononcé dans la matinée par Robert Grossmann, député général chargé des Assemblées européennes, cette université a tenté de marier le soutien à M. Chirac, ancien président de l'UJF (Union des jeunes pour le progrès) de 1965 à 1972, M. Grossmann a évoqué les assises d'avril 1969 dans la métropole alsacienne, qui avaient précédé de quinze jours le référendum sur la réforme du Sénat, dont le rejet devait provoquer le départ du général de Gaulle et l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République. A l'époque, Pierre Vianon-Ponté, éditeur du Monde, se demandait : « Comment peut-on être gaulliste et avoir vingt ans ? »

Près d'un quart de siècle plus tard, on pourrait encore se poser la question. Dans son allocution (finale, dimanche après-midi), M. Chirac devait moins donner aux jeunes des réponses sur l'actualité

immédiate - il n'était pas prévu qu'il évoque les derniers développements, entre l'Elysée et Matignon, du processus de révision constitutionnelle - que sa vision de la société française de demain. Exaltant l'identité du gaullisme qui, selon lui, s'incarne dans le refus de la résignation et de la fatalité, le maire de Paris devait tracer les contours d'une société accueillante, solidaire, équilibrée, tolérante et proche des préoccupations des citoyens.

M. Chirac devait souligner avec quelle détermination « la France est à nouveau gouvernée » et exprimer sa « confiance » et son « amitié » vis-à-vis du premier ministre. Evitant toute allusion directe à l'élection présidentielle, le discours du maire de Paris devait lui permettre de prendre de la hauteur. « C'est à lui aujourd'hui de continuer à affirmer sa vision des choses pour le moyen terme », avait déclaré, le 2 septembre, le secrétaire général du RPR, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères. Dans un style cherchant à évoquer celui du général de Gaulle, M. Chirac devait conclure son intervention en proclamant : « Le sillon que, vous et moi, nous sommes déterminés à creuser dans la terre de France n'est rien d'autre que ce qui doit être pour vous le grand rêve français. »

OLIVIER BIFFAUD

Las des « petites phrases »

Gérard Longuet rappelle le PR à la solidarité avec le gouvernement

L'ALPE-D'HUEZ

de notre bureau régional

De l'audace, de l'audace et encore de l'audace ! C'est derrière ce flambeau que se sont réunis ministres, députés, sénateurs, élus locaux et autres responsables des fédérations du Parti républicain, mais cette invitation à dépasser les tabous, à faire tomber les résistances de la société française, à innover, a été « cadrée » par les ministres participant à l'université d'été du PR, à l'Alpe-d'Huez (Isère), du 2 au 4 septembre. « Il n'y a pas d'autre politique possible » que celle menée par le gouvernement, a martelé Alain Madelin, ministre des entreprises et du développement économique. « Nous sommes le parti de la réforme, mais aussi celui de la sagesse », a soutenu Hervé de Charette, ministre du logement. Nous sommes pour de grands changements, mais pas de petites étapes.

Tant pis pour les parlementaires, qui, réunis à huis clos avant l'arrivée des autres invités, avaient laissé percer inquiétudes, pessimisme et, parfois, irritation. Plusieurs députés, à force d'entendre, dans leur circonscription, les suppliques des dirigeants de petites entreprises, ont chargé les banques de tous les maux, leur reprochant leur prudence, leur absence de souplesse, et, par ricochet, ils se sont interrogés sur les choix économiques du gouvernement. Tant pis pour ceux qui,

comme Philippe de Villiers, présent à ces journées, prônent, « hélas ! », selon M. Madelin, « un retour au protectionnisme », dont « on sait, selon le ministre, qu'il n'a jamais protégé l'emploi ».

Aux uns et autres, Gérard Longuet, président du PR et ministre de l'industrie, avait fixé de strictes « règles de conduite collective », rappelant que les députés de sa formation sont « solidaires du gouvernement et doivent le respecter ». Aussi juge-t-il nécessaire d'en finir avec les « petites phrases », les mouvements d'humeur, les formules alertes. Ils ont été quelques-uns à se sentir concernés par cette mise en garde, comme Gilles de Robien, député de la Somme, ou Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui, le 26 août dernier, avait exprimé un sentiment d'échec relatif des responsables politiques aux yeux des Français.

BRUNO CAUSSÉ

En Iran

Seize pièces d'or contre Salman Rushdie

Deux Iraniens et un Pakistanais ont gagné un concours international des meilleures caricatures de l'écrivain britannique Salman Rushdie, qui fait toujours l'objet d'une condamnation à mort, décrétée par le chef du régime, le ayatollah Khomeini, pour avoir écrit les Versets sataniques.

Selon l'agence de presse IRNA, les trois lauréats de ce concours, lancé à l'initiative de l'Iran, et paré par un journal de Téhéran, ont gagné un pèlerinage à La Mecque, un diplôme et seize pièces d'or... - (AFP)

Mort du sculpteur Baltasar Lobo

Le sculpteur Baltasar Lobo est mort le 3 septembre à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Né à Zamora (Espagne) en 1910, Baltasar Lobo s'était fixé à Paris, lors de la guerre civile, en 1939, où Picasso et surtout Henri Laurens allaient l'encourager. C'était un sculpteur soucieux de formes lisses, à la fois rigoureuses et souples, suggestives, sans enflures, bien équilibrées. Un artiste discret dont le style donne à penser qu'il n'était pas indifférent à l'œuvre d'Arp et de Moore.

Lobo exposa pour la première fois en 1945, à la galerie Vendôme, parmi d'autres « maîtres de l'art contemporain » (Picasso, Matisse, Laurens, Utrillo, Léger, Bonnard). C'est peu après qu'il entreprit sa série « Maternité », à laquelle il donna des développements monumentaux, notamment avec le bronze de 1953 pour la cité universitaire de Caracas. La capitale vénézuélienne devait d'ailleurs lui consacrer une rétrospective en 1958.

Lobo est présent dans plusieurs villes européennes : à Paris, à Madrid, à Zamora notamment, et dans de nombreuses collections publiques et privées, avec des marbres (son matériau privilégié), des bronzes et des sculptures en pierre.

G. B.

Depuis 1894

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

A qualité égale, nos prix sont les plus bas.

LEGRAND Tailleur
Hommes et dames
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde
L'ÉCONOMIE

bles de se doter rapidement d'une capacité militaire nucléaire. - (AFP)

GUINÉE : l'élection présidentielle a été fixée au 5 décembre. - Le président Lansana Conté a annoncé, vendredi 3 septembre, dans un discours radiotélévisé, que l'élection présidentielle aura lieu le 5 décembre. Le chef de l'État n'a pas confirmé qu'il serait candidat à sa propre succession, comme l'avait fait savoir, le 31 août, le Parti de l'unité et du progrès (PUP), formation qu'il dirige. Il n'a pas non plus annoncé de date pour les élections législatives. Les deux scrutins avaient été initialement fixés à la fin 1992. - (AFP)

MOZAMBIQUE : MM. Chissano et Dhlakama ont signé un accord débloquant le processus de paix. - Au terme de deux semaines de négociations à Maputo, le président Joaquim Chissano et le chef de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), Afonso Dhlakama, ont signé, vendredi 3 août, un accord qui permet de débloquer le processus de paix, mais ne prévoit pas de calendrier. Cet accord porte sur deux points fondamentaux, le contrôle des administrations provinciales et le commandement de la police. L'absence de calendrier laisse toutefois planer la menace de retards considérables à ceux qui ont déjà paralysé, pendant plusieurs mois, la Commission du cessez-le-feu, mise en place à la suite de l'accord d'octobre 1992. - (AFP)

NICARAGUA : Washington se félicite de l'annonce de départ du général Humberto Ortega. - Les États-Unis se sont félicités de l'annonce par la présidente nicaraguayenne Violeta Chamorro du prochain remplacement du chef de l'armée, le général sandiniste Humberto Ortega, et de la reprise de contrôle par le pouvoir civil des services de renseignement (le Monde du 4 septembre). « Nous applaudissons les mesures courageuses prises pour réaffirmer le contrôle civil sur l'armée et les services de renseignement », a affirmé le secrétaire d'État Warren Christopher dans un communiqué publié, jeudi 3 septembre, par le département d'État. - (AFP)

PÉROU : trente membres du Sentier lumineux arrêtés. - Un détachement complet du Sentier lumineux, composé de trente personnes armées, a été arrêté dans une zone reculée de la province andine d'Ancash, a annoncé, vendredi 3 septembre, la police de la ville de Huaraz, à 400 km au nord-est de Lima. C'est la première fois que les autorités annoncent « l'arrestation d'un détachement complet de sentinelles » depuis le début de la lutte armée de l'organisation maoïste, en mai 1980. - (AFP)

Les reliures de la Bibliothèque de France

La Bibliothèque de France vient de publier le monde sonnalement de la reliure pour bibliophilie : cette industrie, encore largement artisanale, a été réveillée par l'appel d'offres lancé par la nouvelle institution. D'ici à 1998, date de son ouverture, il lui faudra pour son espace grand public (qui doit abriter à terme 900 000 volumes en libre accès) près de 450 000 volumes reliés. Un appel d'offres européen a donc été lancé au printemps. Le marché était fractionné en huit lots. Ont été retenues six sociétés françaises et une britannique qui emportent trois lots (certains lots sont attribués à deux sociétés).

L'importance du marché et les délais (moins de trois ans) ont permis d'abaisser considérablement le prix moyen du traitement des ouvrages, passé de 200 francs en moyenne à 90 francs (hors taxes). Mais il faut

rappeler que la seule Bibliothèque du Congrès, à Washington, fait relier à elle seule 350 000 volumes chaque année pour un coût n'excédant pas 35 francs l'unité.

Ce programme devrait néanmoins permettre de dynamiser l'ensemble du marché français de la reliure pour bibliothèques. Ce dernier, a indiqué Maurice Cossard, président de la Chambre syndicale de la reliure, représente potentiellement 4 à 5 millions de volumes sur les 10 millions acquis par les bibliothèques. Mais celles-ci ne font relier, pour l'instant, que 1,2 million de volumes. Le colloque international « Relire : la renaissance », organisé par la BDF et la ville de Nancy les 7, 8 et 9 octobre à Nancy, sera consacré à cet enjeu économique.

E. de R.

Aux États-Unis

M. Clinton fait appel à un républicain dans la bataille de l'Alena

Confronté à l'une des batailles législatives les plus difficiles de son mandat, le président Bill Clinton a nommé, vendredi 3 septembre, un républicain, William Frenzel, comme conseiller spécial pour l'aider à obtenir la ratification par le Congrès de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Une coalition très diverse, comprenant notamment les syndicats et les mouvements écologistes, le milliardaire texan Ross Perot et la petite frange la plus conservatrice du parti républicain, a entamé une campagne féroce contre ce traité, qui aurait pour effet de supprimer, en quinze ans, toutes les barrières

douanières entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

En du Minnesota à la Chambre des représentants de 1971 à 1991, M. Frenzel, âgé de soixante-cinq ans, est un expert en matière commerciale. La nomination par M. Clinton, un démocrate, du républicain William Frenzel est la conséquence de la situation inconfortable dans laquelle se trouve le président, puisque, si la grande majorité des élus républicains soutient le traité Alena (négocié et signé par le président républicain George Bush), l'appui est minime dans le camp démocrate. - (AFP)

Le témoignage du chauffeur du poids lourd

Le responsable de l'accident de l'autoroute A6 avait passé trente heures au volant

Le chauffeur du poids-lourd responsable de l'accident qui a fait six morts et treize blessés samedi 28 août sur l'autoroute A6 (le Monde daté 29-30 août) affirme que « le transport [des] denrées périssables contraint les chauffeurs à des cadences infernales (...), qui sont les cadences normales dans la profession ». Dans un entretien, publié vendredi 3 septembre par la République du Centre, Hervé Niveau, chauffeur de l'entreprise Van Eetvelde établie à Panneles (Loiret), raconte ses deux journées de travail avant l'accident.

Le chauffeur, qui, assoupi, avait perdu le contrôle de son véhicule, a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire. Son permis de conduire lui a été retiré. Hervé Niveau dit avoir quitté le siège de la société jeudi 26 août vers 20 h 30 avec un chargement de produits laitiers à livrer le lendemain chez cinq clients dans l'Hérault. Une fois ces livraisons terminées, il s'est rendu, vendredi à

15 heures, à Lunel (Hérault), pour prendre livraison d'un nouveau chargement.

Hervé Niveau a ensuite tenté de se reposer dans la cabine de son camion, mais il a été dérangé à plusieurs reprises pour déplacer l'engin ou contrôler le chargement. Puis il a repris la route afin de rejoindre les Halles de Rungis samedi 28 vers 5 heures du matin, avant d'être stoppé par l'accident. Sur le trajet vers Paris, il s'est arrêté à deux reprises environ dix minutes, au lieu des quarante-cinq minutes obligatoires toutes les quatre heures trente de conduite. Du jeudi 26 août au soir au samedi matin 28 il sera resté une trentaine d'heures au volant.

Le chauffeur affirme que, « pour lui, la route c'est terminé », et il espère que « son accident puisse servir à quelque chose pour que le gouvernement prenne enfin des mesures, afin que la législation du travail soit appliquée en matière de transports routiers ».

CENTRE EURO ITAL UNE DÉCOUVERTE RÉVOLUTIONNAIRE OU COMMENT JUGULER LA CRISE



La culture de la truffe blanche du Piémont (Tuber magnatum) est maintenant possible même sur les terrains les plus défavorisés.

Grâce à notre assistance technique vous réussirez ! Il vous suffit d'avoir un investissement de départ et un terrain, et nous vous donnons la possibilité de cultiver la truffe et surtout de faire fructifier considérablement votre capital (sur un terrain de 1 000 m², votre trufficulture vous permettra d'obtenir un rendement annuel très important. Cette culture de la truffe est simple grâce à des plants mycorhizés et ne demande aucune expérience.

Ne laissez pas dormir votre terrain ! rendez-le productif et rentable !

Pour tous renseignements et documentation sans engagement de votre part, contactez-nous au :

CENTRE EURO ITAL
9, rue de Mayencln - 38610 Gières
Tél. : 76 42 71 01 - Fax : 76 42 71 07

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinquante ans : la libération de la Corse 2

ÉTRANGER

Les négociations de paix israélo-arabes : les portraits de Menahem Begin et de Yitzhak Rabin 3
« Loin des capitales » : les seigneurs de Malacca 4
Le problème des réfugiés en Bosnie-Herzégovine 6
Haiti : le juge milanais Diego Curcio arrêté pour corruption 6

POLITIQUE

Les déclarations du président de la République sur l'éventualité d'une réforme de la Constitution 7
Les socialistes veulent proposer un nouveau modèle de croissance 7
M. Le Pen s'inquiète d'une décadence de la civilisation 7

SOCIÉTÉ

Défense : la visite du premier ministre à Toulon à bord du Clemenceau 8
L'écologie selon Mercedes : la nouvelle usine de montage de Renault 8
La visite du cardinal Etcheberry, ambassadeur itinérant de Jean-Paul II, en Chine 9
Tennis : les Internationaux des États-Unis 9

COMMUNICATION

La prise de contrôle majoritaire du « Point » par Alcatel-Alsthom 9

CULTURE

Chez les peintres : Lichtenstein, le classique américain 11

ÉCONOMIE

Baisse du taux de chômage aux États-Unis 13
Le patronat exprime des « réserves » face à la loi quinquennale sur l'emploi 13
M. Lopez demeure directeur des achats de Volkswagen 13
La relance du bâtiment 13
Revue des valeurs 14
Crédits, changes et grands marchés 15

HEURES LOCALES

« L'imbroglio des dépenses scolaires » Régions : renouveau dans les gorges de l'Ardeche » Ile-de-France : la banlieue aura aussi son TGV » Dossier : le double rôle des écosystèmes » Frontières : Hendaye, la revanche de la plage 17 à 24

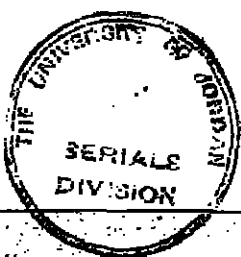
Services

Abonnements 2
Cartes 12
Météorologie 12
Mots croisés 12
Télévision 12
Spectacles 10

La télémétrie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Heures locales » : folioté de 17 à 24 et un cahier « Radio-télévision » : folioté de 1 à 32

Le numéro du « Monde » daté 4 septembre 1993 a été tiré à 481 952 exemplaires.



Les reliures de la Bibliothèque de France

La Bibliothèque de France a lancé un appel à souscription pour financer la reliure de son fonds de livres. Le montant de cet appel est de 100 millions de francs. Ce programme de reliure est financé par le ministère de la Culture et la Bibliothèque de France. Les souscripteurs peuvent bénéficier de réductions de 50 % sur le montant de leur souscription. Les souscriptions sont ouvertes jusqu'au 31 décembre 1993.

Aux Etats-Unis Clinton fait appel à un républicain dans la bataille de l'Alena

Le président Bill Clinton a fait appel à un républicain pour l'aider à remporter la victoire lors des élections de l'Alena. Clinton a nommé M. Clinton, un républicain, à la tête de la campagne de l'Alena. M. Clinton a déclaré qu'il était honoré de représenter Clinton et qu'il allait faire tout son possible pour remporter la victoire.

Le dévouement du chauffeur du poids lourd responsable de l'accident de l'autoroute avait passé trente heures au volant

Un chauffeur de poids lourd a été condamné à trois ans de prison pour avoir causé un accident mortel sur l'autoroute de l'Alena. Le chauffeur, M. Clinton, avait conduit pendant trente heures sans interruption avant l'accident. Le tribunal a jugé que M. Clinton était responsable de l'accident en raison de sa fatigue et de son manque de vigilance.

Le euro ital : une découverte révolutionnaire ou comment réguler la crise

Le euro ital est une découverte révolutionnaire qui permet de réguler la crise. Ce système permet de contrôler les dépenses des entreprises et de réduire les coûts de production. Le euro ital est considéré comme une solution innovante pour résoudre les problèmes de la crise.

Remous dans les gorges de l'Ardèche
Elus et associations se disputent la gestion de cette réserve naturelle. 19

La banlieue aura aussi ses TGV
Les Franciliens pourront emprunter sans se rendre à Paris. 20

Le double rôle des écomusées
Entre travail sur le passé et relance d'une activité. 22

Hendaye : la revanche de la plage
Avec la fin des douanes, la ville se tourne vers le tourisme. 24

18 Débat ■ Agenda ■ Nominations ■ Publications ■ 23 ■ Portrait ■ Courrier ■

HEURES LOCALES

L'IMBROGLIO DES DÉPENSES SCOLAIRES

En matière d'éducation, les financements croisés sont multiples. Salles de classe, enseignants, manuels sont payés par l'Etat et les différentes collectivités. Qui paie quoi ? Rappel des charges incombant à chacun

Fin, les vacances ! La rentrée est là, avec ses enseignants, ses cours de récréation... et son casse-tête financier. Pour que les enfants démarrent bien l'année au « jour J », il aura fallu l'intervention de multiples acteurs. Le chemin de l'école emprunte déjà plusieurs circuits financiers. Les élèves peuvent utiliser des transports scolaires ou, s'il n'en existe pas, des transports publics. Ces véhicules sont affrétés par la commune, en ville, par le conseil général au-delà de ce périmètre. Ces collectivités décident du trajet, financent le coût du transport et déterminent le prix que paieront les familles. L'évolution de cette participation est toutefois encadrée par l'Etat.



Depuis la décentralisation, les collectivités locales se chargent de la construction, de l'entretien, de l'équipement, et du fonctionnement des établissements d'enseignement public. Les communes s'occupent des écoles maternelles et élémentaires, les départements des collèges, les régions des lycées et des centres de formation des apprentis. En théorie, le scénario est simple.

En fait, les choses sont plus complexes. Les communes reçoivent souvent une subvention départementale pour construire les établissements du premier degré. Lorsqu'elles accueillent les enfants des alentours, elles partagent leurs charges de fonctionnement avec les communes voisines. Elles participent aussi au financement des collèges, à hauteur de 15 %. Cette obligation leur a été faite pour tenir compte de la situation antérieure aux transferts de compétences. Elles en seront déchargées en 1995, pour ce qui concerne le fonctionnement, en l'an 2000 pour l'investissement.

Bien que la loi interdise la tutelle d'une collectivité sur une autre, les conseils régionaux exercent une sorte de chantage sur les communes qui veulent obtenir un lycée. Celles-ci doivent fournir gratuitement un terrain, le viabiliser, et, parfois, construire un gymnase. L'Etat fait de même avec le secteur public local pour l'enseignement supérieur. Il n'y a pas eu, en la matière, de transfert de compétences, mais les collectivités, toutes catégories confondues, financent plus de la moitié des constructions, en particulier celles du plan Université 2000. L'usage des gymnases et des stades municipaux est une pomme de discorde. Depuis l'an dernier, Georges Frêche (PS), maire de Montpellier, réclame un loyer aux collèges et lycées qui les utilisent. La chambre régionale

des comptes lui a donné raison, et le préfet a inscrit d'office cette dépense aux budgets des établissements concernés. Mais le conseil général de l'Hérault et le conseil régional de Languedoc-Roussillon ont déposé un recours devant le tribunal administratif. Toutes les collectivités de France attendent l'arrêt avec impatience.

Les loisirs du mercredi
Les murs ne sont rien tant qu'il n'y a pas de personnel pour les animer. Or c'est l'Etat - et lui seul - qui recrute, rémunère et affecte les enseignants. Si, le jour de la rentrée, il manque des instituteurs ou des professeurs, c'est, respectivement, à l'inspecteur d'académie et au recteur qu'il faut s'adresser.

Les élus locaux n'ont aucun pouvoir sur l'ouverture ou la fermeture des classes. C'est aussi l'Etat qui recrute les agents techniques, ouvriers et de service (ATOS) employés dans les collèges et les lycées. Alors que, pour le primaire, les personnels de service dépendent des municipalités, l'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG), à majorité UDF, demande que le personnel ATOS des collèges passe sous la tutelle des départements, qui ont déjà en charge l'entretien de ces établissements de second degré.

C'est l'Etat, toujours, qui définit les programmes et le contenu des diplômes. Les manuels sont en principe à la charge des familles dans le primaire. Mais, indique l'Association des maires de France (AMF), presque toutes les communes les achètent. L'Etat prend le relais de la sixième à la classe de seconde. Ensuite, les parents paient. Pour aider ceux qui ont de très faibles revenus, l'Etat propose des bourses sur critères sociaux pouvant

Rentrées

L'ÉTÉ a débuté avec la tenue en Lozère d'un Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT). Dès la rentrée, le gouvernement a nommé un nouveau patron à la tête de la DATAR.

Décidément, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, qui avait promis d'accorder beaucoup d'intérêt à ce secteur de son ministère, multiplie les effets d'annonce. De toute façon et sans préjudice de l'application des mesures décidées à Mende, le programme des activités lancées auparavant est déjà abondant.

D'ici là fin de l'année, en effet, les régions et l'Etat devront conclure les négociations et signer, pour la troisième fois, les contrats qui fixent les priorités en matière d'aménagement pour les cinq années à venir. Par ailleurs, le 10 mois de décembre est la date butoir pour l'application de la loi de 1992 qui incite les communes françaises à se regrouper.

Enfin, l'aggravation de la crise de l'emploi ne manquera pas de souligner, s'il en était encore besoin, l'urgence de la politique de la ville. L'interminable débat sur la politique agricole commune (PAC) et la négociation de l'Uruguay Round reposeront la question de la désertification des campagnes et de l'avenir des populations rurales.

« Heures Locales », dont la parution reprend ce 4 septembre, continuera de conter chaque semaine la manière dont les collectivités locales et leurs habitants vivent ces problèmes. Et comme l'Europe reste aussi un des grands enjeux, la dernière page du supplément sera consacrée, pendant quelques mois, à un voyage dans des villes frontalières avant l'ouverture de 1994.

Rafaële Rivaïs

ILE-DE-FRANCE

AUTO, MÉTRO, BOULOT, DODO

Epicentre d'un vaste bassin d'emploi, Paris est animé d'intenses migrations alternantes. Un phénomène qui va en s'amplifiant

Chaque matin, la fourmilière parisienne s'éveille. Pour se rendre à leur travail, deux millions de personnes sillonnent la capitale en tous sens. Le chassé-croisé est impressionnant par ses dimensions et sa complexité. Environ 390 000 Parisiens ont la chance de travailler dans leur arrondissement de résidence. Un nombre à peu près équivalent se déplace vers un autre secteur, et 234 000 (l'équivalent de la population de Nantes) sont obligés de se rendre au-delà du périphérique. Ils croisent près de 925 000 banlieusards (l'équivalent des habitants de Marseille) rejoignant leur bureau ou leur atelier intra-muros et près de 100 000 provinciaux (l'équivalent de Rouen) qui gagnent leur pain quotidien dans

la capitale. Et le soir, tous font le même chemin en sens inverse. Ces migrations professionnelles alternantes depuis longtemps caractéristiques de Paris vont en s'amplifiant.

Emplois et actifs

Chaque année on compte davantage de passagers sur les lignes du métro, du RER et de la SNCF banlieue. Sans parler du va-et-vient des voitures. En comparant les données des recensements, la commission diocésaine de Justice à Paris, qui étudie les conditions de vie quotidienne des Franciliens, a noté cette tendance et s'en inquiète (1).

Si les Parisiens ont la bougeotte, ce n'est pas par plaisir mais par obligation. Elle tient à l'inégalité des offres d'emploi entre les arrondissements. Certains d'entre eux (cinquième, onzième, treizième, quatorzième, quinzième, seizième et dix-septième) disposent en gros d'un poste de travail ou d'un poste de demi par actif résident. C'est l'équilibre. Mais d'autres (dix-huitième, dix-neuvième et vingtième) sont en déficit. Dans le vingtième arrondissement par exemple, il n'y a que trois emplois pour cinq actifs. D'où une « émigration » forcée. Elle s'opère en direction des arrondissements où se concentrent les ateliers, les commerces et les bureaux. C'est le cas des premier, deuxième et neuvième

arrondissements, où l'on trouve de quatre à sept emplois pour un actif résident. La situation la plus caricaturale est celle du huitième, où la transformation des appartements en bureaux a pris une telle ampleur que le « triangle d'or » est obligé d'« importer » 90 % de ses employés.

Naturellement, les migrations sont encore accentuées par le fait que tous les emplois d'un arrondissement ne sont pas occupés par des habitants du secteur. Chaque matin, les résidents quittent les onzième, douzième, dix-septième, dix-neuvième et vingtième arrondissements pour plus nombreux que les actifs y restant pour travailler. Ces secteurs populaires font encore office de réservoirs de main-d'œuvre.

(1) *Emplois parisiens et déplacements domicile-travail*, par Jean Choquet et Pierre Keller, avril 1993, 8 pages. Commission diocésaine Justice à Paris, 8, rue de la Ville-Évêque, 75008 Paris.

Marc Ambroise-Rendu
Lire la suite page 21

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
1944-1991

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

REPÈRES

DROIT DU TRAVAIL

CONTRATS CLOCHERESQUES

Le licenciement d'une secrétaire de mairie illustre les difficultés des petites communes dans la gestion de leur personnel

RAREMENT le village montagnard de La Garde-en-Oisans (Isère) avait connu une telle animation. A la fin du mois d'août, l'ancienne secrétaire de mairie, Martine Pellissier, trente-deux ans, enceinte de sept mois, a observé une grève de la faim de trois jours sur la place de l'église, pour protester contre son licenciement par Bernard Thebaud (RPR), maire de cette commune de 56 habitants. Il a fallu l'intervention du député de la circonscription, Didier Migaud (PS), pour que M. Thebaud promette un rendez-vous à la jeune femme, en présence d'un médiateur ainsi que du conseiller général du canton, Jean-Guy Cupillard (RPR). M^{me} Pellissier est alors rentrée chez elle et s'est alimentée.

L'affaire a débuté le 21 juillet quand Bernard Thebaud a licencié Martine Pellissier pour «faute grave». Il invoque des manquements au service public, tels que, notamment, la fermeture de la mairie pendant les heures de permanence. Martine Pellissier répond que le maire était d'accord sur ces absences, qui auraient été destinées à «récupérer» des heures de travail non payées. Elle

estime que la municipalité lui doit encore de l'argent, pour des travaux effectués sans contrat. Leurs versions n'ont qu'un point commun. Il y aurait eu plusieurs dispositions prises en marge de la légalité : emplois sans contrat de travail, contrats fictifs, régularisations effectuées avec, et parfois sans l'aval du conseil municipal.

Pas d'autre médiateur en vue

«Essayez d'aider les gens, ça vous retombe sur le nez!», se plaint M. Thebaud. C'est en janvier 1992 qu'il embauche Martine Pellissier, venue rejoindre son compagnon, menuisier à La Garde, après avoir été secrétaire de direction dans la région parisienne. «Elle n'avait pas d'emploi. Personne n'a rien trouvé à redire lorsque je lui ai demandé un coup de main», raconte M. Thebaud. Le manque d'expérience professionnelle n'était-il pas un obstacle? «Dans une petite commune comme la nôtre, les affaires ne sont pas compliquées. On apprend sur le tas.» Pourtant, les choses ne semblent pas avoir été aussi simples.

Après une interruption due à un premier accouchement, Martine Pellissier devient secrétaire de mairie, sans contrat. «C'est à sa demande qu'il n'y en a pas eu», affirme le maire. Elle voulait percevoir ses indemnités de congé de maternité. Ce que M^{me} Pellissier conteste. En avril, le conseil municipal vote une délibération créant un poste de secrétaire de mairie à temps non complet (douze heures par semaine). Un premier contrat de travail, conforme à la délibération, aurait été signé, bien qu'on n'en trouve pas trace chez le comptable du Trésor. M^{me} Pellissier aurait été embauchée en qualité de contractuelle pour six mois. Un second contrat est passé en septembre, sans que le conseil municipal en soit averti, alors qu'il modifie le poste de M^{me} Pellissier. Celle-ci doit désormais accomplir vingt-quatre heures de travail par semaine.

«En fait, indique le maire, elle n'en faisait toujours que la moitié». Il s'agissait d'un «stratagème» destiné à lui rémunérer des services rendus alors qu'elle n'était pas officiellement employée. Le comptable du Trésor a fermé les yeux «parce qu'il faut bien mettre de l'huile dans les rouages!». En mars 1993, une nouvelle délibération du conseil municipal, non suivie d'un contrat, accorde un mi-temps à M^{me} Pellissier. Elle travaille vingt heures par semaine, et perçoit un salaire de 3 300 francs.

Les relations entre le premier magistrat et sa secrétaire de mairie se sont dégradées au mois de mai, «après les législatures, parce qu'elle était manipulée par l'opposition socialiste», remarque l'édile, qui se trouve à la tête de la commune depuis 1983. Dans le village, les antagonismes sont vifs. Une associa-

tion de défense des intérêts de la commune s'est créée, voici quelques années, pour s'opposer à la construction d'une maison de retraite. A l'occasion d'une autre affaire, un habitant a porté plainte contre le maire, qui vient d'être mis en examen pour faux et usage de faux. M^{me} Pellissier proteste néanmoins qu'elle n'est «le jouet d'aucun camp».

Une altercation a eu lieu autour de l'ordinateur communal, que Martine Pellissier ne savait pas faire fonctionner. Sa formation était «insuffisante», plaide-t-elle. «De toute façon, s'énervait le maire, elle était d'une paresse incroyable.» Après cet échange, le maire et son employée ne se sont plus revus. M. Thebaud affirme qu'elle ne venait plus travailler. M^{me} Pellissier assure qu'il l'évitait. Les malentendus conduisent à un rendez-vous manqué, début juillet, et au licenciement.

La préfecture incompétente

Malgré les appels de Martine Pellissier, personne n'est venu calmer le jeu. Estimant que le maire l'empêchait de «faire correctement son travail», elle a demandé à la préfecture d'intervenir. Mais, depuis la décentralisation, le représentant de l'Etat n'exerce plus de tutelle sur les élus locaux. M^{me} Pellissier s'est tournée vers le centre de gestion, mais cet organisme ne s'occupe que des titulaires de la fonction publique territoriale. Il restait le conseil municipal, mais M^{me} Pellissier n'a «confiance en personne». Certains élus de la majorité disent que l'assemblée délibérante a été prévenue du licenciement et qu'elle l'a approuvé.

D'autres, membres de l'opposition, affirment avoir été informés après coup et désapprouver l'initiative du maire. M. Thebaud conclut que les «ententes verbales ne valent plus rien» lorsque l'humeur tourne à l'aigre, et que «cette histoire lui servira de leçon». En attendant il a fait appel à une nouvelle contractuelle pour lui «donner un coup de main».

R. Rs.

ADMINISTRATION

TORCY L'EMPORTE SUR NOISIEL

Son maire vient d'obtenir le transfert de la nouvelle sous-préfecture de Seine-et-Marne

LA nouvelle a fait l'effet d'une douche froide sur les élus et fonctionnaires de la commune de Noisiel. Leur voisin Gérard Jeffray (UDF), député, maire de Torcy, vient d'obtenir du ministre de l'Intérieur le transfert sur sa commune de la nouvelle sous-préfecture de Marne-la-Vallée. Celle-ci était pourtant promise à Noisiel par un décret signé du prédécesseur de Charles Pasqua, Paul Quilès, en date du 26 février 1993 (le Monde du 14 décembre 1992). Le nouveau ministre n'aura donc mis que six mois pour renouer la proposition du député de la circonscription, élu en mars dernier à la place du socialiste Jean-Pierre Fourré.

«Après examen du dossier», écrit Charles Pasqua le 27 août à l'adresse de Gérard Jeffray, j'ai décidé d'engager le processus de transfert du chef-lieu de Noisiel à Torcy... J'ai demandé au préfet de Seine-et-Marne de procéder aux consultations nécessaires pour la mise en œuvre de ce transfert».

Et le maire de Torcy de se féliciter de la décision ministérielle, dans un communiqué publié le 31 août : «C'est un juste retour des choses tant le choix «politique» de Noisiel avait été évident. Alors que cette commune n'était pas candidate, un dossier monté en catastrophe avait abouti à un choix à l'emporte-pièce sur un terrain de 3 000 mètres carrés alors que le cahier des charges initial en réclamait près de 30 000. Le décret était publié juste avant les élections de mars. Un petit cadeau politique en quelque sorte au maire de Noisiel, avec l'appui de l'ancien député».

«Il est vrai que nous n'étions pas candidats», précise Charles Trouillard, directeur de cabinet du maire de Noisiel, Daniel Vachez (PS). Il y a cinq ans, le

terrain d'assiette imposé par l'Etat dépassait de loin les surfaces disponibles sur la commune. Mais il semble que les techniciens du ministère aient depuis lors revu leurs projets à la baisse.

«La commune de Noisiel redevenait donc concurrentielle, d'autant qu'elle accueillait déjà une mini cité administrative. Le quartier du Luzard regroupe en effet le centre des impôts, la chambre régionale des comptes, les bureaux des douanes, la Banque de France, l'Ecole nationale des services du Trésor, des services de la direction départementale de l'équipement et un commissariat de police».

«Une première»

Choisis sans avoir été consultés, les élus de Noisiel sont à nouveau surpris, mais, cette fois, ne déçoient pas : «Si Torcy avait été retenue il y a six mois», explique Daniel Vachez, cela ne nous aurait fait ni chaud ni froid. Mais cette décision de politique parisienne est inadmissible. Il s'agit à ma connaissance d'une première. Je me souviens par exemple de la décision de Jacques Chirac, en 1986, de créer une nouvelle sous-préfecture à Fontainebleau, alors que l'on connaissait déjà les besoins bien plus importants du Nord seine-et-marne. Deux ans plus tard, il n'était pas venu à Michel Rocard l'idée de remettre en cause le choix de son prédécesseur? Je considère donc la première action de Gérard Jeffray en tant que député, en tant qu'intervention en faveur de sa propre commune. C'est scandaleux, et je suis persuadé que les gens vont très mal réagir».

Roland Puig

BLOC-NOTES

NOMINATION

■ Damien Devoussoux, directeur du cabinet du préfet du Limousin. — Damien Devoussoux, secrétaire général de la préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon, est nommé directeur de cabinet du préfet de région du Limousin.

(Né le 30 mai 1953 à Chamonix (Savoie), Damien Devoussoux est licencié en histoire et en sciences économiques, diplômé en sciences politiques, docteur de troisième cycle en sociologie électorale. Diplômé de l'Ecole de la commission de la marine, il a été durant douze ans (1979-1991) officier-commissaire de la marine, avant d'être nommé sous-préfet de deuxième classe au secrétariat général de Saint-Pierre-et-Miquelon.)

AGENDA

■ Ecologie et urbanisme l'instigation de l'Institut européen d'écologie, un colloque intitulé «Vingt ans d'écologie urbaine. Bilan et perspectives de la ville de demain», se tiendra à Metz du 14 au 16 septembre. Au programme : les expériences des villes de Metz, Angers, Dijon, Strasbourg et Toulouse.

■ Renseignements : Institut européen d'écologie, 1, rue des Récollets, 57000 Metz. Tél. : (16) 87-75-41-14.

■ Top-Com 93. — Le Salon des directeurs de la communication et du marketing, Top-Com, se tiendra à Deauville (Calvados), du mercredi 15 au samedi 18 septembre. Certains ateliers seront consacrés à la communication des collectivités locales : bulletins municipaux, affichage, messages télématiques. Un espace d'exposition rassemblera deux cents exposants (agences, partenaires techniques).

■ Renseignements au (16-1) 47-58-20-40.

■ Université d'été «Science et environnement». — La quatrième session d'été organisée par l'association de l'Université européenne de l'environnement aura pour thème «Science et décision en matière d'environnement». Elle sera organisée en deux sessions, qui auront lieu du 13 au 18 septembre sur la petite île de Berber, dans le golfe du Morbihan. Un cours de formation réservé aux étudiants occupera les trois premiers jours. Des rencontres devront ensuite réunir des représentants du monde associatif et universitaire, de l'industrie, de l'administration publique et des autorités locales.

■ Université européenne de l'environnement, 75010 Paris. Tél. : 45-26-30-16.

■ Politique de la ville. — Le Forum

pour la gestion des villes et des collectivités territoriales, que préside Alain Richard (PS), organise une journée d'étude intitulée «Quelle politique pour la ville?», à Paris, jeudi 16 septembre. Des élus, des consultants et des fonctionnaires se demanderont notamment si la déconcentration des pouvoirs de l'Etat, la participation accrue des associations d'habitants et la simplification des procédures de financement ont permis de répondre aux besoins des villes.

■ Renseignements au (16-1) 42-58-39-70.

PUBLICATIONS

■ Les Associations à l'épreuve de la décentralisation. — Le Conseil national de la vie associative (CNVA) publie son rapport 1991-1992, largement consacré à la décentralisation. Ardemment souhaitée par beaucoup d'associations, cette réforme a des effets pervers. Les élus locaux ont trop souvent tendance à prendre les défauts qu'ils dénoncent de la part de l'Etat. Ils souhaitent plus de «docilité» de la part d'associations qu'ils aident financièrement. Les associations voudraient pouvoir vivre sans que soient remis en question les soutiens financiers qu'elles reçoivent.

L'ouvrage comprend aussi un résumé des débats qui ont eu lieu lors du colloque organisé par le CNVA en novembre 1991 sur les associations à l'heure de la décentralisation. ■ Les Associations à l'épreuve de la décentralisation - Bilan 1991-1992, 147 p., La Documentation française, 29-31 quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.

■ Mutation rurale. — «Le monde rural n'est pas en déclin, il est en mutation», le Groupe d'étude et de mobilisation espèces rurales se veut positif. Son rapport, remis au premier ministre Edith Cresson en 1992, et qui vient d'être publié, n'est donc pas une complainte de plus sur la mort des campagnes françaises. Il essaie au contraire de formuler quelques propositions constructives. Le groupe de réflexion, dirigé par René Caron (non inscrit), conseiller général et président du Crédit agricole de la Savoie, énonce au passage l'organisation actuelle des collectivités locales qui agissent parfois en concurrentes et non comme parties prenantes d'un même territoire. Dans l'ensemble, leurs idées sont novatrices, pas révolutionnaires. Certaines ont d'ailleurs été évoquées par d'autres experts, sous d'autres gouvernements successifs. Il reste à les expérimenter.

■ Pour une politique d'aménagement des territoires ruraux, collection «Alternatives rurales», éd. L'Harmattan, 5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris, 118 p., 70 F.

DÉBAT

L'INDISPENSABLE AMÉNAGEMENT DU LITTORAL

par Antoine Rufenacht

LORS du comité interministériel qui s'est tenu à Mende le 12 juillet 1993, le gouvernement a annoncé le dépôt pour l'automne d'un projet de loi d'orientation sur l'aménagement du littoral. Il serait accompagné d'une charte nationale qui se proposerait de dessiner une nouvelle architecture du territoire, de penser de façon prospective la France de 2015 et prendrait en compte trois niveaux d'organisation : les zones rurales, les zones d'équilibre dotées de villes moyennes et les territoires sous influence d'une métropole.

Une telle classification perpétue à l'évidence la dichotomie ville-campagne. Nous pensons pour notre part que cette perception spatiale du territoire, qui a le mérite de bien s'intégrer à la manière de penser communautaire, doit être complétée par une approche plus novatrice qui intégrerait des territoires à spécificités fortes. Je veux parler en particulier de la montagne et du littoral. Il est significatif de remarquer que ces deux ensembles ont fait l'objet, chacun en ce qui le concerne, d'une loi-cadre particulière visant à leur protection et leur aménagement — la montagne en 1984, le littoral en 1986.

Si nos campagnes méritent une attention particulière, du fait de leur dépopulation et de la déshérence des activités qui l'accompagne, le littoral, à l'inverse, paraît plus que jamais une zone d'attraction, de développement et de peuplement. La densité de population, l'accroissement démographique et la concentration de constructions de logements ou d'infrastructures routières en sont les signes les plus marquants.

Ce phénomène, de l'avis de tous, est appelé à s'accroître. De vingt-cinq millions de touristes actuellement, nos côtes seraient appelées à en accueillir le double d'ici quinze ans. Le comité interministériel n'a fait aucunement référence au littoral. Or ce dernier constitue une grande richesse de la France en termes de gisements écologiques et économiques. Il est donc urgent que le fait littoral soit pris en compte au niveau national de façon significative.

L'Association nationale des élus du littoral (ANEL) s'y emploie avec détermination depuis sa fondation en 1979. Nous proposons qu'un certain nombre d'objectifs soient intégrés dans les réformes annoncées. Le gouvernement vient de faire savoir que l'enveloppe globale était portée de 51 à 67,7 milliards de francs. Les élus du littoral demandent dans ce cadre que les besoins en développement des régions côtières soient pris en compte de manière spécifique par les contrats de plan. Cela est vrai en ce qui concerne la politique de défense contre les dangers de la mer, dont l'Etat s'est complètement désengagé, du financement de l'aquaculture (notre pêche de demain), du réseau d'assainissement côtier, qui doit faire l'objet d'un très lourd effort financier de la part des stations. Mais également des infrastructures routières. A ce titre, la réalisation de la route bleue, qui doit aller de Calais à Hendaye, doit être prioritaire.

Dépasser le cadre de pensée hexagonal

Il apparaît aujourd'hui également urgent que l'Etat se dote, à l'exemple du fonds d'intervention pour l'auto-développement en montagne (FIAM), d'un fonds interministériel à l'aménagement du littoral (FIAL) qui se conjuguerait aux dotations des contrats Etat-régions. Ce fonds serait géré par une structure spécifique.

Il n'est à ce titre que de prendre exemple sur l'institution originale que représente le commissariat à l'aménagement des Pyrénées ou celui dont la création annoncée du commissariat à l'aménagement et au développement des plateaux de l'Est. De même, le projet de loi réformant la DGF (dotation globale de fonctionnement) en réorientant les moyens financiers vers les communes sensibles ou sinistrées devra prendre en compte l'inégalité actuelle de traitement envers les collectivités littorales, inégalité que ne compense pas, tant s'en faut, l'actuelle dotation touristique. Rappelons que certains de nos villages doivent s'équiper de stations d'épuration correspondant à quinze

fois la capacité nécessaire à leur population permanente.

La procédure exemplaire que constituent les schémas de mise en valeur de la mer doit être vigoureusement encouragée en faisant l'objet de crédits significatifs. Visant à zoner les activités touristiques et maritimes dans un espace géographique pertinent (une baie, un étang salé, un pays côtier identifié...), le schéma de mise en valeur de la mer permet en effet, à l'issue d'une concertation entre l'Etat, les collectivités et les professionnels concernés, de définir une politique à long terme dans un espace conflictuel. La dotation budgétaire actuelle, qui ne permet l'étude que d'un ou deux schémas par an sans aucun volet d'accompagnement financier, risque de réduire cet outil remarquable par Bruxelles au niveau d'une expérience administrative sans lendemain.

Nous voudrions enfin à l'heure des choix que l'expérience de nos amis et voisins puisse être analysée et nourrir notre pratique de demain. Je ne prendrai ici que l'exemple des Pays-Bas qui ont depuis fort longtemps planifié les aménagements littoraux : la province, formule un programme dans un schéma directeur dont la validité (généralement de quinze ans) respecte les grandes options définies à l'échelon national. Cela nous ramène ainsi à notre réflexion première : le littoral ou la montagne doivent nous provoquer à dépasser le cadre de pensée hexagonal, focalisé de manière sans doute trop manichéenne sur le dualisme zones rurales/centres urbains. Alors, la charte nationale, à laquelle nous devons tous travailler, donnera à la France de 2015 une autre image que celle de villes irradiant leurs périphéries. Ce sera avant tout celle de flux de populations, de productions de valeurs ajoutées et de pôles régionaux à l'échelle européenne. Alors, pourquoi pas, après la Lozère, vaste territoire rural en voie de désertification, un prochain comité interministériel siégeant sur le littoral?

■ Antoine Rufenacht est député RPR de Seine-Maritime et président du conseil régional de Haute-Normandie.

ALPES
NOUS DANS LES GORGES D

ALSACE
ORISER
ATIMENT
UNE RÉG
DE TRAN

S

HÉBERGEMENT

Monastère en location

Les nouvelles communautés monastiques ont encore plus de mal que les particuliers à se loger à Paris. Tel est le cas, par exemple, des frères et sœurs appartenant aux Fraternités de Jérusalem dont la règle est précisément de vivre en milieu urbain. Jusqu'ici la ville leur prêtait des chambres de bonne dans plusieurs immeubles lui appartenant au sein de la ville. Mais il fallait réhabiliter ces logements sociaux et donc déloger certains occupants.

La Société anonyme de gestion immobilière (SAGI), responsable de l'opération, a regroupé une vingtaine de nonnes dans deux vieux immeubles contigus qu'elle a transformés en couvent et loués à la communauté. Les studios ont été aménagés en cellules, certains appartements en salle capitulaire, réfectoire et bibliothèque, une cour intérieure en cloître. Superbement restaurés, par un architecte des monuments historiques, les caves voûtées abritent la chapelle, récemment consacrée par le cardinal Lustiger.

RECYCLAGE

Boîtes de conserve pour les aciéries

Les Franciliens jettent chaque année à la poubelle des millions de boîtes de conserve dont le poids total représente 100 000 tonnes de fer. Gaspiage regrettable lorsqu'on sait que les sidérurgistes sont aujourd'hui capables de fabriquer un excellent acier en y incluant 50 % de ferraille. Il a donc été décidé que les trois usines brûlant les ordures ménagères de l'Ile-de-France livreraient désormais leurs déchets à une entreprise spécialisée installée à Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne) qui en extrait les résidus ferreux. Cette matière secondaire contenant 92 % de fer sera vendue aux aciéries à un coût comparable à celui du minerai. Capacité de traitement initial : 60 000 tonnes. Si ça marche, la totalité des déchets ferreux des Franciliens pourrait être recyclée. Cette initiative due à la société Traitement industriel des résidus urbains (TIRU) est une bonne affaire pour tout le monde.

FÊTES

Les Buttes-Chaumont s'amuse

Montmartre, Auteuil, Saint-Sulpice, le Marais, la Goutte-d'Or et quelques autres « villages » parisiens organisent eux-mêmes leurs fêtes de printemps et festivals estivaux. Mais bien des quartiers de Paris se contentent des festivités officielles et programmées. Tel était le cas du 19^e arrondissement essentiellement animé par les multiples initiatives de la Cité des sciences et du parc de La Villette. Aussi, depuis trois ans, l'association Vivre son quartier crée et subventionnée par l'Hôtel de Ville (800 000 francs) essaie-t-elle de faire la fête au cœur de l'arrondissement dans la pittoresque décor des Buttes-Chaumont. Durant trois soirées consécutives, cet été, 150 élèves comédiens du célèbre Cours Florent (installé dans le 19^e) ont interprété des saynètes drolatiques sur des tréteaux disséminés en plusieurs points du parc. Le tout clôturé, bien entendu, par un feu d'artifice. Ces réjouissances populaires de l'Est parisien attirent de plus en plus de monde. Quarante mille personnes cette année, estime-t-on. Peut-être un jour certains de ces spectateurs, éventuellement encouragés par la mairie du 19^e, auront-ils envie d'organiser eux-mêmes le spectacle...

TRANSPORTS

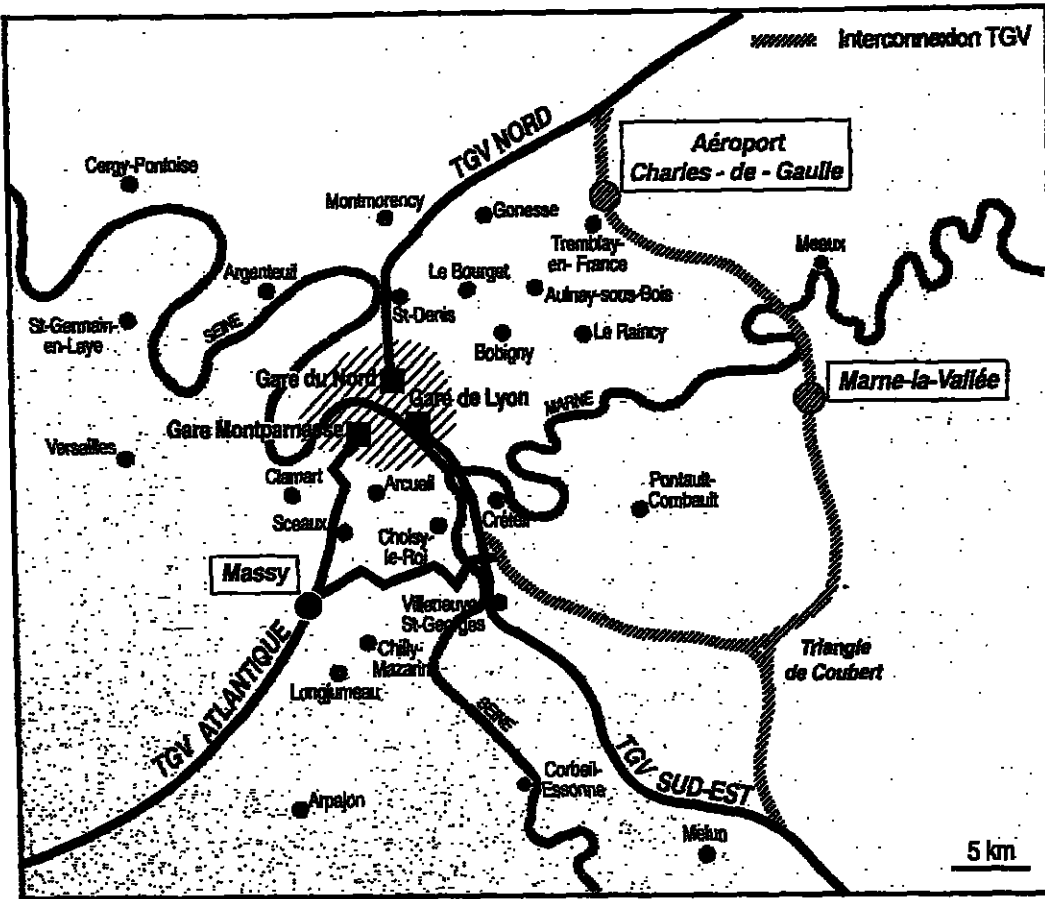
LA BANLIEUE AURA AUSSI SES TGV

Le réseau d'interconnexion permettra, dans moins d'un an, aux Franciliens d'aller à Lyon ou à Lille sans être obligés de se rendre dans une gare parisienne

Pour les huit millions de Franciliens non parisiens qui voyagent par le train, il n'y a pas d'autre solution que de se rendre d'abord dans la capitale, engorgeant un peu plus les voies d'accès et les quartiers des gares parisiennes. L'été prochain, ils pourront échapper à ces embarras grâce aux gares du réseau d'interconnexion des TGV.

Ces dernières années, le phénomène avait été aggravé avec l'arrivée des TGV et la suppression de bon nombre de liaisons traditionnelles, dont certaines s'arrêtaient auparavant dans l'une ou l'autre gare de la région parisienne pour embarquer un contingent de banlieusards.

Ainsi les habitants de la région de Versailles qui pouvaient attraper dans la gare des Chantiers les trains-express pour la Bretagne, doivent maintenant se rendre à Montparnasse pour monter dans un TGV-Atlantique : gain de temps réduit à zéro et tarifs à la hausse. Le mécontentement des usagers n'a pas fait plier la SNCF. Elle a cependant fait savoir, avec une étonnante discrétion, que depuis septembre 1991, quelques TGV partent déjà de la gare de Massy dans l'Essonne pour l'ouest de la France. Cette belle gare aux généreux parkings, facile d'accès pour nombre d'habitants de l'ouest parisien, est



SEINE-SAINT-DENIS

LA CHASSE AUX ACARIENS

Une expérience est en cours pour permettre à quatre-vingts familles d'éviter les allergies

PRÈS DE 20 % des Français seraient atteints de troubles allergiques ; la moitié d'entre eux souffrirait de difficultés respiratoires (toux, bronchite, rhinite...) liées à la présence d'acariens dans les poussières des habitations. Afin d'étudier l'hypersensibilité à ces parasites et tester l'efficacité de certaines mesures de prévention, une équipe de spécialistes dirigée par le docteur Marie-Roger Ickovic, chef du laboratoire d'aérobiologie de l'Institut Pasteur et secrétaire général de la Société française d'aérobiologie, a décidé de mener aux Lilas (Seine-Saint-Denis) une expérience originale. Près de quatre-vingts familles volontaires ayant, pour la moitié d'entre elles, un ou plusieurs membres allergiques aux acariens vont y participer.

L'expérience a débuté au mois de mai dans la nouvelle résidence du 71-75 boulevard du Général-Leclerc. Construit par Bouygues-Bâtiment pour le compte de la société HLM Logis-Transport, filiale de la RATP, ce programme immobilier baptisé « Habitat à moindre risque allergique », regroupe quatre-vingts appartements. Vingt ont été volontairement conçus sans équipement spécifique et soixante ont été spécialement aménagés pour éviter au maximum la prolifération des acariens.

Examens et prélèvements

Pour établir des comparaisons et étudier les variations de la présence de ces minuscules parasites dans les différents logements, certains ont été équipés de moquettes, d'autres de revêtements plastiques. Dans certains appartements, les plinthes ont été recouvertes de peinture acaricide, tandis que les matelas d'une vingtaine d'autres ont été protégés par des housses spéciales. Ils ont tous été raccordés à un système d'aspiration centralisé pour éviter la dissémination des particules allergisantes.

Orientées par la préfecture de la Seine-Saint-Denis et la ville des Lilas, les familles ayant accepté de se prêter à cette expérience seront suivies pen-

dant un an par le docteur Ickovic, assisté de cinq médecins, dont un détaché par l'Espace Santé de la RATP. Ils subiront quatre examens trimestriels, à la fois pour établir un bilan médical et pour apprécier l'efficacité des actions pédagogiques entreprises au préalable. En même temps, des prélèvements d'air pour le contrôle de l'hygrométrie et la recherche de moisissures seront effectués dans les appartements-tests, ainsi que des analyses de poussière dans les matelas pour détecter la présence des acariens.

Après un premier état des lieux, tous les résidents, allergiques ou non, ont été invités à remplir un questionnaire sur leurs antécédents et modes de vie antérieurs. Ils ont subi une première visite médicale avec tests cutanés, bilan respiratoire pour connaître la sensibilité des bronches et prise de sang pour doser les anticorps spécifiques aux acariens. Il leur a été également demandé de contrôler trois fois par jour, et ce durant deux semaines, leur respiration à l'aide d'un appareil de mesure du débit expiratoire (débit maximum en une seconde) pour dépister les éventuels risques de bronchite.

Ces examens et tests quelque peu contraignants, ajoutés à certaines recommandations (éviter l'accumulation des tissus, doubles rideaux, coussins, tapis et la présence d'animaux), semblent être bien acceptés par les locataires. Si certains se sont montrés quelque peu réticents au début de l'expérience, par manque de compréhension du but recherché, reconnaît le docteur Ickovic, aujourd'hui la participation est dans l'ensemble excellente.

Ignorant certains principes de base, comme aérer une pièce lorsqu'on passe l'aspirateur ou ne faire son lit que le soir pour éviter la prolifération des parasites dans les matelas, M^{me} Rodriguez, allergique aux poussières depuis cinq ans, a modifié ses habitudes depuis qu'elle a emménagé dans son nouvel appartement de quatre-vingt-six mètres carrés avec son époux et son fils âgé de deux ans. « Souvent prise de bronchite » lorsqu'elle vivait dans son petit deux-pièces de qua-

rante mètres carrés, sombre et humide, « stressée et obligée de prendre chaque jour des médicaments », elle a aujourd'hui « retrouvé le sommeil et n'a eu qu'une crise depuis son arrivée ».

Première européenne

Convaincue que le seul traitement efficace contre les allergies à la poussière et aux acariens est de purifier l'environnement des personnes sensibles, le docteur Ickovic espère prouver au monde médical, aux constructeurs et à l'ensemble de la population qu'il est possible de prévenir certaines allergies en modifiant les modes de vie et les comportements. « L'allergie, c'est l'affaire de tous. Des médecins qui doivent largement informer leurs patients, des constructeurs qui doivent concevoir des apparte-

ments à moindre risque allergique, aérés et spacieux, et des habitants qui doivent modifier leurs habitudes de confort en évitant les avalanches de tissus, véritables nids à acariens, et les pièces calfeutrées où l'humidité se condense et où les moisissures se développent ».

Cette opération pilote, coordonnée par la Société française d'aérobiologie (association ayant pour but l'étude du contenu de l'air et ses répercussions biologiques), avec la collaboration de nombreux partenaires (la société HLM Logis-Transport, les ministères de la santé et du logement, l'Espace Santé de la RATP, l'Institut Pasteur, l'INSERM, le laboratoire Stallergènes, la société Gore et des internes de l'équipe du professeur Brochard de Créteil...) est considérée comme une première. Certes « des efforts pour construire des résidences à moindre risque allergique pour asthmatiques ont été faits au Danemark et en Suède », reconnaît le docteur Ickovic, mais jamais, à sa connaissance, une expérience concernant l'habitat pour tous n'avait encore été réalisée en Europe.

Martine Boulay-Méric

VAL-DE-MARNE

Une fresque pour Fontenay

L'église Sainte-Thérèse de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) est désormais ornée d'une reproduction d'une fresque de Jésus était son nom. Le spectacle réalisé par Robert Hossein. Peintre sur une bache, cette peinture avait été un temps exposée sur la façade de l'église Saint-Augustin, à Paris. C'est là qu'un paroissien de Fontenay-sous-Bois l'avait remarquée et s'était inquiété de son devenir. Décidé à l'acheter, il prit contact avec son créateur, l'atelier Catherine Feff (1) avait affaire à une telle demande, qui ne s'est jamais renouvelée.

Les auteurs du projet prirent alors contact avec le maire de Fontenay-sous-Bois, Louis Bayeure (PC), qui, séduit par le projet, demanda rapidement au conseil municipal de voter les crédits nécessaires. Ce qui fut fait. Depuis, la ville a déposé des demandes de subvention auprès du ministère de la culture, de la région Ile-de-France et du département du Val-de-Marne. Aujourd'hui, la fresque représentant Jésus et ses apôtres a pris place sur un mur aveugle de l'église Sainte-Thérèse.

Francis Gouge

le premier tronçon du réseau d'interconnexion des TGV qui est en voie d'achèvement en Ile-de-France.

Dans un peu moins d'un an, en juin 1994, la liaison à l'est de Paris sera réalisée et la gare de Marne-la-Vallée-Charles-de-Gaulle, en plein cœur du parc Euro Disneyland, accueillera ses premiers voyageurs. Ceux-ci éviteront ainsi de se rendre à Paris pour prendre le TGV. A la même époque, on pourra aller de Lille à Lyon à grande vitesse sans passer par Paris. Le parcours de Lille à Tours s'effectuera alors en 2 heures 30, celui de Bruxelles à Lyon en 3 heures 30.

Quelques mois plus tard, l'ouverture de la nouvelle gare à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle mettra les passagers des compagnies aériennes du monde entier à un peu plus de quatre heures de Marseille, mais permettra aussi à tous les habitants du nord de l'Ile-de-France de prendre facilement le TGV pour parcourir la France et bientôt pour se rendre dans toute l'Europe.

Plus de treize millions de passagers sont attendus dans ces gares, car c'est un véritable superpériphérique du rail que les pouvoirs publics ont lancé en prenant, en octobre 1987, la décision de construire cette interconnexion, en même temps que le TGV Nord. Pour la réaliser, il a fallu très rapidement définir un tracé de 102 kilomètres en zone relativement urbanisée. Les techniciens ont choisi de limiter la vitesse des rames à 270 km/h au lieu des 300 km/h sur les nouvelles lignes, ce tracé plus souple aux courbes moins larges n'a nécessité que la destruction de cinq pavillons et deux logements de gardes-barrières. Il n'y a pas plus de 350 habitants au kilomètre carré vivant à moins de 250 mètres de la ligne, hors des zones enterrées ou faisant l'objet d'un aménagement paysager anti-bruit.

Le « triangle de Coubert »

Le projet n'en a pas moins nécessité la construction de 61 ponts pour les routes, de 32 ponts pour les voies, de 70 ouvrages hydrauliques, de 8 tranchées ouvertes et d'un tunnel à Limeil-Brévannes, sur la branche ouest. Des dizaines de millions de mètres cubes de terre ont été déplacés au cours de ces travaux qui n'ont commencé qu'au printemps 1990. Quarante entreprises ont été mobilisées pour ces infrastructures dont le coût s'élève à 4 milliards de francs.

L'interconnexion traverse cinq départements (Val-d'Oise, Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Val-de-Marne, Essonne) et comporte trois branches se rejoignant dans un échangeur appelé « triangle de Coubert ». Celui-ci permet les liaisons entre les TGV Nord et Sud-Est, Nord et Atlantique, Sud-Est et Atlantique. Entre Marne-la-Vallée et l'aéroport de Roissy, un raccordement devrait permettre au TGV Est d'être relié aux trois autres. La branche nord de l'interconnexion est longue de 55,9 kilomètres, la branche sud représente 12,8 kilomètres. La branche ouest, longue de 26,5 kilomètres, emprunte en partie l'ancienne ligne de la Grande Ceinture où les trains ne circuleront donc qu'à 170 km/h.

L'attractivité des lignes TGV devrait être renforcée pour tous les habitants de l'Ile-de-France avant même la mise en service de l'ensemble du réseau au printemps 1996. L'ouverture de la gare TGV de Roissy-Charles-de-Gaulle, à l'automne 1994, sera elle-même un événement. Elle réunira dans le même site tous les modes de transports : routiers, aériens et ferroviaires avec le TGV, mais aussi grâce à l'arrivée directe dans la gare du prolongement du RER.

Et l'architecture audacieuse du bâtiment dessiné par Paul Andreu, ne sera pas le moindre des attraits de ce lieu. Ainsi, les rames de TGV traverseront à 230 km/h cette gare de près de 500 mètres de long, surmontée par une arachnée verrière de 28 300 mètres carrés, elle-même survolée par les longs-courriers : une véritable invitation au voyage.

Christophe de Chenay

LES BONNES AFFAIRES DE LA

TO, MÉTRO, TULOT, DODO

PLANTU
REPROCHE-ORIENT

DOSSIER

LE DOUBLE RÔLE DES ÉCOMUSÉES

Créés pour réveiller la mémoire de certaines zones
ces musées d'un genre particulier s'avèrent aussi être des facteurs d'activité

BOURGOGNE

Le tourisme fluvial
favorise
l'intercommunalité

Saint-Jean-de-Losne, un chef lieu de canton de la Côte-d'Or, a réussi en dix ans la part de l'avenir, suivant le classement établi par Voies navigables de France, le premier port national de tourisme fluvial. Une gare d'eau de 9 hectares, en bordure de Saône, accueille chaque année l'hivernage de trois cents bateaux. Des aménagements sont entrepris pour répondre à la demande croissante d'une clientèle composée à 70 % de Suisses, d'Allemands et de Néerlandais.

Face à ces nouveaux besoins d'investissement, liés à une augmentation du trafic nautique (plus de 22 % depuis 1990), le maire, Marcel Grivau, a proposé aux communes limitrophes de participer à la gestion et à l'entretien du site. Cette solution devrait faciliter la création d'autres projets, comme un musée national de la batellerie, dont la première phase, un remorqueur de 25 tonnes et de 15 mètres de long, est en cours de restauration.

CENTRE

Non
à la Carte orange

Appelé à donner son avis sur le schéma régional des transports collectifs, le conseil économique et social de la région Centre, que préside Paul Troussat, s'est déclaré non favorable à l'extension de la carte orange aux usagers des départements d'Eure-et-Loir et du Loiret.

Ces deux départements connaissent chaque jour un exode massif de leurs habitants en direction de la région parisienne, où ils ont leur emploi (24 000 pour l'Eure-et-Loir, 12 000 pour le Loiret, selon une étude de la direction régionale de l'équipement).

Le conseil économique et social du Centre estime qu'une telle mesure d'extension risque d'accentuer le phénomène de « banlieurisation » de cette partie de la région. Outre le coût de l'opération, il serait illogique, estime encore le conseil, de demander aux entreprises de la région Centre de financer les déplacements de personnes qui vont travailler dans une région voisine. Les socio-professionnels ont préféré lancer l'idée d'une carte de transport « incitative » dans les limites du Centre, qui renforcerait la cohésion régionale.

RHÔNE-ALPES

Début du chantier
de l'autoroute
de Maurienne

Le chantier de l'autoroute de Maurienne, le maillon manquant du réseau entre la France et l'Italie, via le tunnel du Fréjus, a commencé. Cet axe de 63 kilomètres, dont le coût est évalué à 4,610 milliards de francs, devrait relier Montmélian au tunnel au début de 1999, avec des mises en service progressives dans la partie basse de la vallée.

Le début des travaux est intervenu après la signature de l'acte de concession, en faveur de la Société française du tunnel routier du Fréjus, bénéficiaire d'un régime d'exception. L'Etat a accepté de n'être pas majoritaire dans une société concessionnaire qui compte parmi ses actionnaires, outre Autoroutes de France (49,95 % du capital), des collectivités (36,39 %), des chambres de commerce (11,88 %) et des intérêts privés (2,48 %).

Ce chantier doit favoriser l'activité des travaux publics et du bâtiment dans un département en panne depuis l'achèvement des travaux des Jeux olympiques. Pour les élus, il laisse entrevoir des perspectives de contacts avec le Piémont tout proche, dont les entreprises font l'objet d'une prospection assidue de la part de Maurienne Expansion.

Pour définir l'écomusée, le créateur du concept, Georges-Henri Rivière, disait qu'il s'agissait de faire un musée non pas pour la population, mais avec elle. Pendant les années 80, ce genre de musée d'ethnologie régionale ou du folklore s'est beaucoup développé. Mais, au-delà de la présentation d'objets témoins de la vie locale, il s'agit d'aider les populations qui habitent la région à se situer dans la continuité historique et à peser sur le présent.

La Fédération nationale des écomusées compte une soixantaine d'établissements de ce type; mais il existe quelque deux cent cinquante institutions qui répondent peu ou prou à la définition en se qualifiant de « musée de société ». L'écomusée est aussi une pièce importante, parfois la seule, pour attirer des touristes. Mais il s'agit de savoir si l'écomusée agit sur les mécanismes de développement local, et comment.

Premier rôle des écomusées : celui de mémoire. Ils représentent un véritable inventaire des métiers disparus ou en voie de disparition, les musées de la mémoire industrielle venant prendre leur place aux côtés de ceux consacrés à la vie rurale. D'ailleurs, les mutations des années récentes ont alimenté certains d'entre eux. Le musée de Fourmies-Trélon (Nord) a installé des machines textiles dans une ancienne usine Prévoist-Masurel et entretient une ancienne verrerie à Trélon; à Nans-sous-Sainte-Anne (Doubs), la production s'est arrêtée à la tannerie, une forge spécialisée dans la fabrication d'outils taillants ou coupants : faux, faucilles, serpes, en 1969.

Travailler
en relation avec
les professionnels
pour relancer
une production

Difficile de faire la même chose pour les industries encore en activité, qui assimileront cette mise en musée à un hommage funèbre : ainsi Oyonnax (Ain) refuse un musée du plastique alors qu'elle investit dans la formation et la recherche sur cette matière. Le monde agricole aussi montre des réticences : le président du conseil régional de Picardie, Charles Baur, souhaite créer une « maison de la terre », mais se refuse à parler de musée parce que, dit-il, il veut montrer une « réalité vivante ».

C'est pourtant une autre fonction que la nostalgie qui est assignée aux écomusées. « L'idée, explique Emilia Vaillant, chargée de mission pour les écomusées et les musées de société au ministère de la culture, est de montrer comment sur un territoire donné la communauté des hommes qui y vivent a évolué dans le temps. » Pour Jacques Sallois, directeur des Musées de France, l'écomusée doit être le lieu où « on s'interroge sur une région, et sur ce qui a fait qu'à un moment de son histoire celle-ci a été maîtresse de son destin ». Françoise Clavairole, ethnologue qui a travaillé dans les Cévennes sur les « chemins de la soie », parle pour sa part du rôle de la mémoire sociale comme facteur de développement.

En effet, au-delà de ce travail sur le passé, les écomusées ont aussi pour mission d'être les acteurs d'une société vivante et de mettre en valeur certains secteurs d'activité. C'est ce que réalisent par exemple le musée de l'étang de Thau (Hérault), consacré à la conchyliculture, ou celui du liège à Maureillas (Pyrénées-Orientales). Ce dernier travaille en relation avec les professionnels du liège qui veulent relancer la production locale. Dans le Jura, le Musée des techniques et cultures comtoises a investi dans plusieurs entreprises de production.



Notamment les Forges de Syam, une petite société de laminage : il y présente une exposition permanente sur l'histoire de l'entreprise. Il a par ailleurs commandé un reportage à une photographe, a fait travailler un designer sur les profils produits par l'usine, et a favorisé la venue d'artistes en résidence. Les Forges de Syam sont équipées d'un petit laminoir dont l'installation remonte à... 1901. Le succès de l'entreprise repose sur sa capacité de fabriquer à la demande des pièces que les grandes firmes de la sidérurgie moderne sont incapables de réaliser.

Le pari semble encore plus fou de la part de ceux qui, dans les Cévennes, ont entrepris de faire revivre la filière soie. Vingt ans après la fermeture de la dernière filature, un instituteur, Michel Costa, décide d'élever des vers à soie pour ses élèves : quelques années plus tard, il se retrouve à la tête d'une petite filature (une vingtaine d'emplois) et entraîne la région dans l'aventure d'une relance de la filière, qui compte maintenant un centre de recherches sur le mûrier apportant son assistance technique en Extrême-Orient. Dans ce cadre, le Musée de la soie, à Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard), est, selon Michel Costa, « le musée de la relance ».

L'Ecomusée de la Bresse bourguignonne s'inscrit, lui

aussi, dans cette démarche de soutien aux développements alternatifs. On lui doit, en particulier, un « plan vert ». « Il s'agissait, expliquait-on à l'écomusée en présentant ce plan à l'autisme dernier, de proposer une stratégie de prise en compte de l'environnement comme force intégrante du développement local, au niveau d'une micro-région géographique et culturellement homogène. » Quelques mois plus tard, l'écomusée se prépare à publier un deuxième document (« Qui fait quoi dans le secteur de l'environnement »), et son directeur, Dominique Rivière, se réjouit : « Le conseil général de Saône-et-Loire a repris les choses en main à une échelle importante », en organisant des états généraux de l'environnement et en engageant un certain nombre d'actions, par exemple pour le traitement des déchets. Dans l'optique de la conservation et du développement, cet écomusée porte aussi un grand intérêt aux producteurs de chaises pailées, une spécialité de la Bresse bourguignonne.

Hélas ! le succès n'est pas toujours au rendez-vous. Ainsi l'existence du Musée de la chapellerie à Chazelles-sur-Lyon (Loire) n'a pas empêché la fermeture de la dernière fabrique de chapeaux de la commune; de même, la mise en place d'une exposition sur l'histoire mon-

diale de la faïence dans la faïencerie de Salins-les-Bains (Jura) n'a pas fait changer d'avis son propriétaire, qui a fait passer le site de la fabrication de vaisselle à celle, moins flatteuse, de salles de bains.

Dans la compétition
économique,
tout ce qui distingue
est plutôt
bon à prendre

Vecteur, souvent, de développement alternatif, l'écomusée est toujours d'une identité. Cela donne des complexes à beaucoup de directeurs ou conservateurs d'écomusées. Se souvenant du goût du régime de Vichy pour le terroir, et profondément choqués par la tragédie yougoslave, ils répugnent aujourd'hui à creuser des sillons qui séparent. Pourtant parmi les ancêtres des écomusées, le Musée Ariézien d'Arles, fondé par Frédéric Mistral, est bien né pour réveiller l'âme provençale. Dans le Doubs, l'infatigable abbé Garneret, quatre-vingt-cinq ans, à qui on doit, entre autres choses, la création du Musée de plein air des maisons comtoises à Nancray, près de Besançon, fait partie de ceux

dont le seul propos est de conserver ce que le temps cherche à effacer. « Je tiens à ma patrie, explique-t-il, et la meilleure façon de la servir, c'est de la connaître ».

Ce sentiment identitaire dont les dérivés effraient est pourtant dans l'air du temps. Dans la compétition économique, tout ce qui distingue est plutôt bon à prendre, et l'histoire est facilement convoquée par les responsables du développement. L'écomusée serait ainsi, pour une collectivité locale, un partenaire plus sûr qu'un conseiller en image. Il constitue d'ailleurs chez leurs animateurs sur le fait qu'ils ont le devoir de montrer que l'histoire est faite de mélanges d'influences, et que les territoires économiquement et culturellement prospères sont ceux qui se sont ouverts aux autres.

Il y a pourtant un domaine où ils jouent la différence sans état d'âme : le tourisme. En attirant tous les ans 350 000 visiteurs, l'Ecomusée d'Alsace à Ungersheim (Haut-Rhin) est déjà un acteur important du développement local, comme le sont le Musée de la mine de Lewarde (Nord) et ses 125 000 visiteurs, ou le Musée de plein air du Quercy, ses 70 000 visiteurs et ses vingt-cinq emplois permanents dans un petit département. Mais l'Ecomusée peut aller au-delà, comme le fait par exemple celui de Fourmies-Trélon, à l'avenue. Cela oblige tout le monde à réfléchir sur ce qu'on propose aux touristes. On retrouve alors la réflexion sur le modèle de développement : l'Ecomusée de Fourmies-Trélon se préoccupe du respect de l'architecture traditionnelle et défend le bocage contre les tentations de l'agriculture-ravageuse de paysages. Sur la route de la soie, le projet de développement comprend bien entendu des itinéraires touristiques. « Il valait mieux, juge Françoise Clavairole, se l'approprier plutôt que de le laisser faire par d'autres ».

La vague des projets n'est pas arrêtée; on le constate dans les travaux de préparation des contrats de plan Etat-régions. A la Direction des musées de France, on voit ce phénomène d'un bon œil, et on se prépare à assurer la nécessaire cohérence nationale. Au total, estime Emilia Vaillant, « on aura deux à trois projets dans les grandes régions ».

Philippe Pujas

Les huîtres de Bouzigues

Il n'est pas très grand et n'a pas coûté très cher (10 millions de francs), mais il représente bien ce que peut être un écomusée ancré dans une réalité vivante : le jeune Musée de l'étang de Thau, à Bouzigues (Hérault), s'ouvre sur les activités de l'étang, la pêche et la culture d'huîtres et de moules.

L'idée est née il y a dix ans au sein du foyer rural. Louis Higonnet, qui le présidait alors, et qui est aujourd'hui maire de Bouzigues, raconte : « Je voulais attirer le village d'été, et on a décidé de monter une exposition. Sur quel thème ? La conchyliculture allait de soi. Cette opération a eu du succès; du coup, elle a été réitérée les deux années suivantes. Mais on se lasse au foyer rural d'être obligé de tout recommencer chaque été. Voici comment naît, en 1985, dans un local loué, un « musée de la conchyliculture » : 3 000 visiteurs tout de suite, 12 000 en 1989.

Petit à petit, les organismes spécialisés (IFREMER, affaires maritimes) se mobilisent : la commune prend le relais du foyer rural, le conseil général. L'Etat (la direction régionale des affaires culturelles), s'y intéresse. Un projet de vrai musée municipal voit le jour. Les collectivités assurent le financement, les professionnels offrent les objets, leur mode d'emploi et leur histoire.

P. P.

La céramique de l'Oise

Auneuil, à 10 kilomètres au sud-ouest de Beauvais (Oise), possède une étrange demeure, à la façade ébahissante recouverte de carreaux de céramique. C'est la maison Boulenger, construite à la fin du siècle dernier par un fabricant qui avait trouvé ce système pour afficher des échantillons de sa production. Elle va devenir un élément du Musée de la céramique architecturale et industrielle installé dans les bâtiments de l'usine toute proche.

Retombées
touristiques

Cette maison est, depuis le début du siècle, propriété de la commune, à qui Achille Boulenger, qui en avait été le maire, l'avait offerte pour en faire un musée-bibliothèque. Après bien des avatars, elle était un peu à l'abandon lorsque, il y a quelques années (après la fermeture de l'usine et d'une fabrique de tuiles voisine), le conseil municipal décide de réhabiliter son musée, et fit appel à l'écomusée des pays de l'Oise pour une étude de faisabilité. L'écomusée vit plus grand, et propose un musée de site englobant l'usine. Le projet et son coût (25 millions de francs) dépassaient les moyens de la commune (2 370 habitants), qui transmet alors la maîtrise

P. P.

pour la Provence

OFFRE

Important rôle de la barrière portuaire

RECHERCHE

MUSEE DES BATIMENTS INDUSTRIELS

DIRECTI

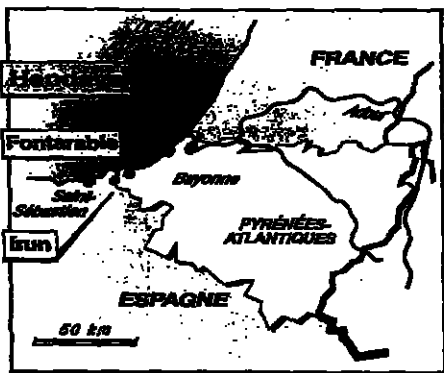
D

FRONTIÈRES

HENDAYE

La revanche de la plage

Après la série consacrée aux « Cités », « Heures locales » se tourne vers les villes aux frontières de l'Hexagone. En partant du Sud-Ouest, seize étapes nous conduiront de l'Espagne à la Grande-Bretagne.



«Aujourd'hui, la ville-frontière, c'est fini! » Comme préalable à tout entretien, Raphaël Lassalle, maire socialiste d'Hendaye depuis bientôt douze ans, pose fermement ce qui est désormais pour lui une évidence : le 1^{er} janvier 1993, avec l'abaissement des frontières, sa ville a changé de vocation.

Tout rappelle pourtant, dans le quartier de la gare, qu'Hendaye est au bout de la France. Pont international, café international, gare internationale, et boutiques de change : de quelque côté que l'on se tourne, des panneaux « frontière » pointent l'ailleurs. L'Espagne. Au centre-ville, on la devine encore, toute proche. Les agences immobilières, qui foisonnent, affichent en vitrine des villas « avec vue imprenable sur l'Espagne » plutôt que sur la mer. Au bas des immeubles, deux, trois, et quelquefois quatre plaques cuivrées de dentistes, rappellent que de l'autre côté de la frontière, les soins ont longtemps été chers et de piètre qualité. Plus loin, à la plage, d'autres indices. Les baraques à glaces du bord de mer qui vendent des churros, ces beignets traditionnels espagnols. Les bars qui se veulent tous bar bodega ou bars à tapas. Les plaques d'immatriculation des voitures, « SS » pour Saint-Sébastien. Et ces couples d'un certain âge, complet-veston, tailleur et bijou, qui se promènent sur le boulevard de la Mer comme sur les Ramblas de Barcelone, s'arrêtant sans cesse pour deviser, verbe et geste hauts.

De ses voisines espagnoles, Hendaye n'est séparée que par une rivière, la Bidassoa, qui s'élargit en baie avant de se jeter dans l'Atlantique. Sur la rive droite de l'estuaire, le chef-lieu de canton des Pyrénées-Atlantiques ; sur la rive gauche, Fontarabie au nord, Irun au sud, lui font face. La rivière n'est guère large. En bas de la rue du port, au centre-ville d'Hendaye, on peut compter les coups sonnés par les cloches de l'église de Fontarabie, ou même, en tendant l'oreille, reconnaître la musique qui s'échappe des bars. Aux toutes premières loges des conflits qui ont, jusqu'au dix-neuvième siècle, opposé la France et l'Espagne maintes et maintes fois, Hendaye a souffert de cette situation géographique. La Bidassoa fut le théâtre de batailles si sanglantes que par deux fois, en 1793 et 1813, ce bourg né de la pêche et la baleine fut même complètement détruit, malgré un traité de paix (le Traité des Pyrénées) très cérémonieusement signé en 1659 sur la Bidassoa.

Les échanges, pourtant, semblent avoir toujours fait fi des frontières et des différends politiques. Les chemins escarpés des Pyrénées n'ont jamais cessé d'être empruntés par les pèlerins en marche vers Saint-Jacques-de-Compostelle, et plus encore peut-être par les contrebandiers. « Une activité qui renouait chaque fois que la frontière se fermait, et permettait à Hendaye de vivre », relate, en souriant, Xavier Lassalle, conseiller municipal à la tête de l'opposition RPR-UDF. Robert Arrambide, nationaliste et conseiller municipal lui-même, en appelle, plus profondément, à l'identité basque : « On est ici dans un seul et même pays, le Pays basque. Labourd et Guipuzcoa sont deux des sept provinces euskadiennes (basques). Elles partagent une même lan-

gue, une même culture. Hendaye n'a donc jamais été une ville frontière, même si notre peuple a été divisé pendant quatre cents ans ».

La guerre civile espagnole a aussi contribué à rapprocher les deux communautés. Début septembre 1936, une bonne partie des habitants d'Irun fuient leur ville prise par les troupes franquistes, et se réfugient par milliers à Hendaye. A l'autre bout du pont international qui enjambe la Bidassoa, ils sont plutôt bien accueillis, « par le maire, qui se souvenait qu'en

ment dans l'immobilier hendayais de 1985 à 1990. « Des secondaires, les résidences sont souvent devenues principales puisque par l'autoroute, Saint-Sébastien n'est qu'à vingt minutes d'Hendaye » note M. Isidori.

Les Hendayais, qui se rendaient jadis à Irun ou Fontarabie pour faire leur marché de fruits, de légumes, de viande et de poisson, vont surtout désormais profiter de l'ambiance des bars. Prendre un petit verre, grignoter des « tapas », ces gourmandises salées installées sur le

construit l'autoport, zone de dédouanement des camions, territoire des transitaires, ces intermédiaires qui assurent pour les transporteurs les formalités de passage de la frontière.

Brutalement, le 1^{er} janvier 1993 au matin, l'intense activité de l'autoport s'est arrêtée. Les barrières douanières sont tombées au sein de la CEE, et avec elles la rente de situation d'Hendaye. « L'autoport est complètement mort constate le maire. Les routiers, dans leur quasi-totalité, passent aujourd'hui sans s'arrêter. Les transitaires ont vu leur profession disparaître du jour au lendemain. On a compté 240 suppressions d'emplois sur l'autoport. » La zone n'est plus qu'une immense et triste friche industrielle parsemée de hangars abandonnés. « Des 55 douaniers qui travaillaient, ils n'en reste que quinze, et bientôt sans doute 7 » compte, fataliste, le receveur principal des douanes à l'autoport, qui se souvient avec nostalgie de la « noria de camions qui transitaient ici chaque jour ». L'ensemble des douaniers qui travaillaient sur Hendaye a baissé de moitié, passant de 160 fonctionnaires à 90.

Le maire semble ne plus pouvoir s'arrêter dans son inventaire des difficultés : « Le trafic ferroviaire de marchandises a chuté cette année de 25 %, du fait de la crise. Les entreprises de transport installées sur la commune ont du mal

terre entre Atlantique et Bidassoa. Un hôtel quatre étoiles, une résidence hôtelière et un port de plaisance de 720 anneaux ont été inaugurés cet été » détaille M. Lassalle. Serge Blanco y a installé en 1991 son centre de thalassothérapie, qui emploie déjà une centaine de personnes. « Je reçois beaucoup de sportifs, et la proximité d'avec l'Espagne est un atout de taille. Il y a là-bas de très bonnes équipes avec lesquelles s'entraîner, et tous les équipements nécessaires. Le seul problème, c'est que la ville ne fait pas assez d'efforts pour se faire connaître. »

Les élus d'opposition et les nationalistes basques reprochent pourtant au maire de tout miser sur le tourisme, de ne pas développer les activités industrielles, qui elles, créent des emplois à l'année. Hendaye, il est vrai, n'a guère à offrir en hiver. Point de musée ni de patrimoine historique, si ce n'est un château du dix-neuvième, un peu rococo. Le centre-ville, dénué de charme et éloigné de plus de deux kilomètres de la plage, semble sommeiller, avec ses boutiques de souvenirs un peu vieillottes ; le quartier de la gare est défiguré par la large tranchée creusée pour le passage des trains, que le maire souhaiterait pouvoir un jour recouvrir. « La zone de l'autoport n'aurait jamais dû être abandonnée s'insurge Xavier Lassalle. Notre projet de zone d'activités industrielles et artisanales est viable : les entrepreneurs espagnols sont intéressés.



1914, une trentaine de familles françaises avaient gagné Irun pour éviter le départ d'un fils ou d'un mari au front. Et par la population, car beaucoup d'Espagnols avaient à Hendaye de la famille ou des relations, témoigne Ramon Agesta, qui a vécu ce douloureux exode. Les soldats sont repartis poursuivre les combats à Barcelone, en passant par Perpignan. Mais beaucoup de civils se sont installés définitivement. On estime qu'actuellement un bon tiers des 11 700 habitants d'Hendaye sont d'origine espagnole.

Aujourd'hui, on vient d'outre-Bidassoa pour des motifs plus futiles. « Les samedi, dimanche et jours fériés, les Espagnols se précipitent sur la plage car celle de Saint-Sébastien est vite pleine. La nôtre est immense et en pente douce, ce qui rassure les familles » souligne Jean Isidori, président de l'Office du tourisme. Baignade, puis courses. Dans les années trente, la ville, qui ne comptait que 7 000 habitants, avait même ses Galeries Lafayette. Deux supermarchés les ont depuis remplacés. Les Irunais se sont successivement arrachés la vaiselle en Duralux, dans les années 50-60, puis la laine et les pommes de terre, le lait et l'huile, et, tout récemment, la hi-fi, les alcools fins et les vêtements de marques. Séduits par le prix des villas et des appartements, bien plus raisonnable qu'au Pays basque espagnol où la densité de population est très supérieure, par des crédits avantageux et un cadre de vie agréable, les « voisins » espagnols ont investi massive-

ment dans l'immobilier hendayais de 1985 à 1990. « Des secondaires, les résidences sont souvent devenues principales puisque par l'autoroute, Saint-Sébastien n'est qu'à vingt minutes d'Hendaye » note M. Isidori.

Les Hendayais, qui se rendaient jadis à Irun ou Fontarabie pour faire leur marché de fruits, de légumes, de viande et de poisson, vont surtout désormais profiter de l'ambiance des bars. Prendre un petit verre, grignoter des « tapas », ces gourmandises salées installées sur le

construit l'autoport, zone de dédouanement des camions, territoire des transitaires, ces intermédiaires qui assurent pour les transporteurs les formalités de passage de la frontière.

Brutalement, le 1^{er} janvier 1993 au matin, l'intense activité de l'autoport s'est arrêtée. Les barrières douanières sont tombées au sein de la CEE, et avec elles la rente de situation d'Hendaye.

« L'autoport est complètement mort constate le maire. Les routiers, dans leur quasi-totalité, passent aujourd'hui sans s'arrêter. Les transitaires ont vu leur profession disparaître du jour au lendemain. On a compté 240 suppressions d'emplois sur l'autoport. » La zone n'est plus qu'une immense et triste friche industrielle parsemée de hangars abandonnés. « Des 55 douaniers qui travaillaient, ils n'en reste que quinze, et bientôt sans doute 7 » compte, fataliste, le receveur principal des douanes à l'autoport, qui se souvient avec nostalgie de la « noria de camions qui transitaient ici chaque jour ». L'ensemble des douaniers qui travaillaient sur Hendaye a baissé de moitié, passant de 160 fonctionnaires à 90.

Le maire semble ne plus pouvoir s'arrêter dans son inventaire des difficultés : « Le trafic ferroviaire de marchandises a chuté cette année de 25 %, du fait de la crise. Les entreprises de transport installées sur la commune ont du mal

à résister à la guerre des prix au sein de l'Europe. La pêche souffre de importations de poisson à bas prix et de l'épuisement des fonds marins. Le secteur industriel et artisanal n'est pas très développé... » Encore faut-il ajouter la dévaluation de la peseta, qui pénalise fortement agences immobilières et commerçants depuis un an. D'autant qu'à Irun, ce sont quatre fois plus de transitaires qui se sont retrouvés au chômage, sans plan social d'accompagnement. Miguel Iraola, propriétaire de magasins de sport et de vêtements tout près de la frontière, envisage même de fermer : « On faisait le milliard de chiffre d'affaires, aujourd'hui on perd cinquante millions par an ». Le taux de chômage d'Hendaye avoisine 18 %, selon la Direction départementale du travail. En dix-huit mois, 400 emplois ont été perdus.

Dans l'urgence, Hendaye se cherche des activités de substitution. En avant toute vers le tourisme. « Nous avons toujours pâti de la concurrence de Biarritz, presque aussi connue que Deauville. Nous, nous sommes les éternels oubliés, le bout du bout » se plaint Jean-Max Gofcoches, commerçant et secrétaire de l'Office du tourisme. On tente donc de valoriser davantage une plage large et longue, si longue qu'il faut une demi-heure pour la parcourir de bout en bout, bordée de séduisantes villas blanches à volets, balcons et colombages verts, bleus ou bordeaux. « Nous avons investi 120 millions de francs pour aménager la pointe de Sokoburu, cette bande de

Pour eux, c'est la porte vers le marché français. »

Car, sur la nécessité d'œuvrer avec Irun et Fontarabie pour opérer une même nécessaire reconversion, majorité et opposition s'accrochent. « Depuis deux ou trois ans, nous avons vraiment pris conscience de nos problèmes communs, et nos relations se cessent de s'améliorer » affirme M. Lassalle. Le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, François Jacqué, estime même qu'il faut voir plus grand : « Hendaye, Irun, Fontarabie doivent devenir la grande commune centrale de la conurbation qui va de Bayonne à Saint-Sébastien. C'est la seule façon d'être à armes égales avec les grandes métropoles européennes ». Il faudra pourtant abattre encore quelques barrières psychologiques, linguistiques et administratives, et résoudre le problème du terrorisme nationaliste, que tous, de ce côté de la frontière, continuent, sans trop l'évoquer, de considérer comme une menace. Tout en travaillant d'arrachepied à une plaquette de promotion commune aux trois villes, on se demande ainsi, à l'Office du tourisme, si ce n'est pas aller trop loin que d'associer l'image d'Hendaye à celle de ses voisines. Pour l'instant, de coopération transfrontalière point trop ne faut.

de notre envoyée spéciale
Pascale Krémer

Prochain article :
PAU

Irun et Fontarabie : les espagnoles

Outre-Bidassoa, face à Hendaye, deux villes que tout semble opposer : Fontarabie (Fontarabie en basque) et Irun. Fontarabie, au pied du très verdoyant mont Jatzubel, le plus élevé du golfe de Gascogne, est une petite ville calme et pleine de charme. Ses 14 000 habitants vivent encore en partie de la pêche, au thon notamment, qui emploie 30 % de la population active, mais se tournent de plus en plus vers le tourisme. « On a trop longtemps laissé dans l'ombre les richesses du Pays basque », plaide Vincente Lorente, directeur du tout nouveau office du tourisme commun à Irun et Fontarabie.

Passés les murs qui enserrèrent la ville, le vieux quartier de Fontarabie, fort bien conservé, offre un dédale de rues pavées et étroites, ainsi qu'une place merveilleuse, la place de Guipuzcoa, bordée de petites maisons de pêcheurs d'architecture basque, que les marins, selon la tradition, devaient peindre dans le même ton que leur bateau. Sur cette même place, le bel et austère château de Charles Quint (qui date du douzième siècle) a été transformé en hôtel de grand luxe. « Pour aller à Fontarabie, il faut le vouloir, faire un effort, car c'est un cul-de-sac, alors qu'on arrive parfois à Irun un peu par hasard : c'est un lieu de passage, poursuit Vincente Lorente. Contrairement à Irun, Fontarabie a donc toujours vécu quelque peu repliée sur elle-même, ce qui explique aussi qu'elle soit si bien conservée. »

Les charmes de Jennifer

Irun, plus au sud, avait comme Hendaye fondé son économie sur les activités liées au passage de la frontière. Comme elle, elle a donc vu son chômage croître fortement : il avoisine aujourd'hui les 23 %. Mais cette ville de 53 000 habitants, la deuxième de la province de Guipuzcoa derrière Saint-Sébastien, a également une longue tradition industrielle. L'électronique, le plastique, l'agroalimentaire, le mobilier et les outils sont les secteurs de prédilection de la ville précise Eugenio Sese Sarasti, directeur de l'Agence de développement économique d'Irun et Fontarabie. Un tiers de l'activité est encore industrielle, mais nous souhaitons développer davantage les services : être plus agressifs commercialement, puisque chaque année les habitants d'Irun et de Fontarabie dépensent 200 millions de francs dans les boutiques françaises d'Hendaye à Bayonne, et mettre ici aussi davantage l'accent sur le tourisme.

Culturellement, Irun est moins riche que Fontarabie, bien que l'on ait découvert récemment qu'elle avait été, sous le nom d'Olaso, un important port romain aux premiers et deuxième siècles après Jésus-Christ. Un musée archéologique témoigne d'ailleurs de cette activité passée.

Si le centre-ville d'Irun est dépourvu d'intérêt historique, « c'est qu'il fut entièrement détruit en 1936 », justifie l'entrée des troupes françaises dans la ville.

Pour les jeunes Hendayais, Irun a d'autres charmes : celui de ses inimitables bars et restaurants, et celui de ses discothèques, dont la célèbre Jennifer. Pour passer dans ce bar branché, on fait même parfois le voyage depuis Biarritz, ambiance garantie, heures de fermeture tardives, consommations abordables... et surtout à demi-mots certains jeunes d'Hendaye, possibilité de se procurer plus facilement qu'en France des drogues douces, non prohibées en Espagne.